

3.50 F

Algérie, 2 DA; Maroc, 3.00 dir.; Tunisie, 280 m.
Algeria, 175 pfr.; Morocco, 300 pfr.; Tunisia,
280 pfr.; 100 pfr.; 100 pfr.; 100 pfr.; 100 pfr.;
Congo, 6.50 Kz.; Egypte, 80 pta.; 27.5 pta.;
Grèce, 50 dr.; Libye, 0.350 DL; Iran, 70 r.
Italie, 1 000 L.; Thaï, 350 P.; Luxembourg, 27 L.
Norvège, 5.00 kr.; Pays-Bas, 1.75 G.; Portugal,
50 esc.; Suède, 400 c.; CFZ, 60 esc.; 1.000 r.
Saline, 1/2 c.; 1/2 c.; 50 cent.; Venezuela, 50 c.

Fait des abonnements page 10

4. RUE DES ITALIENS
75457 PARIS CEDEX 19
Téléc. Paris 81 68472
C.C.P. 4287 - 25 PARIS

Tel. : 246-72-23

La rentrée sociale et politique

- **PRESTATIONS** : plus de 10 milliards de francs d'économies devront être dégagés en 1983
- **RETRAITES** : un régime intermédiaire entre 60 et 65 ans serait instauré

à la réconciliation

L'élection de M. Bechar Gemayel, au deuxième tour de scrutin, lundi 23 août, a été accueillie par une explosion de joie à Beyrouth-Est, alors que M. Walid Joumblat, chef de la communauté druze, parlait d'« un jour noir pour le Liban ». A Jérusalem, cette élection a été accueillie avec une satisfaction mêlée de doute.

Le front s'est cependant rallumé dans la montagne, où, selon le commandement israélien, des « combats intenses » ont éclaté entre soldats syriens et miliciens chrétiens.

Aucun soldat israélien n'a été engagé dans ces combats, a assuré le commandement militaire. Mais, d'après la radio phalangiste, des soldats israéliens sont engagés dans des duels d'artillerie avec les forces palestiniennes dans trois villages des collines qui bordent la route Beyrouth-Damas.

A Jérusalem, M. Begin a réaffirmé que les Syriens et les combattants palestiniens doivent quitter le Liban. « Si la Syrie nous attaque, nous l'attaquerons », a-t-il ajouté.

nos informations n. 3 et 4

INDONÉSIE : pas de avant l'

Prononçant la semaine son discours annuel sur l'état de l'Indonésie, Suharto s'est félicité des progrès accomplis dans le développement économique et environnemental du pays. « Nous sommes un pays en développement », a-t-il déclaré, « mais nous sommes aussi un pays qui a fait de grands progrès dans le développement économique et environnemental international. »

Bien que les réserves du pays soient estimées à 38 % de la suite des réserves de pétrole et des minéraux, l'Indonésie a excé- lité dans le développement de la monnaie nationale.

Le président Suharto a également souligné les progrès accomplis dans le développement économique et environnemental du pays.

moitié, d'ici à 1990, le taux
lation et d'éviter le chômage
nous attend, a-t-il dit, est
l'emploi en dehors du secteur
Le chef de l'Etat a d'au
et à la police de mettre un t
qui sévit dans le pays.
(Lire page 5 le début
de Barrin.)

épiscopat catholique

Les Etudes du mois de juillet

publié la relation fort bien rendue d'un jésuite de l'université de Georgetown, le frère Winifred, qui a été en mission à Hanoi. Il y a eu, dit-il, un « défilé d'ordre moral » dans tout un Etat-Unis, mais qui n'est pas susceptible, à bref délai, de nous concerner tous. Il s'agit de l'opposition, qui nous est faite par les missionnaires des Etats chokques à la construction d'armements et au système de centralisation nucléaire. Une lettre de protestation collective, élaborée après des consultations et avec l'assentiment des évêques, a été envoyée. Elle est prévue pour le 15 novembre.

Des lors, peut-être est-ce le moment de nous réveiller de notre sommeil somnolent dogmatique, et de demander à nos dirigeants, à nos militaires, à nos hommes de guerre d'Indochine, à nos hommes d'affaires américains, concernés

« toujours de collusion avec l'Europe. Voici que l'Europe, et surtout l'Europe anglo-saxonne, se retourne vers la situation de sécurité que nous avons connue autrefois. L'Europe se tourne vers l'Océan sans leçon de maîtrise, sans leçon d'expérience, sans leçon d'intelligence et de courage. »

« Certes qu'à la date où nous sommes, tout est déjà réglé. En Angleterre, le Père Winchester ne dissimule ni les infortunes, ni les misères, ni les souffrances de la population. Mais il n'a pas fait de coordination qui existent sur le chantier. La détermination et l'audace de l'entreprise d'en sortir que plus tard, quand il le faudra. »

« Et qui frappe d'abord, c'est le caractère proprement américain — dans sa motivation comme dans son développement — de la protestation des évêques américains. C'est une droiture qui distingue

devront être dégagés — au moins 5 pour l'assurance-chômage et au moins autant pour l'assurance-maladie, — afin d'éviter un trop fort accroissement des cotisations, au demeurent inévitable au novembre 1982 pour l'UNEDIC et vraisemblable, en 1983, pour les régimes de sécurité sociale.

D'autre part, le ministre des affaires sociales, confirmant les propos de M. Marchelli, nous a déclaré qu'il fallait : trouver un système intermédiaire entre soixante et soixante-cinq ans pour appliquer la retraite à soixante ans sans gêner ni modifier les institutions de retraites complémentaires.

treint ?

La encore, le gouvernement souhaite mettre les cartes sur la table très rapidement : indiquer un confinement dès septembre, au lieu de fin octobre, pour les élections, les 7, les orientations sur la réforme de l'UNEDIC, déposer un plan et vraisemblablement un projet de loi avant la fin de l'année sur la révision de la Sécurité sociale. Pour ces dernières, il y a un effort grande urgence.

L'indemnisation des chômeurs

Première urgence : l'assurance-chômage. C'est tout d'abord un régime conventionnel qui vient à expiration le 31 octobre et peut, à cette date, en cas de désaccord, être dénoncé par l'une des parties. C'est aussi une institution déficitaire qui survit à coup de subventions. Il faut trouver d'ici là la fin de 1983, quelque 10 milliards de francs d'économies ou de recettes.

Dans l'immédiat, l'Etat, qui a accepté d'accorder des avances jusqu'en octobre pour garantir l'indemnisation des chômeurs devrait vite, comme l'a demandé M. Bergeron, reconduire cette garantie jusqu'à la fin de l'année, car l'entrée en vigueur de la contribution de solidarité, le 1^{er} novembre, et l'application d'un éventuel accord sur l'INED, n'auront des effets qu'à la fin de 1982.

Premier objectif : réformer l'UNSDIC. Il ne s'agit pas seulement de dégager des économies, comme le souhaite le gouvernement, mais aussi M. Chopard, premier vice-président du C.N.F.P., un régime à l'abri des crises à répétition.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 19.)

UNE EXPOSITION S

Les grands

Evouant les travaux d'Henri IV au Louvre, Sautu, un des plus fondateurs de l'historiographie parisienne, écrit : « Ces divers appa-

Les notes que
l'intime de la
certains nombre
de la maison
il convient
d'ailleurs
beaucoup de
qui sont
sont les
sont presque
à la seule
est la bombe
sont solidaires
tous ces des

conservation et
a volée pour
1945. Aucun
-ils, n'a eu
vivre depuis
un stage
Comment ne
oute leur éner-
jeunes génè-

page 2.)

sciences et des arts, et aux princip-
aux établissements de l'instruction
Cette double vocation, politique et
culturelle, est la seule constante que
l'on puisse relever dans l'histoire
extraordinairement complexe d'un
édifice sur lequel tous les régimes
ont voulu laisser leur marque (y
compris la V^e République), une his-

Réquisition

M. Chevènement, comme M. Debré, est bien persuadé que les pays industrialisés sont lancés dans une guerre économique dont n'émèreront que les plus forts. Fondée sur une ordonnance adoptée lorsque le général de Gaulle disposait des pleins pouvoirs, la réquisition de la filière française d'un groupe américain pour l'obligé à fournir des matières aux Soviétiques peut apparaître comme un épisode de cette guerre économique.

Encore faut-il bien en voir la signification. Ce sont les Américains qui, par leur mesure d'embargo sur les matériels destinés au gazoduc euroasiatique, ont rompu les règles tacites du commerce international et fait peser une menace sur l'avenir des cessions de licence donc du transfert de technologie ; ce sont eux qui ont tenté d'imposer outre-Atlantique — et plus précisément en Europe — le plan américain.

Si mesure de guerre il y a, elle est donc bien défensive. Dès lors que les gouvernements européens avaient décidé d'acheter du gaz soviétique et de participer à la construction du gazoduc — que l'on soit pour ou contre est une autre affaire, — il était logique qu'ils prennent les dispositions nécessaires à la réalisation de leur volonté politique.

Dans tout acte belliqueux

— même détestait, — il y a risque de rétorsion. Les filiales en question de sociétés américaines pourraient quitter la France, les investisseurs étrangers hésiter désormais à s'implanter dans un pays qui réquisitionne ; sans parler du risque de réquisition des filiales de groupes français — notamment nationalisés — à l'étranger.

Le gouvernement français compte visiblement sur l'hostilité non feinte des milieux d'affaires américains à l'embargo du président Reagan et sur le bien-fondé juridique de sa position — ne rétablit-il pas ainsi l'exécution normale de contrats signés ? — pour éviter des retombées trop importantes.

(Lire page 20.)

AU JOUR LE JOUR

Vieillesse

Du secrétariat d'Etat aux personnes âgées, M. Franceschi est passé au secrétariat d'Etat à la sécurité publique. Espérons que le terrorisme prendra vite un coup de vieux, et passera rapidement l'arme à gauche.

JOSE BERON

UR LE LOUVRE
's desseins
toire multi-séculaire, qui semble re-

Le Louvre ne fut cependant pas le premier séjour de la monarchie, qui, ont le sait, entretint toujours avec le capitale des rapports passablement méfiants et agités. Lorsque Suger décide de transférer de Saint-Denis à Paris l'administration royale, c'est dans l'île de la Cité qu'il l'installe et c'est le palais de la Cité qui demeure la siège du pouvoir royal.

ANDRÉ FERMIGIER.
(Lire la suite page 13.)

4.

CYCLE
 PERSONNEL
 CYCLE
 ENT AVANCE

Le Monde

idées

Guerre nucléaire, guerre classique et traités de paix

par ANA AROYO (*)

Le cataclysme nucléaire peut encore être évité, à condition, toutefois, que le savoir et la sagesse des penseurs contribuent à permettre aux gouvernements, en s'appuyant sur l'opinion éclairée de leurs citoyens, de prendre à temps les décisions nécessaires à la gravité de la situation (1). A cet effet, un programme rigoureux devrait être mis en place, comportant, par priorité, les points suivants :

1. — Halte à la course aux armements nucléaires. (Dans un deuxième temps, halte aussi aux armes biologiques, chimiques, etc.).

2. — Utilisation judicieuse des économies considérables qui en résulteraient en vue d'éliminer les désordres financiers et économiques, de développer la coopération scientifique et culturelle entre les nations, d'ouvrir des chantiers d'utilité publique, planifiés à l'échelle des potentialités continentales, et de remédier aux problèmes les plus urgents sur le plan global (éducation, pauvreté, chômage).

3. — Les points 1 et 2 seraient générateurs d'un indispensable climat de confiance internationale (et favoriseraient même l'élaboration d'un nouveau code éthique).

Qu'est-ce qu'une « agression » ?

En effet, nous nous trouvons placés devant un dilemme : s'il s'avère que nos gouvernements sont incapables de décider dans un bref délai une halte aux armements nucléaires, la conclusion s'impose que notre civilisation est destinée à disparaître. En voici les données :

1. — Le nombre des pays membres du club nucléaire a va croissant, impliquant la prolifération parallèle des panoplies nucléaires. Le risque augmente donc qu'une grande partie de l'humanité soit détruite (« hirochimisée », selon un nouveau vocabulaire) et qu'un sort sérieux soit causé également aux régions animal, végétal, minéral et, même, à la biosphère.

2. — La destruction nucléaire peut être provoquée par un seul « dirigeant » dépourvu de bon sens et d'équilibre nerveux et qui céderait à des pressions psycho-politiques.

3. — Il n'existe aucun moyen infallible pour éviter qu'un accident, humain ou technique, ne déclenche le cataclysme.

Si, en revanche, les gouvernements acceptent de « geler » l'armement nucléaire (et de détruire leurs stocks considérables par « entassement » ou « immersion »), un processus qui, lui aussi, peut impliquer des risques), il est pratiquement certain qu'ils conserveront et développeront les armes appelées « classiques » en vue d'assurer la « défense » ou « les intérêts légitimes » de leurs pays. Les guerres, de plus en plus robotisées et destructrices, resteront à l'ordre du jour.

Certains considèrent les guerres comme des phénomènes inévitables. Depuis toujours, elles apparaissent comme une fatalité, un fléau, ou comme la manifestation d'une volonté de conquête territoriale ou

idéologique. De nos jours, les agressions ne manquent pas, que ce soit sous forme d'opérations militaires ou sous la couverture d'actions plus sophistiquées. Les règles du droit international sont inadéquates à la situation actuelle très complexe ; elles ne comportent même pas une définition précise du terme « agression ». Leur mise à jour semble donc s'imposer d'urgence (tout comme la révision de la charte de l'ONU). Quant aux traités de paix, leur rôle est, en principe, de garantir la stabilité des conquêtes. Or cette stabilité devient illusoire lorsque les anciens vaincus s'estiment capables de s'opposer à l'application de ces traités. L'acharnement des anciens vainqueurs à défendre les clauses incriminées peut prendre appui sur des négociations entreprises pour temporiser, et non pour remédier, aux problèmes de fond, créant ainsi un *modus vivendi* fou qui engendrerait un cycle de tensions propice à l'éclatement d'une guerre (exemples récents : Gibraltar, Malouines, Proche-Orient).

Dans une tentative de briser le cercle vicieux des guerres et des après-guerres régi par le mécanisme des traités de paix, un axiome naît se présente à l'esprit : « La vie est mouvement ». Or les traités de paix sont statiques. L'organisme vivant qu'est un peuple (même si son habitat est morcelé par une force majeure) rejette, au bout d'un certain temps, le traité de paix qui l'enferme. Si celui-ci ne fait pas l'objet d'une révision conformément aux circonstances changées, il y aura un risque d'effacement.

Les territoires du « vaincu »

Les traités de paix sont entachés d'un vice interne : ils sont conclus par des partenaires INÉGAUX : des vainqueurs et des vaincus. D'autres traités internationaux, d'ordre économique et culturel, sont conclus entre des partenaires ÉGAUX et sont appelés à servir de jalons pendant des périodes relativement brèves, mouvantes. Ils sont donc révisibles dans l'intérêt même de chacun des partenaires. Les traités de paix, eux, sont des « dictats » et sont censés « durer » pour consolider indéfiniment une « victoire » au détriment du « vaincu ».

Ce cercle vicieux : guerre-traité de paix, peut être illustré par deux exemples :

(a) Avant 1914, l'incapacité de l'Autriche-Hongrie de négocier avec tous ses peuples un système fédéraliste leur donnant satisfaction a contribué à déclencher la première guerre mondiale. Les traités de paix qui suivirent (Versailles, Trianon et, même, le pacte de la Société des Nations) n'ont pas été révisés, malgré de nombreuses tentatives. Après environ une décennie, le cas toujours plus catégorique des « dictats »

(*) Pseudonyme d'un fonctionnaire désireux conserver l'anonymat.

(Hongrie, Autriche, Allemagne) devint d'un des éléments de la montée du nazisme et, par la suite, de l'éclatement de la guerre mondiale.

(b) Les traités de paix et autres accords qui suivirent (Yalta, Potsdam, partage de l'Allemagne entraînant la division de l'Europe) n'ont pas été révisés. (Une exception : l'Autriche, devenue neutre, donc indépendante des deux blocs, grâce à son traité d'Etat négocié en 1955). Après une trentaine d'années, dans des conditions socio-économiques considérablement changées, la situation de l'Allemagne pour ne parler que d'elle — est particulièrement complexe et anachronique. La non-révision des accords la concernant semble être l'une des causes de la « guerre froide Est-Ouest » en Europe et ailleurs. Cette psychose peut jouer un rôle majeur dans les risques d'une troisième guerre mondiale.

Une conclusion s'impose : la LUTTE CONTRE LA GUERRE NUCLÉAIRE DOIT ÊTRE MÈNEE PARALLÈLEMENT À UN PROGRAMME DE LA RÉVISION SYSTÉMATIQUE DES TRAITÉS DE PAIX. Cela impliquerait l'introduction d'un nouveau concept dans le droit international. Logiquement, l'article traitant de cette révision devrait faire ressortir également que les territoires du « vaincu » ne pourraient pas être annexés à titre définitif par le vainqueur mais seraient seulement de « gages ». La révisibilité des traités de paix serait aussi un facteur qui découragerait a priori des velléités d'annexion ou de découpage des pays ou des villes, d'expulsion de populations, et de génocide. Ceux qui prendraient l'initiative de demander la révision d'un traité de paix ne risqueraient plus d'être pénalisés comme des provocateurs, des agents de l'étranger, des révolutionnaires ou des réactionnaires.

Même si le droit de guerre est considéré comme un apanage du genre humain, il est non moins vrai que, au cours des siècles, certains hommes possédaient le génie de la paix. La paix, elle aussi, est pulsion. Ainsi, vers l'an mil, le pape Sylvestre II (Gerbert d'Aurillac) a réussi à faire accepter par les princes chrétiens la « trêve de Dieu ». De nos jours, un autre pape, Jean XXIII, a ouvert ses bras à tous les hommes, y compris ceux des nations riches de fer. Aujourd'hui, chacun est appelé à contribuer à créer un climat propice à une « trêve de l'homme ». Qu'elle nous permette de franchir le seuil du troisième millénaire de notre ère.

(1) Edward Kennedy et Mark Hatfield, *Freeze « Gèle »* — les Armements nucléaires, éd. Bantam, 1982. — Alvin Myrdal, *Dynamics of European Nuclear Disarmament* (« Les potentialités du désarmement nucléaire européen »), Paris, Spokenes pour Bernard Russell Peace Foundation, 1981. — Robert Bell, *How to make up your mind about the bomb* (« Comment vous faire une idée de la bombe »), éd. Deutsch, 1981. — Pierre Sudreau, *La Stratégie de l'abandon*, éd. Plon, 1980. *Le Monde*, du 13 juillet 1982 : « Trois conflits, une même loi de la guerre » (J. Isard) ; « Le terrorisme technologique » (J. Bédard) ; « La bifurcation » (J.-L. Lévy).

A propos d'équilibre des forces

par JEAN-MARIE MULLER (*)

L'ÉQUILIBRE des forces est le fondement et la garantie de la paix : voilà une formule simple et claire qui semble irréfutable comme une évidence. C'est précisément à partir de ce postulat que les hommes politiques français entendent nous assurer de leur volonté de promouvoir la paix. Leur raisonnement se veut tout aussi simple et clair et tout aussi évident : la paix en France suppose la paix en Europe, et celle-ci suppose la paix dans le monde. Or, les choses étant ce qu'elles sont depuis Yalta, la paix repose essentiellement dans les mains des dirigeants des deux blocs qui se partagent l'hégémonie du monde. Il en résulte que l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest est une nécessité pour que soit assurée la sécurité de notre pays.

Or, nous affirmons encore, il existe un déséquilibre des forces au détriment de l'Occident, notamment depuis le déploiement par l'Union soviétique des missiles SS-20 qui menacent l'Europe de l'Ouest. Il importe donc que l'équilibre soit rétabli. C'est la raison pour laquelle les dirigeants français ont soutenu le plan de « modernisation » des armements occidentaux mis en œuvre en 1979 par l'OTAN.

Pour rendre évident le déséquilibre des forces qui existerait entre l'Est et l'Ouest, il est de règle d'aligner des chiffres. Mais ce « jeu des nombres » est dérisoire. Car la très haute technicité atteinte dans la conception, la construction et la mise en œuvre des armements modernes, donne à la qualité une importance décisive. La quantité est de moins en moins significative. Certes, il existe des déséquilibres partiels, sectoriels, catégoriels. Mais ils ne sont pas la signification essentielle que certains voudraient leur donner si on les restreint dans l'environnement stratégique global.

Ainsi pourrions-nous discuter à l'infini de la réalité exacte de l'équilibre des forces entre les deux superpuissances. Débat d'autant plus vain que le principe d'équivalence essentielle est parfaitement satisfait. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait équilibre des forces. En réalité, chacun des deux camps détient l'*overkill capacity*, littéralement la capacité de « sur-vivre » l'adversaire. Un calcul assez simple permet d'affirmer que tuer une seule fois suffirait. Dans ces conditions, il est difficile de donner à la notion même d'équilibre des forces la moindre signification.

Le rôle de la technologie

Certes, les experts ont imaginé une nouvelle stratégie qui prétend justifier le surarmement : la stratégie contre-force. Ainsi la croissance indéfinie des armements serait censée permettre au premier frappeur visant à détruire les armes de l'adversaire. Le « principe de suffisance » qui s'applique à la stratégie anti-cités deviendrait ici caduc. En réalité, ces experts savent qu'aucun des deux blocs ne peut prétendre acquiescer à la capacité d'une première frappe désastreuse. Quelle que soit l'ampleur de celle-ci, l'adversaire aurait toujours la possibilité de mettre en œuvre une frappe anti-cités capable d'infliger des « dommages insupportables ». Il ne s'agit donc là que d'une tentative pour adapter la

théorie à des faits dont plus personne n'a la maîtrise. Mais la théorie est aussi absurde que les faits qu'elle prétend justifier.

En réalité, la continuelle recherche de l'équilibre des forces constitue l'un des éléments essentiels de la dynamique interne de la course aux armements. Jadis, les militaires et les politiciens n'avaient de cesse d'affirmer qu'ils étaient les mieux armés. Aujourd'hui, les mêmes hommes n'ont de cesse d'affirmer qu'ils sont moins bien armés que leur adversaire potentiel et que leur pays aurait tout à craindre de lui s'il ne consentait pas de nouveaux efforts pour rattraper son retard.

La course aux armements s'auto-alimente. La modernisation des armements n'est nécessaire que parce qu'elle est possible. Elle se fait au gré des innovations scientifiques. La technologie précède la stratégie, supplantant la politique. Car les hommes d'Etat démissionnent de leurs propres responsabilités pour se prêter aux exigences de la technologie militaire-industrielle. L'accélération de la course aux armements ne s'explique donc pas par un simple processus d'action-réaction dans lequel chacun réagirait aux avancées de l'autre. La course aux armements est en réalité une course contre la montre dans laquelle chacun des deux adversaires emploie toutes ses énergies et toutes ses ressources à aller le plus loin possible le plus vite possible, sachant que l'autre fait de son côté les mêmes efforts.

La loi de la pesanteur

La recherche-développement se fait dans chaque camp non pas en fonction des découvertes faites par l'autre mais en fonction de celles qu'il pourrait faire et qu'il importe donc de faire avant lui. Si on laisse jouer ces mécanismes aveugles, il n'y a aucune raison pour qu'il soit mis un terme à l'escalade.

Ainsi l'équilibre des terreur est-il recherché à un niveau de plus en plus élevé et devient-il, par le fait même, de plus en plus instable. Il est à craindre que, à une certaine hauteur, la guerre éclate par le simple effet de la loi de la pesanteur. « La question la plus dramatique qui se pose, affirment les experts des Nations unies, c'est *comment celle du risque d'une guerre nucléaire déclenchée par accident soit en raison d'une défaillance technique, soit à la suite d'une erreur humaine* ». (Étude d'ensemble des armes nucléaires, 12 juillet 1980.) Le risque de la guerre est inscrit dans la logique de la course aux armements.

La recherche de l'équilibre des forces n'est qu'un prétexte qui permet aux États rivaux de justifier une fuite en avant, qui risque fort d'entraîner la rupture de l'équilibre des terreur. La course aux armements, loin de garantir la paix, menace directement la sécurité des peuples. Le véritable déséquilibre qui menace la paix n'est pas entre les armements de l'Est et ceux de l'Ouest ; il est, à l'Ouest aussi bien qu'à l'Est, entre les forces militaires-industrielles qui préparent la guerre et les forces politiques qui ne préparent pas la paix.

(*) Animateur du Mouvement pour une alternative non violente (MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis).

Trêve de Dieu Trêve de l'homme

Alors que les guerres « classiques » et localisées n'ont jamais cessé depuis le second conflit mondial, le spectre du cataclysme nucléaire nous hante, consciemment ou non. Daniel Pézeril analyse l'attitude nouvelle de l'épiscopat catholique des États-Unis à l'égard de la course aux armements, attitude qui peut être qualifiée de révolutionnaire. Jean-Marie Muller estime, pour sa part, que la recherche d'un équilibre des forces menace en fait la paix. Et Ana Aroyo plaide en faveur d'une révision des règles du droit international.

L'épiscopat catholique des États-Unis et le défi atomique

(Suite de la première page.) Nul ne méconnaît aux États-Unis « l'influence considérable » de l'Église catholique. Le Père Winters va jusqu'à présager que la lettre pastorale du 18 novembre « sera le tour du monde », tout comme la première salve de la révolution américaine de 1785. « La scène politique internationale, affirme-t-il, en sera profondément perturbée ».

Le retentissement est vraisemblable, en effet. Ce n'est pas peu de chose qu'un épiscopat comme celui des États-Unis refuse publiquement d'assimiler à un acte de légitime défense le recours à une guerre atomique, dont on convient partout que le déclenchement serait incontrôlable. Comment s'écarterait-elle pas à tout critère véritable de moralité, puisque nul ne sait ni comment, ni jusqu'où, ni sur qui surtout elle étonnerait, de par les continents, ses ravages exterminateurs ?

Seul un point de départ doctrinal aussi catégoriquement fondé est susceptible de rendre raison aux deux condamnations majeures qu'on attend. La première concernerait non seulement l'usage, mais aussi — parce que l'intention compte — la perversité de l'acte — la simple menace de l'arme nucléaire. La seconde formulerait « explicitement et en détail » une série de conseils pratiques qui en découlent. Elle mettrait en cause la collaboration professionnelle des catholiques — administrateurs, techniciens, membres de l'armée, politiques — à la menace ou à la mise à feu des engins atomiques. « Étant donné que quarante pour cent environ des militaires américains sont catholiques, une telle prise de position inéluctable

ble des évêques, explique le Père Winters qui en sait plus qu'il ne veut bien dire et ne parle pas au conditionnel *provoquerait un choc dans la vie nationale* » d'un grand nombre de fidèles. On le croirait à moins.

Il est trop tôt cependant pour juger nous-mêmes de cette attitude. La formulation des textes du document encore en travail peut amener des rectifications notables dans l'ensemble. Tant que la lettre pastorale annoncée pour le 18 novembre n'a pas paru, rien n'est arrivé. Qu'on nous permette toutefois une réflexion d'ordre général, suggérée par la démarche épiscopale.

Il va de soi qu'on ne saurait, si ce n'est misérablement, réduire celle-ci à une fulmination d'intérêt. Elle est trop généreuse pour cela. Les évêques américains sont des moralistes. Ils sont assez vigoureux pour changer quelque chose à quelque chose. Peut-être vont-ils nous rendre un fier service.

Non contents de « défendre » l'homme, ils veulent l'appeler à reprendre, et sans délai, sa cause en main, parce que celle-ci n'est pas ce qu'on dit. Si cet appel doit être un jour qualifié de « historique », ce sera en vertu d'un autre regard sur la conjoncture mondiale. Il implique le renversement radical ou plutôt le redressement délibéré de l'analyse politique qui s'est imposée aux esprits et commande la course aux armements depuis trente-sept ans.

On pourrait schématiser comme suit les positions adverses. Pour les protagonistes du dispositif nucléaire américain, soutenus par la quasi-unanimité de l'opinion occidentale,

il est acquis que celui-ci constitue une nécessité tragique, mais irréversible, à l'encontre de laquelle il n'y a pas de protestation morale qui vaille. Les « chrétiens » — un grand nombre d'évêques, fût-elle de trois cent cinquante membres, n'y feront rien. Il nous est impossible pour la survie du monde libre de ne pas aggraver sans relâche le défi atomique.

Les évêques s'apprêtent à répliquer avec une force de conviction qui troublera plus d'une conscience : « Tout au contraire, c'est à des hommes libres qu'il est impossible de tenir et de soutenir un pareil défi. Pour la raison que, jusque dans son intention, il est immoral ».

Ils parleront et seront écoutés

Ce qui est immoral désintègre l'homme. La lettre pastorale du 18 novembre ne manque pas d'argumenter pour le prouver. Elle épinglera, non sans réalisme, les effets négatifs d'une rivalité stratégique terrifiante, devenue à elle-même sa propre norme. Elle enchaîne implacablement à son aventure les autres peuples, frustre la politique internationale de toute référence à un ordre, de toute garantie d'avenir, de toute finalité propre. Elle incline nos contemporains — et ce n'est pas le moindre mal — à croire que ce régime monstrueux, c'est désormais la condition humaine.

L'épiscopat américain aura beau fonder son intervention sur l'homme, créature de Dieu, du personnel, la tâche de gérer le monde et la vocation spirituelle débordent démesu-

rement le cadre des arsenaux fantasmagoriques, on n'imagine guère que dans quelques mois il obtienne l'accord de la Maison Blanche et de la plus grande partie du peuple des États-Unis. Ceux-ci lui adresseront au moins un triple reproche : tout d'abord d'avoir joué, comme s'il était irresponsable, au déséquilibre en diable ; ensuite d'avoir prétendu exister de ses seuls muscles le roc de l'impossible ; enfin, de toute manière, de s'être lamentablement mépris sur l'audience de la parole de l'Église dans la société de 1982.

Rien jusqu'ici n'indique pourtant que l'épiscopat feigne d'ignorer la complexité de la situation mondiale. On n'a pas entendu dire qu'il préconiserait le saut quel désarmement atomique unilatéral. Au risque de décevoir ses supporters par son empirisme, le cardinal Krol a même proposé que, s'il fallait condamner l'usage et la menace de la « bombe », il en aille définitivement de sa simple « détention ». Ce qui d'ailleurs n'éclaircit pas grand-chose. Quant à pousser les catholiques des États-Unis à démissionner des postes de complicité, même si le contre-coup pour tous est rude, il ne peut s'agir que d'un risque « civique » évalué.

C'est sans doute la prise en compte de ce risque par les évêques qui spécifiera la nouveauté de leur position. On comprend que ceux-ci y attachent tant d'importance. Sera-ce néanmoins assez pour qu'ils ne soient pas intervenus en vain ? Qui donc de nos jours fait encore attention à ce que dit l'Église ? — on connaît le lazz. Les évêques américains ne sont pas de nature à se lais-

ser intimider. Ils parleront. Ils iront droit au fait. Et ils seront écoutés. Par qui ? Pour quoi ? Jusqu'où ? C'est la question.

Vue d'Europe, leur pastorale n'est pas en l'occurrence sans analogie avec celle de Jean-Paul II. Celui-ci vient de se rendre en Grande-Bretagne et en Argentine au pire moment du conflit des Falkland. On se demandait ce qu'il avait à y faire. Il y a parlé de paix. Est-il passé inutilement ? A-t-il écouté ? A-t-il obtenu ou préparé quelque chose ? Dieu le sait. Le plus indiscutable, néanmoins, pour une large partie de l'opinion, c'est qu'il devait y aller.

La contradiction entre ce scepticisme et cette approbation n'est qu'apparente. Le fait que, pour la plupart, nous la surmontons est, au reste, significatif. Il nous apprend que — récemment, nous devons le reconnaître — s'est introduite et répandue un peu partout une nouvelle (et fort ancienne) conception de la parole de l'Église. C'est elle qui, de main, fera l'unité et assurera le crédit de l'épiscopat des États-Unis.

Une anticipation heureuse

Celui-ci articulera à voix forte la parole la plus inopportune, celle-là même que, selon certains, le loyalisme et la prudence la plus élémentaire auraient dû leur interdire, la parole impossible pour une situation impossible. Et pourtant celle-ci sera vraisemblablement qualifiée, avec non moins d'insistance, de nécessaire, au-delà même des communautés catholiques. Tous les citoyens des États-Unis sont compromis dans le défi atomique. S'ils ont besoin

d'une parole, c'est de celle-là. En réclamant, comme elle le fera, que soit d'urgence restitué à l'homme américain son magistère moral et sa propre expertise sur l'événement, la lettre du 18 novembre sera tout indiquée pour acquiescer, aux yeux d'un grand nombre, la valeur d'une charte de libération.

A supposer que les choses se déroulent ainsi, que va-t-il s'en suivre ? Il faut trop de médiations, d'interférences, de convergences, entre le spirituel et le temporel pour que disparaissent du milieu de nous, selon un complot humain, le scandale et la terreur. Mais bien malin qui prophétisera qu'il n'arrivera rien ! Aux jours les plus angoissants, les hommes de Dieu et les témoins de l'homme donnent toujours l'impression d'être terriblement seuls. Les secrets de l'histoire sont plus entre-déliés. Les années que nous vivons, où la rivalité nucléaire semble s'élever au plus haut degré sont peut-être celles où elle décline. Qui sait, par un de ces détours dont les « chroniques » de la Bible nous offrent de multiples illustrations, les rois des superpuissances ne seront pas saisis de stupeur et de lassitude devant leur course interminable et ruineuse aux armements ? Qui sait, leurs systèmes de contrôle mutuel se perfectionnant, ils ne devront pas en venir, comme on dit, à se faire confiance ? Qui sait s'il n'y a pas dans une parole comme celle que les évêques américains s'apprêtent à proférer — une parole à partir du cœur de l'homme — comme une anticipation heureuse ?

DANIEL PEZERIL

Le Monde

L'É

A l'occasion de l'anniversaire de la République, le 4 août 1982, le président de la République a reçu à l'Élysée les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République a également reçu les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président de la République a reçu à l'Élysée les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République a également reçu les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président de la République a reçu à l'Élysée les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République a également reçu les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président de la République a reçu à l'Élysée les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République a également reçu les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président de la République a reçu à l'Élysée les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République a également reçu les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président de la République a reçu à l'Élysée les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République a également reçu les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président de la République a reçu à l'Élysée les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République a également reçu les membres du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres, du Conseil économique, social, environnemental et du Conseil supérieur de la magistrature.

propos d'équilibre des forces

Le Monde

étranger

L'ÉLECTION DE M. GEMAYEL A LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE

A l'occasion de l'élection de M. Bachir Gemayel à la présidence de la République du Liban, M. Mitterrand lui a adressé un télégramme où il déclare notamment : « (...) Je vous adresse mes vœux pour vous-même et pour le peuple libanais. Je tiens à vous assurer de l'attachement de la France à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance nationale du Liban. Le peuple français, lié au peuple libanais par une amitié ancienne et étroite, forme des vœux pressants pour que, après les épreuves douloureuses qu'il vient de subir, tous les Libanais puissent se rassembler dans la reconstruction d'un État démocratique libre et prospère, vivant en harmonie avec tous ses voisins. »

Plusieurs personnalités et partis politiques français se sont félicités de l'élection de M. Gemayel. C'est le cas de MM. Lecaune, président de l'U.D.F., François Léotard, député national du parti républicain ; Didier Barthe, président du parti radical ; Roger Girard, membre du bureau politique du Parti des forces nouvelles ; M. Kossowski-Morizet, membre du conseil politique du R.P.R. écrit dans « Le Quotidien de Paris » : « Nul n'était plus qualifié que le chef de la résistance libanaise pour prendre en main la reconstruction de son pays. »

En revanche, un communiqué publié par M. Maxime Gremetz, secrétaire du parti communiste, estime que l'élection de M. Gemayel est un « coup de force (...) lourd de dangers pour le peuple libanais ». « Ce simulacre d'élection s'est déroulé dans des conditions telles qu'elles lui enlèvent toute légitimité, déclare encore le communiqué du P.C. Seules les menaces et l'utilisation de la force contre certains députés élus depuis 1972, les pressions d'Israël et des États-Unis ont permis au chef phalangiste de parvenir à ses fins. »

À WASHINGTON, où le président Reagan a adressé ses félicitations à M. Gemayel, les porte-parole de la Maison Blanche et du département d'État ont insisté sur le fait que « le processus électoral s'est déroulé normalement ». Soulignant la « tâche difficile » qui attend M. Gemayel, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spink, a affirmé que « la promotion d'une véritable réconciliation nationale (du Liban) sont des conditions cruciales pour le succès du nouveau président ».

À DAMAS, la radio syrienne a déclaré que « M. Gemayel a été imposé aujourd'hui comme président de la République libanaise à l'ombre des baïonnettes des forces d'occupation israéliennes et sous leur protection ». Les commentaires de la télévision ont, cependant, été plus modérés, soulignant surtout l'opposition à cette élection des partis « islamo-progressistes » et celle de M. Raymond Eddé, chef du Bloc national, en exil à Paris.

● AU CAIRE, le ministre des affaires étrangères, M. Kamel Hassan Ali a souligné qu'il s'agissait d'une affaire purement intérieure et que les Libanais étaient « libres de désigner qui ils voulaient ». Il a ajouté qu'il était important que « règne au Liban une unité nationale lui permettant de réaliser sa reconstruction en tant que pays arabe ».

● AU KOWEÏT, le porte-parole du gouvernement a insisté lui aussi sur le caractère « intérieur » de l'élection.

● À MOSCOU, l'agence Tass a annoncé l'élection de M. Gemayel sans commentaire, mais à Belgrade, l'agence Tanyong a souligné qu'elle « entérinait la longue tradition qui veut que le président de la République, toujours un chrétien maronite, soit désigné après un accord entre tous les groupes politiques et religieux libanais ».

A Beyrouth, joie à l'Est, colère à l'Ouest

De notre correspondant

Beyrouth. — L'élection de M. Bachir Gemayel à la présidence de la République libanaise, obtenue au deuxième tour de scrutin par 57 voix et 5 bulletins blancs, après que le quorum parlementaire ait été atteint à l'arraché, marque un tournant dans le destin national du Liban plongé, depuis sept ans et demi dans les affres d'une guerre aux multiples phases et bellégerants. M. Gemayel a été directement engagé dans les plus importantes de ces épreuves.

Est-ce le début de la fin de la crise, ainsi que l'affirment ses partisans et que l'espèrent les Libanais de tous bords, fatigués de la guerre et qui n'aspirent qu'à la paix ? Ou

est-ce le signal de l'éclatement du Liban, comme le disent ses ennemis ? Que faut-il retenir : l'explosion de joie en secteur chrétien, qui a coïncidé à Beyrouth-Ouest, qui, de palestino-progressiste est en passe de redevenir « islamique » avec le départ des combattants palestiniens qui en ont fait son quartier général et se déroule sans accroc majeur ?

M. Gemayel, qui avait multiplié les appels à l'entente nationale avant son élection, les a renouvelés après avoir été élu, soulignant qu'il acceptait l'opposition, même si elle s'est exprimée sous forme d'un

boyottage de la séance de la Chambre.

Il a notamment déclaré : « Il est nécessaire de dégager un consensus qui résulterait de concertations nationales (...) Je propose qu'on trace une ligne entre le passé et l'avenir, que nous dépassions les querelles de troupes (...) Je tends la main à chaque Libanais sincère, à chaque Arabe sincère, à chaque homme d'État sincère, à chaque homme de bien, à chaque homme de cœur, à chaque homme de cœur qui se propose de servir le Liban, à chaque homme de cœur qui se propose de servir le Liban (...) Je tends la main à chaque Libanais sincère, à chaque Arabe sincère, à chaque homme d'État sincère, à chaque homme de bien, à chaque homme de cœur, à chaque homme de cœur qui se propose de servir le Liban, à chaque homme de cœur qui se propose de servir le Liban (...) »

Une opposition politique

La réaction immédiate du Front du refus au sein de l'islam libanais, essentiellement constitué de sunnites et de druzes, a été catégoriquement négative. Réunis à Beyrouth-Ouest, MM. Saeb Salam, Walid Joumblatt et nombre d'autres personnalités ont dénoncé « le refus aujourd'hui, le refus de l'avenir, le refus de tout l'islam (...) qui conduit à une crise de devenir (...) la affirmation qu'une force organisée provoque par la violence un

déséquilibre du pacte national (...) pour imposer au pays un régime dont les symboles évidents sont l'esprit partisan, la dictature et le terrorisme ».

MM. Salam, Joumblatt et leurs alliés pour virulents qu'ils soient, paraissent cependant vouloir demeurer dans les limites de l'opposition politique, au plus de l'obstruction parlementaire. D'autres vont plus loin : les maronites, milieux musulmans qui ont suppléent les leaders sunnites de Beyrouth-Ouest à la faveur de la guerre, qualifie M. Gemayel de « gouverneur militaire nommé par l'occupant israélien ». Les domiciles de cinq députés ayant participé à l'élection présidentielle (trois musulmans dont le président de la Chambre et deux chrétiens) ont été incendiés, ne seront pas, une banque appartenant à un ahléme député a été dynamitée.

Les proches collaborateurs du nouveau chef de l'Etat ne voient pas d'un mauvais œil ces « exodes ». Ils tablent sur l'impopularité du désordre, surtout à Beyrouth-Ouest qui a tant souffert, et se demandent si, dans un deuxième temps, les leaders musulmans, dont le chef de file est M. Salam, conscients des vœux de paix nationale, ne seront pas de la coalition gouvernementale et ne se rallieront pas pour ne pas se laisser débiter une deuxième fois

par les milices locales après qu'ils auront difficilement remonté le courant. Or nous que le chef du gouvernement, M. Wazzan, sunnite lui-même et qui a pris beaucoup de poids durant la présente crise bien qu'il ne soit pas député, s'est montré plus conciliant et a félicité M. Gemayel, lançant un appel à l'entente.

Pour être plus grave que l'hostilité de l'islam beyrouthin est celle du Liban-Nord, dont les deux leaders, M. Soleiman Frangie (maronite) et M. Rachid Karame (sunnite) sont d'accord dans un « non » absolu et définitif à M. Bachir Gemayel. Déjà, avant son élection, la route du nord avait été coupée. S'appuyant sur Damas, dans une région qui demeure sous contrôle militaire syrien, les deux hommes font-ils jusqu'à la sécession, en constituant une forme quelconque d'autorité locale ? Cela dépendra, en définitive, du maintien ou de l'effacement de la Syrie, du nord du Liban et de la Bekaa.

D'une Syrie, qui a publiquement dénoncé « le président imposé par les baïonnettes ennemies », mais sans pouvoir — ou vouloir — empêcher plusieurs députés dans sa mouvance de se présenter au Parlement.

Face à tous ces problèmes, M. Gemayel dispose de trois atouts majeurs : 1) L'aspiration profonde et générale des Libanais à la paix. Epulée,

déabusée, la population est bien moins disposée à prendre les armes qu'à donner son adhésion à ce qui prendrait qu'il y a sept ou huit ans ; 2) Une conjoncture favorable : l'élimination de la présence armée palestinienne du Liban, inconcevable naguère, aujourd'hui en voie de réalisation, ouvre des perspectives de normalisation interne ; 3) La possibilité de pouvoir, mieux qu'un autre, obtenir l'évacuation israélienne en échange de l'évacuation syrienne.

M. Gemayel aura une partie délicate et difficile à jouer au plan régional. Il en a défini les grandes lignes, incluant implicitement la paix avec Israël, il a, en effet, déclaré à ce propos : « Nous n'avons aucun problème de frontières et aucun problème géographique avec l'importation d'une forme quelconque d'autorité locale ? Cela dépendra, en définitive, du maintien ou de l'effacement de la Syrie, du nord du Liban et de la Bekaa. »

M. Bachir Gemayel dispose d'un mois — il entre en fonctions le 23 septembre — pour apaiser les inquiétudes qu'il suscite. Si la casura doit se prolonger et le Liban voler en éclats, ce sera à cette date plutôt qu'aujourd'hui. Ses adversaires, sauf ceux du Nord, étant moins déterminés que lui, le risque d'éclatement du pays n'aurait-il pas été finalement plus grand s'il avait été vaincu que vainqueur ?

L. G.

Un partisan de la manière forte

L'irrésistible ascension de M. Bachir Gemayel — stagiaire dans une étude d'avocat à vingt-sept ans, chef de la première milice chrétienne à vingt-neuf ans, puis des forces libanaises dans lesquelles il intègre progressivement, de gré ou de force, tous les combattants du camp chrétien dont il devient l'unique chef de file à trente-trois ans, président de la République à moins de trente-cinq ans — commence avec la guerre du Liban de 1975-1976. Mais elle prend vraiment corps après la période des grandes hostilités, durant ces années noires où l'histoire du Liban est jalonnée de crises dramatiques et sanglantes : 1978, 1981, 1982.

Quand Damas impose la paix syrienne au Liban, en novembre 1976, M. Bachir Gemayel est à peine plus important que les autres « seigneurs de la guerre », chrétiens ou musulmans. Il est loin d'avoir pris le pas sur la vieille garde politique à laquelle appartient son propre père. Mais il est le seul à comprendre qu'un pouvoir se construit avant de se prendre et que cela demande un travail continu, systématique, acharné. Face à de nonchalantes distantes, à d'impénitents effarités et à des théoriciens verbeux — ses partisans, aussi bien que ses ennemis, — il se dote des moyens de sa politique : les forces libanaises. Plutôt que de s'épuiser à prendre le pouvoir au sein de son parti, les Phalanges, il le contourne en laissant intact l'appareil qui continue de fonctionner sous la houlette de son père, M. Pierre Gemayel, et où il coexiste avec son frère aîné et rival, M. Amin Gemayel, s'employant à structurer et développer son propre instrument de travail.

Sous son impulsion, la milice d'hier devient une petite armée de six mille hommes et, pour l'étoffer, il inatue le service militaire obligatoire dans le territoire qu'il contrôle. Il ne s'en tient pas à l'aspect militaire et, au fil des ans, les forces libanaises deviennent un organisme polyvalent pourvu de services ou de groupes d'études dans tous les domaines importants de la vie nationale : des juristes, des économistes, des ingénieurs, des informaticiens, des éducateurs, des sociologues. Tous des jeunes de la même génération que leur chef. Un Etat dans l'Etat. Et c'est précisément ce qui est reproché à Bachir Gemayel.

En même temps qu'il est accusé par ses ennemis d'être un dictateur en herbe, de surcroît confessionnaliste, il n'est pas, pour mettre au pas les miliciens de son partenaire M. Chamoun, ordonné une sanglante répression le 7 juillet 1980 ? Et des hommes se révoltent et lui n'ont-ils pas perpétré un massacre à Ehdén le

15 juin 1978, dont ont été victimes, avec trente-deux autres personnes, le fils de l'ex-président Soleiman Frangie, sa bru et sa petite-fille ?

M. Bachir Gemayel devait lui-même payer un lourd tribut à la violence : sa fille, à l'époque unique, a été tuée en 1979 dans un attentat qui probablement le visait. Depuis lors, il a eu deux enfants : une fille en 1980 et un garçon en 1982.

M. Bachir Gemayel n'a pas uniquement mené des combats internes, il s'est surtout battu contre les Syriens. Très vite, alors que les troupes syriennes avaient investi le Liban en silence du camp chrétien, il s'est opposé à leur présence. Ce qui s'est traduit par de véritables guerres de juin à octobre 1976 et d'avril à juin 1981. Il ne pouvait être victorieux, mais il n'a pas été vaincu non plus et « son » territoire soit élargi par les Syriens.

Après avoir effarouché une partie des chrétiens, cette politique est adossée dans les 1 000 kilomètres carrés de la zone chrétienne, au nom de l'ordre et de la sécurité.

Deux rêves fous

Il y a quelques mois, cinq ou six, on s'est rendu compte que M. Bachir Gemayel pensait sérieusement devenir président de la République. Pure divagation, ont pensé les gens sages. Puis les événements se sont précipités : Israël, au lieu de se contenter d'envahir la Sud-Liban, a saisi Beyrouth, ses comportant en zone chrétienne de façon à lui laisser aucun doute « il y en avait — sur ses étroites relations avec le chef des forces libanaises. « Etroites peut-être, mais orageuses, disent ses proches collaborateurs, car Bachir est un nationaliste ombrageux. »

Brusquement M. Gemayel est apparu comme le seul interlocuteur au Liban du monde arabe et il a été convoqué à Tasi devant un aréopage de ministres, mais il ne pouvait leur apporter ce qu'ils souhaitaient : une issue honorable pour les fedayin traqués par l'armée israélienne. Bien qu'il ait alors été « l'investiture arabe », il se retrouve moins de deux mois plus tard président de la République. Au moment même où les combattants palestiniens embarquent, par bateau, au port de Beyrouth, contraints d'abandonner leur sanctuaire libanais.

Des deux rêves de M. Bachir Gemayel, qui se réalisent simultanément — dans l'ordre chronologique : débarrasser son pays de la présence militaire palestinienne et devenir chef de l'Etat. — Il est difficile de dire quel était, au départ, le plus fou.

LUCIEN GEORGE.

Satisfaction mêlée de doutes à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Remportant le silence officiel observé ces dernières semaines à Jérusalem pour ne pas gêner outre mesure la candidature d'un homme d'opinion aux yeux de ses adversaires pour être l'allié d'Israël, M. Begin a pu exprimer, lundi, la satisfaction de son gouvernement en adressant à M. Bachir Gemayel quelques heures après son élection, le message suivant : « Recevez mes vœux les plus chaleureux pour votre élection. Que Dieu vous permette, cher ami, d'accomplir votre mission historique pour la liberté et l'indépendance du Liban. » C'est signé : « Votre ami, Menahem Begin. »

Amplement, le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait adopté un ton plus réservé, se contentant de déclarer qu'« Israël souhaite, sinon exige, la conclusion d'un traité de paix avec le Liban, ce qui est l'un des buts déclarés de la guerre actuelle. De même que l'installation d'un gouvernement « fort et stable ». Les dirigeants israéliens sont aujourd'hui de moins en moins sûrs de pouvoir parvenir à ces fins. Depuis que M. Gemayel a fait acte de candidature, les dirigeants israéliens étaient devenus de plus en plus méfiants à l'égard de leur protégé.

Des divergences d'intérêts

Le malentendu ne date pas d'hier. Quand les israéliens ont commencé, dès 1976, à aider les milices chrétiennes, leurs feux virent plutôt à celles de M. Camille Chamoun. M. Gemayel ne l'a sans doute pas oublié. Mais depuis que ce dernier a réuni à son avantage les forces libanaises et a désarmé M. Chamoun, les israéliens ont accepté la situation ainsi créée et ont appuyé l'action du nouveau homme fort dans le camp chrétien, d'autant plus que celui-ci se n'est plus un secret que ce n'est pas ces dernières années et ces derniers mois d'inciter les dirigeants israéliens à se lancer dans une vaste opération de Liban.

Or voilà que, au moment où l'armée israélienne se décide enfin, en juin, à sauter le pas, M. Gemayel donne l'ordre à ses hommes de ne pas bouger, non seulement quand les soldats israéliens « nettoient » le Sud-Liban, mais encore quand ils s'installent à Beyrouth et font les quartiers tenus par l'O.L.P. Dans les deux cas, l'état-major et le ministre de la Défense, M. Ariel Sharon, ardent et ému, quelconque participation des forces libanaises, si minime soit-

elle. Dans l'entourage de M. Sharon, on laisse entendre que des assurances avaient été données avant l'opération « Paix pour la Galilée » et n'ont pas été respectées. Cette passivité a provoqué une profonde amertume en Israël, d'autant que, récemment, la population chrétienne de Beyrouth ne cessait d'inviter les soldats israéliens à « finir le travail » et à donner l'assaut aux rebelles de Beyrouth-Ouest.

Un choix difficile

Le dirigeant israélien constamment maintenant, un peu tard, qu'il y a des divergences d'intérêts quasiment insurmontables entre eux et M. Gemayel, quels que soient les liens qui ont été tissés jusqu'à présent, et qui, pour l'essentiel, demeurent. C'est vraisemblablement la déception causée par le refus des phalanges à se lancer dans la guerre — même quand les quartiers chrétiens de Beyrouth étaient bombardés — qui a amené M. Sharon à continuer de soutenir dans le Sud les milices du commandant Saad Haddad, qui entretiennent des relations conflictuelles avec les phalanges, comme encore l'ont prouvé, en juillet et en août, plusieurs incidents entre les militants des deux camps.

Partisan d'une rupture totale avec le monde arabe et d'une alliance très étroite avec Israël, le commandant Haddad était un homme de M. Chamoun et n'a toujours pas accepté la mise sur la touche de l'ancien président de la République par M. Bachir Gemayel. M. Sharon a même considérablement renforcé le soutien accordé au commandant Haddad depuis des années. Il a permis à ses troupes de prendre le contrôle de la majeure partie du Sud-Liban. Comme si cela ne suffisait pas, M. Sharon a, de surcroît, laissé le commandant Haddad annoncer qu'il envoyait une unité de ses milices à Beyrouth pour participer au siège au côté de l'armée israélienne. C'était une leçon évidente à l'intention de M. Gemayel, coupable de n'avoir pas assez collaboré.

Cela n'a pas, tant s'en faut, amélioré les relations entre le cabinet de M. Begin et le futur président, dont l'une des premières initiatives sera, on n'en doute pas à Jérusalem, de demander le rétablissement de l'autorité du gouvernement de Beyrouth sur le Sud-Liban.

Les Israéliens se trouveront

alors devant un choix difficile et devant leurs contradictions, car ils ne peuvent prétendre encourager l'instauration d'un pouvoir fort au Liban et persister à défendre le commandant Haddad, qui ne semble pas prêt à faire acte d'allégeance au nouveau président, puisqu'il a confié qu'il considérerait son élection comme « illégitime » dans les circonstances actuelles (Le Monde du 22 juillet).

Le voyage effectué début juillet par M. Gemayel en Arabie Saoudite pour y rencontrer des dirigeants saoudiens bien sûr, mais aussi des représentants de la Ligue arabe, a augmenté les soupçons israéliens. M. Gemayel a ainsi manifesté sa volonté de ne pas couper les ponts avec le monde arabe. Pas, ces dernières semaines, par l'intermédiaire d'une personnalité phalangiste, il a multiplié ses contacts avec le gouvernement de Damas. Il n'en fallait pas plus pour qu'à Jérusalem on le soupçonne de se livrer à de sombres tractations au détriment d'Israël. On a craint un moment qu'il ne prépare un marché selon lequel le gouvernement de Damas accepterait de ne pas gêner son élection, en échange de quoi M. Gemayel ne réclamerait pas, aussitôt élu, le départ de l'armée syrienne de la Bekaa et du nord du Liban, comme le souhaite très vivement le cabinet de M. Begin.

L'indépendance que manifeste de plus en plus M. Gemayel à l'égard d'Israël peut être une tactique habile destinée à tromper une partie de l'opinion libanaise et à apaiser l'hostilité du monde arabe. Il n'est pas impossible que certains dirigeants israéliens, tout en montrant leur mauvaise humeur, aient finalement accepté ce calcul et ne fassent que donner le change en ne laissant agir à sa manière pour ne pas hypothéquer ses chances, car il reste le meilleur espoir d'Israël dans le jeu difficile qui se joue maintenant. Mais si tel est le cas, comment expliquer que se répande la rumeur selon laquelle M. Chamoun, malgré son grand âge et son discrédit au sein de la communauté chrétienne libanaise, aurait été après tout pour Israël un meilleur candidat que M. Gemayel ? Les Israéliens n'ont-ils pas découvert, un peu tard, comme le fait remarquer M. Haim Herzog, un expert du parti travailliste, une politique étrangère, que M. Gemayel ne pouvait mener à la fois candidate à la présidence de la République libanaise et un partenaire indéfectible d'Israël ?

FRANCIS CORNU.

PROCHE-ORIENT

L'ÉLECTION DE M. GEMAYEL A LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE

Les maronites : de saint Maron à cheikh Béchir

« Plus tôt qu'un sentiment national libanais, il y a chez eux un maronisme », nous disait, en 1978, Kamal Joumblatt (le dirigeant musulman druze plus tard assassiné par les Syriens) en nous parlant de ses compatriotes maronites. Quelques semaines avant son accession à la magistrature suprême, M. Béchir Gemayel, cheikh Béchir, affirmait à la revue *Politique internationale* qu'en 1978 ses coreligionnaires, « attaqués en tant que chrétiens, étaient défendus en tant que Libanais ». Les *Petites Guerres*, film récent (le Monde du 23 mai) du réalisateur libanais Maroun Bagdadli, suggère l'idée d'une nostalgie du Mandat français sur leur pays, parmi les chrétiens du Liban. De savantes plumes soulignent régulièrement, au contraire, que l'État libanais a été créé par la France, selon les vœux du patriarche maronite. Il y a un illustre encore, la diplomatie américaine professait que les chrétiens du Liban étaient une « branche saine » qu'il convenait de couper de l'arbre proche-oriental. Déjà, en 1844, un agent de Louis-Philippe I^{er}, le comte Oulroy, avait imaginé de « déporter » les maronites en Algérie.

La dhimmitude

Comment s'y retrouver ? La chrétienté libanaise, et particulièrement la plus nombreuse de ses communautés, les maronites (1), est-elle composée finalement de trouble-fête et de passés impitoyables, ou forme-t-elle le noyau national du Liban ? Comme toujours en Orient arabe, il faut chercher la réponse dans un humus historique particulièrement épais.

La geste maronite commence au quatrième siècle, près d'Antioche (aujourd'hui en Turquie),

autour d'un ermite chrétien, saint Maron, dont les préceptes furent adoptés par une tribu araméenne des actuels confins syro-turcs. Le chef de l'Église maronite porte encore de nos jours le titre de « patriarche d'Antioche et de tout l'Orient » ; toutefois, il reconnaît pleinement l'autorité du Vatican.

Les maronites, qui parlaient alors l'araméen, ou syriaque, la langue du Christ, s'installèrent bientôt au sud d'Antioche, entre Homs et Hama, pour échapper aux tracasseries de l'administration byzantine. Les invasions islamiques les forcèrent à se déplacer vers les montagnes et le littoral de l'ouest — le futur Liban, où on les trouve au huitième siècle, se mêlant avec des populations locales claires, grecs-pheniciens ou maronites (peut-être originaires de Fesse), déjà christianisées. Le relief montagneux alla achever de tremper le goût prononcé des fidèles de saint Maron pour l'indépendance.

Depuis la fin du premier millénaire de notre ère et jusqu'à nos jours, l'histoire des maronites, retranchés dans leurs imprenables hauteurs où poussaient les cèdres, n'a été qu'un long combat pour échapper à la dhimmitude : le statut de citoyen mineur, prévu par la loi coranique et que les juifs et les chrétiens orientaux duirent, *notens volens*, accepter. Les deux siècles de croisades n'ont pas non plus permis le particularisme maronite, en dépit de la fraternité d'armes entre chrétiens d'Occident et d'Orient face aux musulmans. Après le départ des Français, la soif d'indépendance des musulmans druzes — nouveaux venus d'origine kurde ayant introduit au Chouf, dans la montagne libanaise, une hérésie islamique fondée sur la déification du calife

chite Hakem, qui régna au Caire en l'an mil — rencontre celle des maronites, et le premier État libanais organisé se constitua progressivement sur des bases druso-maronites. Il fallut toutefois attendre Béchir II Chehab au début du dix-neuvième siècle pour voir un émir du Liban en sa qualité de musulman.

Une révolution sociale et agraire

Ce succès fut chèrement payé par les maronites. En 1861 puis en 1860, les druzes soutenus par les Ottomans, tentèrent de régler la « question maronite » par le sabre. Les interventions de l'émir Abdelkader d'Algérie, exilé à Damas, et des soldats envoyés par Napoléon III sauvèrent sans doute les chrétiens du Levant du génocide. Karl Marx avait analysé en 1859 la révolte maronite face aux excès druzes comme une « révolution sociale et agraire ».

Les chrétiens du Liban (et de Syrie) jouèrent également un rôle-pivot dans la renaissance culturelle arabe au dix-neuvième siècle. La Nabata, ils créèrent la presse égyptienne. Ils furent parmi les premiers à défendre le concept d'arabisme, et ils avaient obstinément refusé d'embrasser l'islam. Ils avaient en revanche adopté peu à peu la langue et les mœurs arabes. L'action des maronites fut décisive, et leur parti des katabeh fut fondé en 1936 et dissous à deux reprises par les autorités du Mandat français, dans la marche vers la république libanaise. Le slogan des katabeh : « Liban avant tout ! » ne recouvrit, en matière interne, qu'un vague libéralisme jusqu'en 1951 — date à laquelle l'avocat et économiste Maurice Gemayel (son parent du nouveau président libanais) et le journaliste Edouard Saab (2), un maronite né en Syrie, créèrent leur parti, une doctrine inspirée par le personnalisme social du philosophe Emmanuel Mounier (1904-1950). Celle-ci évoluait surtout depuis le début des hostilités en 1975, vers une sorte de populisme musulman, moderniste et pro-occidental. Mais l'accusation de fascisme (facile en traduction) ne fut jamais parvenue à l'usage des katabeh, grand parti chrétien et social. Si l'on s'en tient aux pratiques violentes utilisées au Liban depuis 1975, qu'on ne s'égare pas à les comparer à celles des katabeh, qui n'ont jamais eu l'audace de taxer de fascisme.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les chrétiens ont la tâche ardue de réconcilier le Liban, « des katabeh », avec l'islamisme, ainsi que l'écrit, sur un ton admiratif, dans le dixième siècle, le grand historien musulman Ibn Khaldoun.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) On trouve également au Liban des grecs orthodoxes et des melchites (ou grecs-catholiques) qui sont des Arabes de rite byzantin, des Latins répudiés des croisés, des syriaques, des arméniens d'origine, des assyriens d'origine turque et même quelques protestants anglicans.

(2) Rédacteur de l'*Orient-Jour* et correspondant du *Monde* au Liban. Il fut tué par un franc-tireur en 1975 à Beyrouth.

L'ÉVACUATION DES PALESTINIENS

« Le siège de Beyrouth a été une honte pour toute la communauté internationale » déclare le chef de l'O.L.P.

Les opérations d'évacuation des combattants palestiniens se poursuivent, ce mardi 24 août, avec le départ d'un second contingent de cinq cents hommes pour le Sud-Yémen, et l'embarquement d'un millier de fedayin se rendant au Nord-Yémen. Lundi, un porte-parole militaire israélien a confirmé que l'évacuation par terre vers la Syrie, où doit se rendre le gros des combattants palestiniens, commencerait mercredi 25 août. Cent vingt blessés sont attendus, vendredi prochain, à Athènes. Les autorités israéliennes ont exprimé, lundi, leur mécontentement devant les ententes conclues, selon elles, à l'accord. Elles ont ainsi contesté le nombre de fedayin évacués lundi. Selon certaines informations dans ce contingent, figureraient cent volontaires du Pakistan et du Bangladesh qui luttaient dans les rangs du Fatah.

Lundi, M. Arafat a jugé que le siège de Beyrouth avait été « une honte pour toute la communauté internationale ». « Durant soixante-dix-neuf jours, cela a été l'enfer, et compris pour les femmes et les enfants, et aussi pour les vieillards », a-t-il déclaré. Le chef de l'O.L.P. a la télévision israélienne. « Il n'y a pas eu de protestation, même à Jérusalem », a-t-il déclaré. « Les yeux des gens se sont fermés devant les faits », a-t-il déclaré. M. Arafat, qui a averti : « Nous ne serons pas le seul peuple à payer la facture », a déclaré que les pays arabes ont fait à Beyrouth, « l'effort d'un peuple pour une cause juste ». C'est cela le phénomène palestinien que l'ordinateur américain ne peut comprendre.

Un autre responsable palestinien, M. Abou Iyad, numéro deux du Fatah, a de son côté affirmé : « Nous ne reconnaitrons pas Israël, nous croyons toujours que nous n'avons pas d'autre voie que la lutte armée ».

Sur le plan diplomatique, le roi Hassan II a informé, lundi 23 août, dans la soirée, M. Arafat que le sommet arabe se tiendra effectivement le 6 septembre à Fès, à l'appel de l'agence palestinienne de presse Wafa. L'ordre du jour de la réunion, qui sera présidée par le roi, sera la réclamation de la Tunisie, une nouvelle étude du plan de partage de la Palestine tel qu'il avait été établi par les Nations unies dans la résolution 181 du 29 novembre 1947. Cette requête, que le président Bourguiba avait déjà émise sans succès en 1965, lors d'une tournée de plusieurs semaines au Proche-Orient, se situe nettement en retrait du plan de paix soudien présenté l'an dernier à Fès, ainsi que nous le signalons notre correspondant à Tunis, Michel Bourd. Mais, ajoute-t-il, les Tunisiens n'en estiment pas moins aujourd'hui qu'il est préférable que toute négociation du problème palestinien s'engage sur la base territoriale légale de 1947 plutôt que sur celle existant en 1967, après l'occupation par la force de nouveaux territoires arabes, ainsi que le préconisent les Saoudiens.

A Wassy, les ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (O.C.I.) étudient, ce mardi, un projet de résolution dressé la veille par le comité politique de

l'Organisation, qui condamne sans équivoque l'invasion du Liban par Israël ainsi que l'attaque préméditée à perpétuer en juin 1981 par l'aviation israélienne contre les installations nucléaires irakiennes.

A Paris, à l'issue de son entretien avec M. Chéysson, ministre des relations extérieures, M. Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien chargé des affaires étrangères, a réaffirmé lundi la « parfaite concordance des vues entre la France et l'Égypte » dans la recherche d'une solution globale au problème palestinien. Tout en faisant preuve de « flexibilité », notamment face aux objections israéliennes, Paris et Le Caire s'efforcent à réconcilier le projet de résolution conjoint déposé le 20 juillet devant le Conseil de sécurité des Nations unies, a précisé le ministre égyptien.

Les milieux officiels israéliens ont réagi avec prudence aux déclarations, dimanche, de M. Shultz, secrétaire d'État américain, selon lesquelles Israël devrait se retirer d'une partie de la rive occidentale du Jourdain et de Gaza. A ce sujet, un porte-parole de la Maison Blanche a précisé lundi que ce retrait pourrait être réclamé à Israël, de façon à être interprété « dans le contexte immédiat » des négociations au Proche-Orient et que Washington n'avait pas modifié ses trois objectifs actuels (traité de paix, d'un gouvernement libanais fort, garantie de sécurité pour Israël sur sa frontière septentrionale et relance du processus de Camp David).

ABANDONNÉ DE TOUS DANS LA GUERRE

M. Arafat est désormais plus fort pour se soustraire aux exigences des pays arabes

De notre correspondant

Beyrouth. — L'opération Beyrouth, déclenchée par Israël le 23 août, a été une honte pour tous les pays arabes, et son terme, c'est un compte à rebours, en principe inexorable, qui a été lancé. Les pays arabes ont fait à Beyrouth, « l'effort d'un peuple pour une cause juste », a-t-il déclaré. M. Arafat, qui a averti : « Nous ne serons pas le seul peuple à payer la facture », a déclaré que les pays arabes ont fait à Beyrouth, « l'effort d'un peuple pour une cause juste ». C'est cela le phénomène palestinien que l'ordinateur américain ne peut comprendre.

Et pour commencer, les huit mille combattants évacués de Beyrouth, dont les fedayin et les katabeh, ont été envoyés au Sud, touchés à son terme. C'est un compte à rebours, en principe inexorable, qui a été lancé. Les pays arabes ont fait à Beyrouth, « l'effort d'un peuple pour une cause juste », a-t-il déclaré. M. Arafat, qui a averti : « Nous ne serons pas le seul peuple à payer la facture », a déclaré que les pays arabes ont fait à Beyrouth, « l'effort d'un peuple pour une cause juste ». C'est cela le phénomène palestinien que l'ordinateur américain ne peut comprendre.

Autre acquis dont l'O.L.P. est si fier, c'est la reconnaissance d'un régime d'action à l'égard des régimes arabes dont elle n'avait jamais bénéficié. Assiégé, bloqué à Beyrouth-Ouest, M. Arafat y était plus libre que jamais de sa politique. Il a pu négocier et manœuvrer à l'abri des pressions arabes, notamment syriennes. Abandonné de tous, aux jours critiques, il est désormais plus fort pour se soustraire aux exigences voire au dilatoire des uns et des autres, à l'avenir. Le choix de Tunis comme siège de facto de l'O.L.P. politique — même si Damas doit en être le siège officiel — est significatif. Mais pour que cela soit vraiment utile, encore faudrait-il qu'Israël en définitive, et les États-Unis dans un premier temps, aient quelque chose à proposer aux Palestiniens. Sinon, à quel cela servirait-il que M. Arafat puisse mener sa politique à sa guise et éventuellement négocier avec Israël ?

Enfin, l'O.L.P. est aujourd'hui plus une force que jamais derrière son chef. Sans préjuger des éventuels conflits futurs, force est de constater que toutes les organisations — y compris le Front populaire de libération de la

Palestine (F.P.P.) de M. Habbache dont on aurait pu craindre jusqu'à-boutisme dans son attitude, sans encombre à l'ordre d'évacuation lorsqu'il a été donné par M. Arafat et dans les termes négociés et conclus par lui. Cette preuve d'autorité est également capitale pour une éventuelle négociation sur le fond. Dans le reste du monde arabe, tous les régimes se trouvent affaiblis par leur passivité à l'égard d'Israël durant sa campagne du Liban. Pour ceux qui vont recevoir les fedayin, le cadeau est d'autant plus impopulaire que M. Begin a fait la geste d'accepter que les derniers se retirent vers leurs armes légères. Ce qui laisse aux pays arabes d'accroître la tâche ingrate pour ne pas dire la sale besogne du désarmement individuel des fedayin. Désarmement symbolique, certes, puisque l'essentiel des armes palestiniennes sera resté au Liban, mais les symboles comptent en Orient.

La Syrie, autre partie directement concernée, a perdu la moitié du Liban, en attendant d'en perdre l'autre moitié. Elle a perdu aussi beaucoup de son influence sur les Libanais et sur la résistance palestinienne. Elle a subi de durs revers militaires, sans que sa politique, il a pu négocier et manœuvrer à l'abri des pressions arabes, notamment syriennes. Abandonné de tous, aux jours critiques, il est désormais plus fort pour se soustraire aux exigences voire au dilatoire des uns et des autres, à l'avenir. Le choix de Tunis comme siège de facto de l'O.L.P. politique — même si Damas doit en être le siège officiel — est significatif. Mais pour que cela soit vraiment utile, encore faudrait-il qu'Israël en définitive, et les États-Unis dans un premier temps, aient quelque chose à proposer aux Palestiniens. Sinon, à quel cela servirait-il que M. Arafat puisse mener sa politique à sa guise et éventuellement négocier avec Israël ?

Syrie

● DÉLEGATION SOVIÉTIQUE ET LIBYENNE. — M. Ivan Kaline, vice-président du Soviet suprême, est arrivé, lundi 23 août, à Damas, à la tête d'une délégation parlementaire pour une visite officielle de cinq jours. À son arrivée, M. Kaline, qui a été accueilli par le président du Parlement syrien, M. Al Zohbi, a indiqué que ses discussions en Syrie porteront sur la situation au Liban et au Proche-Orient en général. Lundi, le président syrien Hafez Al Assad a reçu le numéro deux libyen, le commandant Jalloud, qui avait déjà rencontré à plusieurs reprises depuis le début de l'invasion israélienne au Liban. — (A.F.P.)

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'élection légale d'un chef de guerre

L'élection de M. Béchir Gemayel à la présidence de la République libanaise est annoncée en première page, mardi 24 août, par les quotidiens parisiens. « Gemayel triomphe », affirme, en titre, « la Figure », tandis que « l'Humanité » annonce : le candidat de Bégin président — et que « le Matin de Paris » indique : « Liban : un chef de guerre pour président ».

Christine Deval estime, dans *LE FIGARO*, que « la légalité du vote ne pourra pas être mise en doute ». « Outre le fait, écrit-elle, que des observateurs étrangers (français et britanniques) assistaient au scrutin, rappelés que l'armée israélienne avait évacué le quartier », elle souligne, d'autre part, que l'élection de M. Elias Sarkis, en 1976, n'avait pratiquement pas été contestée, « alors même que l'armée syrienne avait envahi la quasi-totalité du territoire libanais ». Observant que M. Gemayel a bénéficié de l'appui de la majorité des députés musulmans, elle conclut : « Il faut qu'il obtienne sans tar-

der le retrait de toutes les troupes étrangères du pays, tant syriennes qu'israéliennes ».

Yves Moreau, dans *L'HUMANITÉ*, juge, au contraire, « tragiquement dérisoire » la « prétendue élection présidentielle » organisée « non point au Parlement, mais dans la caserne d'une école militaire », alors que, « à quelques dizaines de mètres, les tanks de l'occupant étaient prêts à tirer sur le passé et les projets de M. Gemayel, il écrit : « L'accession d'un tel personnage à la tête de l'État libanais donne à craindre pour ce malheureux pays des déchirements. Elle compromet gravement le rétablissement de l'unité nationale, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban ».

« La légalité de l'élection ne peut pas être mise en question », écrit dans *LE MATIN DE PARIS*, Marc Kravetz, qui rappelle, lui aussi, le précédent de l'élection de M. Sarkis. Il souligne, cependant, que, à la différence de ce dernier, M. Gemayel ne peut prétendre et ne prétend pas être un président de conciliation. Après avoir évoqué les épisodes sanglants auxquels l'État libanais a été mêlé, il affirme : « Allé privilégié d'Israël, ennemi de l'Occident, sa force présente, on imagine d'autant plus mal le nouveau président amorcer une réconciliation libano-libanaise, alors même que la totalité des dirigeants musulmans et nombre de leaders chrétiens non maronites les résistent ».

Pour Jean-Marc Kalifeche, dans *LE QUOTIDIEN DE PARIS*, « ce qui vient de se passer au Liban dépasse les frontières du Liban ». Estimant que « ce n'est pas une supériorité que de préférer, mais un président à part entière », il écrit : « On est peut-être en train de trouver le premier fil d'Ariane d'une réconciliation du Proche-Orient. Ce sera long, dur, peut-être même impossible. Mais, après tout, comme le disait récemment le président Elias Sarkis, « les Libanais sont quasi intérieurement divisés » ».

« Après le président chrétien pro-syrien, le président chrétien pro-israélien », observe, dans *LIBÉRATION*, Serge Joly, qui voit en M. Gemayel le Machbeth d'un pays « profondément shakespearien, à la fois féodal et capitaliste, pratiquant, avec une quasi-impunité, la vendetta politique et, avec tout autant de brio, les raffinements de l'activité bancaire et financière internationale ». Estimant que ce centurion cache derrière sa furieuse ambition, une âme capable d'unir tout le Liban contre ses occupants, qu'ils soient israéliens ou syriens », il affirme : « Voilà donc un pays qui sort de trois mois de guerre pour entrer dans ce qui sera de toute manière une guerre civile larvée et peut-être une guerre tout court entre Syriens et Libanais ».

M. Gemayel n'a-t-il pas pour premier devoir, en prenant sa place, de rétablir un vide constitutionnel dans l'attente d'un règlement du conflit libanais.

LA GUERRE DU GOLFE

Menaces sur les exportations iraniennes de pétrole

Les menaces irakiennes contre le terminal pétrolier iranien de Téhéran, au nord du golfe Persique, ont déclenché, pour la sécurité des navires, pour la sécurité des exportations pétrolières de Téhéran.

Le ping-pong des armements semble, en effet, avoir repris à envoyer leurs bâtiments à Kharg, depuis la confirmation du raid aérien irakien contre l'île, la semaine dernière. Lundi 23 août, on apprendait à la Bourse de l'approvisionnement maritime de Londres que les bombardements avaient mis hors d'usage les installations d'approvisionnement pour les pétroliers de faible et moyen tonnage. Selon l'un des principaux courtiers maritimes londoniens, il est devenu pratiquement impossible de trouver de très gros porteurs de brut (V.L.G.C.) prêts à se rendre à ce terminal, malgré les offres très intéressantes faites aux armateurs.

L'avertissement lancé samedi 21 août par Téhéran, sur les risques d'un élargissement du conflit au passage maritime du Golfe, n'est pas fait pour calmer les appréhensions. Le journal du Lloyd's se faisait ainsi, lundi, l'écho de rumeurs selon lesquelles l'Irak aurait déjà déployé sa marine de guerre dans le détroit d'Ormuz. Sur le marché libre de Rotterdam, l'événement ont provoqué une certaine nervosité, plusieurs qualités de brut gagnant un dollar par baril. On estime toutefois dans les milieux pétroliers internationaux que, devant la faiblesse actuelle de la demande, les ventes des deux belligérants pour-

raient être interrompues sans menace particulière pour l'approvisionnement mondial en pétrole. Les pétroliers, à la mi-août, l'Irak et l'Irak exportaient un peu moins de 3 millions de barils par jour (soit environ 50 millions de tonnes par an).

● À Téhéran, le tribunal militaire qui juge l'ancien ministre iranien des affaires étrangères, M. Gholamshah, a décidé d'ajourner son verdict. D'autre part, le régime islamique a confirmé l'abrogation de « toutes les lois du passé qui sont contraires à l'Islam ». Le Cour suprême iranien de justice indique que les juges « doivent pour prononcer leur verdict se référer aux textes religieux ou à des sermons authentiques » — (A.F.P., Reuters).

● Deux *mondjeheddin khaly* ont été tués dans différents accrochages à Téhéran au cours des dernières quarante-huit heures, annonce le mardi 24 août le quotidien *Republique islamique*. Ils ont été tués soit au cours de combats, soit dans des tentatives ou encore lors de la prise de « caches », précise le quotidien. Lundi, le président de la prise lundi de l'une de ces « caches », un gardien de la révolution a été tué et deux autres blessés, selon *Republique islamique*. Une douzaine de membres de ce mouvement interdits ont également été arrêtés, ajoute le journal. — (A.F.P.)

Les deux hypothèses sont plausibles. Il faudra qu'après l'opération Beyrouth s'achève l'opération Liban pour le déterminer.

LG.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

André Laurens

Habert-Sauvage (1944-1968)

Jacques Favre (1969-1982)

Imprimerie

de la « Monde »

5, rue de la République

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ASIE

DONÉSIE : pas de changement politique avant l'an 2000

I. — La démocratie en liberté surveillée

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

« Des élections... » Les autorités... »

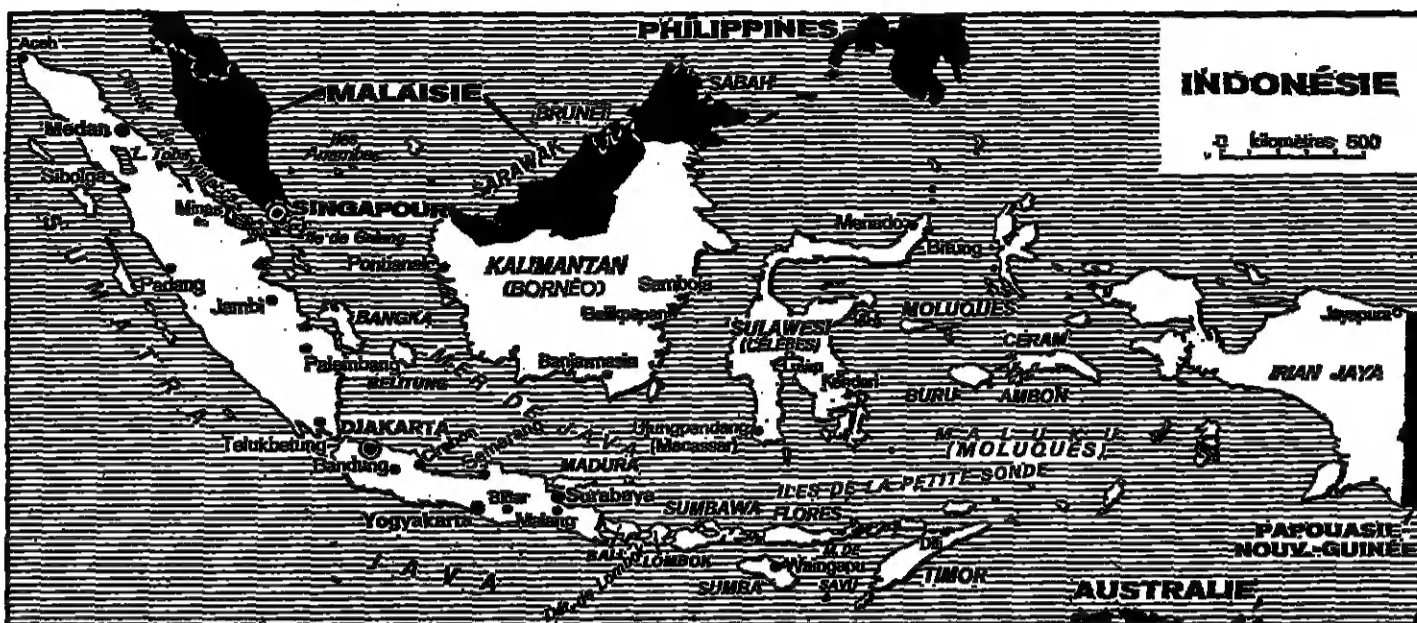
strictes limites de l'épuration... »

les lois sur le vote... »

maieurs dans notre système... »

pour consolider son propre... »

celui dont on se plaît à souligner... »



Prochain article :

NE PAS PROVOQUER L'ARMÉE

M. CHIRAC
ÉDITEUR
ÉCONOMIQUE
AGAN

membre du... »

Nouvel... »

du consensus

Il fallait la bâtir... »

roulait en réalité... »

us profond de... »

fonction

ux formations... »

Pour autant, ce n'est pas une... »

Comment qualifier autrement... »

Plus j'avais que militaire... »

(1) Le sultan Hamengkou Buwono IX... »



Quand César vint au monde... »

César pleure d'envie... »

Jeune homme de santé médiocre... »

« Vous savez... »

En Espagne, nous relate Suetone... »

Enfin la fortune frappe à la porte... »

Cette Gaule "héroïque et rebelle"... »

En huit ans, César soumet 300... »

Avec une précision remarquable... »

Le Sénat de ces mouvements et de... »

historiens s'efforcent d'écrire... »

En deux volumes d'art Jean de Bonnot publie la "Guerre des Gaules" de Jules César

C'est le premier livre de l'histoire de notre Patrie.



César s'était juré en regardant combattre ces légionnaires : "Je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau".

Seul Sylla, le tyran, ne s'y trompe pas... »

Avec Napoléon l'Histoire a aimé se répéter... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César... »

siècles impériaux, le prisonnier de Sainte-Hélène dicta son fidèle Marchand ses "Réflexions sur la Guerre des Gaules de César". Parues en 1836, introuvables aujourd'hui, nous publions, réunies dans leur intégralité, les écrits de ces deux hommes si semblables dans leur destin de conquérants et de fondateurs d'empires.

Description de l'ouvrage
2 volumes en octavo (14x21 cm), 956 pages au total, 87 illustrations, 10 cartes géographiques. Deux autres documents y sont reproduits : la vie de César par Plutarque et un remarquable ouvrage d'identification des noms des villes et des sites gaulois.

Papier chiffon filigrané aux canons. Reliures plein cuir vert antique coupées d'une seule pièce. Motifs à froid et à l'or sur le dos et les plats. Tranches supérieures dorées aussi à l'or fin tiré 22 carats. Nos décors sont gravés à la main, 78 cm² de feuille d'or pur ont été utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie
Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir ambellissent avec le temps. C'est pourquoi j'en engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de la "Guerre des Gaules" de Jules César, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 156 F (+ 12,10 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez la deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom Prénoms

Ad : se complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

Les Merveilles des Mers
128 bis, Bd de Clichy 15°
922.47.06 - 922.20.14
Tous les jours
jusqu'à 7 h du matin

RTURE

maître
le cadras
scomus
m deux
signa
mes
en plein
souvenir
Les plans
notifs de
ad ou à
able être
périème
"or véni
s vergé
s armes
position
des fidé
frictions
x4, mors
signet
cahiers
que je
s clients
salle de
de non-

le livres,
30L. Les
nt être
donnent
satisfo
a public
ité, sois
s détails
chaque
le cuir
tine du
a m'en
rages au
me pré
sent.

Je renver
si le se
est envoi
sur bos
21 cm
œuvre
de per
satisfac
tion.

P. 3

volume
réduite

mi plus
s de voir,
traz.

151,50 F
livraison

1

conforme.

Les n

« Plus tôt »
naï Hônoni
1976, Kam
geant mus
assassiné
nous par
marocites
avant son
travertir
Genayel
affirmait
international
lignés
que chrétie
en tant que
Guerra, si
du 22 mai)
Maron Et
d'une note
cals sur
chrétiens
plumes sou
au contrai
à été cré
les vœux d
Il y a un
matie amé
les chrétie
une « bran
venant de
che-orienta
agent de
comité Ont
à déporter
Algérie.

La
Comment
chrétiens
librement
ses comm
tes (1), est
ment de t
sistes imp
elle le boy
Comme tou
il faut que
un humus
remont épa
La geste
au quatri
tiocle (au)

DAN

L'éle

L'élect
Genayel
la Répu
annoncé
mardi 2
tidiens 2
triomphé
le Fi
l'Hin
candidat
dent «
Paris - i
chef de
dent.

Christine
LE FIGAR
de vote ne
en doute
elle, que d
gers (fron
assistait
que l'armé
cité le qu
d'autre pa
M. Elias
pratique
« alors m
avait enve
territoire
que M. G
l'appel de
des musul
« Il faut

Le 7e
depuis

M. Dec
septième
blique in
mation «
22 novem
Le Liba
président
période «
1919 à 1
danse, les
accédé, p
charges
Chet
1943-1952
après un
sonks qui
contre la
M. C
1958. Son
au mot
américain
à mettre
guerre civ
— Le s
1959-1964
en chef
l'artisan
vice publi
de dévot
— M. C
Ancien an
son m a
l'ascend
1959) l'ég
tatre pale
— M. S
1976. Les
de son m
par le s
M. S
Il a eu
d'écarter
dans l'att
confit if

ASIE

Chine

L'Assemblée nationale populaire se réunira en novembre

De notre correspondant

Pékin. — La cinquième session de l'Assemblée nationale populaire sera convoquée au mois de novembre prochain, deux mois après le congrès du parti annoncé pour septembre. La décision a été prise par le comité permanent de l'Assemblée, réuni à Pékin du 19 au 23 août. Le principal point à l'ordre du jour de cette session sera l'examen du projet de révision de la Constitution rendu public en mai dernier après son adoption par le comité permanent. L'Assemblée entendra en outre un rapport sur le travail du gouvernement présenté par le premier ministre, M. Zhao Ziyang. Au cours de sa réunion, le comité permanent a approuvé diverses nominations et un nouvel allègement des structures gouvernementales qui complète la réorganisation entreprise depuis le début de cette année. La mutation la plus importante, du point de vue des personnes, paraît être celle de M. Zeng Tao, qui abandonne la direction de l'agence Chine nouvelle, dont il devient un conseiller. Ancien ambassadeur en France, M. Zeng Tao, qui est âgé de soixante-huit ans, conserve ses fonctions de secrétaire général adjoint de l'Assemblée. Il est annoncé en même temps que l'agence devient une institution du Conseil des affaires d'Etat, c'est-à-dire du gouvernement, ce qui la place à un rang équivalent à celui d'un ministère. Elle se voit d'autre part qualifier d'organe chargé de la « diffusion centralisée des nouvelles importantes ». Le nouveau directeur général est M. Mu Qing, soixante et un ans, ancien adjoint de M. Zeng Tao.

Les autres nominations concernent la direction de l'Académie des sciences et de l'Académie des sciences sociales, cette dernière passant sous la présidence d'un économiste, M. Ma Hong, que l'on dit proche de M. Zhao Ziyang et qui remplace à ce poste M. Hu Qisong.

Enfin, le comité permanent a entériné la fusion de trois organismes qui se consacraient à assurer la liaison entre la recherche scientifique et l'industrie d'armement, mais dont l'un dépendait du gouvernement, le second de l'armée et le troisième de la commission militaire du parti. Le nouvel organe mis sur pied prend le nom de « Commission chargée de la science, de la technologie et de l'industrie de la défense nationale » et il aura à sa tête un ministre, M. Chen Bin, spécialiste de ce secteur et qui, dans le passé, un des responsables de la commission du plan. — M. L.

Japon

MALGRÉ L'OPPOSITION DE PARTIS MINORITAIRES Les sénateurs seront désormais élus à la proportionnelle

De notre correspondant

Tokyo. — Les cent membres de la Chambre des conseillers du Japon (sénateurs) seront désormais élus selon le système de la représentation proportionnelle, accordant aux diverses formations politiques un nombre de sièges en fonction des suffrages obtenus par leurs listes de candidats. Le vote de la Chambre des députés, modifiant pour la première fois le scrutin individuel en vigueur depuis 1947, a été acquis le 18 août au terme d'une longue controverse et malgré l'opposition déterminée de deux partis minoritaires : le Komeito (bouddhiste) et le parti communiste.

Ces deux formations, qui n'ont par ailleurs aucune affinité politique, estiment en effet que la nouvelle loi réduit considérablement les chances des petits partis et celles des candidats indépendants. Ils avaient présenté conjointement une motion de censure. Le parti socialiste, la plus importante formation d'opposition, est, comme le Parti libéral-démocrate (P.L.D.), au pouvoir, favorable à la réforme. Il n'a voté ni la nouvelle loi ni la motion de censure.

M. Suzuki, premier ministre, s'était engagé en 1980 à modifier la loi électorale pour la Chambre haute. Le P.L.D. et également le P.S., estiment que le coût financier des campagnes individuelles est devenu exorbitant. Il est, en effet, de rigueur ici, surtout pour les candidats du parti conservateur libéral, de stimuler l'électorat dont ils sollicitent les votes par des largesses financières et des promesses de favoritisme. Ces procédures, plus ou moins licites, sont devenues ruineuses pour les finances des candidats, pour les caisses des partis et pour les milieux d'affaires qui les alimentent. Elles pervertissent aussi le jeu démocratique et perpétuent le clientélisme. D'autre part, le système de candidatures individuelles avait favorisé les candidats à la Chambre des députés, mais d'un nombre de plus en plus élevé de comédiens, acteurs, vedettes de la télévision et autres personnalités du monde du spectacle et des sports, élus sur leur bonne mine plutôt qu'en vertu d'un programme.

Le nouveau système supprimera-t-il ces excès ? On peut en douter. Les personnalités continueront toujours, car les électeurs ne manquent pas de les rechercher sur les listes proposées par les partis et ceux-ci en rechercheront pour les embêter. (...) D'autre part, les partis dépenseront sans doute autant de temps et d'argent pour leurs campagnes et pour rebattre les cartes de leurs listes. Il paraît difficile d'échapper à la psychologie populaire en l'absence du vote individuel.

R.-P. PARINGAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Finlande

● COMPROMIS AU SEIN DU P.C. FINLANDAIS. Depuis plusieurs années, une fraction modérée et nationaliste majoritaire affronte une fraction pro-soviétique. En mai dernier, celle-ci avait quitté les organes dirigeants après l'élection, lors du congrès de son leader, M. Sinisalo de la vice-présidence du parti, alors que la présidence était dévolue à un modéré, M. Jouko Karijau, en remplacement de M. Saarinen, démissionnaire. Une trêve a été décidée dimanche 22 août. Le comité central, à majorité modérée, a désigné un pro-soviétique, M. Veikko Aho, la vice-présidence du parti, et confié à M. Sinisalo la direction de la commission internationale du P.O. — (A.F.P.)

Koweït

● TENTATIVE D'ASSASSINAT DU CHARGE D'AFFAIRES DES ÉMIRATS. Le chargé d'affaires des Émirats arabes unis au Koweït, M. Ibrahim Al Juwayad, a été légèrement blessé dans un attentat lundi 23 août à Koweït. L'attentat a ouvert le feu sur lui dans son bureau et a été arrêté. Selon le ministère de l'Intérieur, il s'agissait d'un Palestinien, qui serait arrivé au Koweït trois jours auparavant, venant de Bulgarie. — (A.F.P.)

R.F.A.

● QUARANTE-NEUF PERSONNES DÉTENUÉS POUR DES RAISONNEMENTS. En République démocratique d'Allemagne ont été « rattachées », le jeudi 19 août, par la République fédérale d'Allemagne, cette nouvelle transaction porte à huit cent soixante le nombre de « rattachés » depuis le début de l'année et à huit mille trois cent cinquante depuis 1973. Selon l'usage, les autorités ouest-allemandes n'ont fait aucun commentaire sur cette opération, un fait cependant que le prix d'un détenu en R.F.A. se situe entre 30 000 (marques) pour un ouvrier et 150 000 (marques) pour un médecin. — (U.P.I.)

Swaziland

● LA SUCCESSION DE SOBUZA II. — Les obsèques de Sobhuza II, décédé samedi 21 août (le Monde du 24 août), se sont déroulées le lundi 23 août dans l'intimité. Tandis que la reine mère assure la régence, conformément à la Constitution, sa succession pourrait faire l'objet de longues tractations, les princes prétendants étant près de deux cents. Lundi matin, le prince Makhandla Dlamini, premier ministre swazi, a réuni les principaux chefs traditionnels, tandis que le Parlement était convoqué en session extraordinaire. — (A.F.P., Reuters.)

AFRIQUE

Zimbabwe

Le regain de tension avec Pretoria intervient au moment où M. Mugabe connaît de sérieuses difficultés internes

La mort de trois soldats blancs, présentés par le gouvernement de Harare comme des agents sud-africains (« le Monde » du 24 août), semble d'autant plus renforcer les accusations de M. Mugabe, selon lesquelles l'Afrique du Sud tente de « déstabiliser » son régime, que Pretoria a ordonné une enquête sur cette

affaire. D'autre part, la mort de quatre civils, tués le week-end dernier dans l'ouest du Zimbabwe, fief des partisans de M. N'komo, a porté à soixante le nombre des meurtres enregistrés depuis que le chef de la ZAPU-P.F. a été évincé du gouvernement, en février.

La détérioration de l'économie, après deux années d'une croissance assez étonnante, a un effet du même ordre. Depuis le début de l'année, le déficit du commerce extérieur a fait un nouveau bond. Le ministre des finances, M. Chidzero, s'emploie à calmer les appréhensions des milieux d'affaires, notamment en subventionnant le secteur minier, pour éviter les licenciements. Mais, selon le Financial Times de Londres, les hommes d'affaires, tout en se félicitant de l'orthodoxie financière de M. Chidzero, s'inquiètent d'autant plus de l'avenir que M. Mugabe, loin de renoncer au socialisme, a encore récemment prononcé une violente diatribe contre le capitalisme, jugé « totalement incompatible avec l'humainisme et la morale d'une société égalitaire ».

Dans ces circonstances, le Zimbabwe a d'autant moins besoin d'une nouvelle crise avec l'Afrique du Sud que Pretoria dispose de toute une gamme de moyens de pression — sur économiques ou subversifs — sur le Zimbabwe.

Les autorités de Harare mettent volontiers l'insécurité croissante dans l'est du pays — où trois touristes britanniques ont été assassinés en juillet — sur le compte de rebelles mozambicains de la R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique) qui franchissent la frontière pour se ravitailler. Mais rien ne prouve que les forces de l'ordre, dans cette région frontalière du Mozambique, n'ont pas une certaine responsabilité, notamment en raison de l'indiscipline qui règne au sein de la brigade des Nord-Coréens — apparemment retirés prématurément en raison de l'échec de leur mission — avaient été censés mettre sur pied. En tout cas, le ministre de la sécurité, M. Munengagwa, n'a pas exclu, pour la première fois la semaine dernière, que les meurtres des trois touristes aient été des soldats zimbabwéens.

Quant au rôle économique vital, la communauté blanche — évaluée à cent cinquante mille personnes — s'inquiète d'autant plus de la dégradation des conditions de sécurité que le gouvernement — en prorogant pour six mois, le 13 juillet, l'état d'urgence décrété par M. Smith en 1965 — a passé outre à des décisions de justice. Début août, la Haute Cour de justice a même déclaré illégale la détention — en dépit de l'état d'urgence — d'un député blanc, M. Stubbins, encore emprisonné à ce jour. Le non-respect du pouvoir judiciaire ne peut qu'encourager l'émigration blanche.

Le Zimbabwe n'avait sûrement pas besoin de cette nouvelle crise dans ses relations avec l'Afrique du Sud, compte tenu des difficultés internes, à la fois politiques et économiques, que connaît le régime de M. Mugabe un peu plus de deux ans après la proclamation de l'indépendance.

La détérioration de l'économie

Quoi qu'en dise le gouvernement — qui accuse encore une fois les dissidents de la ZAPU-P.F. — le raid mené le 25 juillet contre la base aérienne de Thornhill (au moins cinq appareils détruits et huit autres gravement endommagés) a plus probablement été l'œuvre de Blancs découragés. Les armes utilisées étaient en effet, apparemment d'un maniement trop délicat pour d'anciens guerriers de la ZAPU-P.F.

M. Mugabe semble toujours conscient de ce terrible handicap lorsqu'il proclame, comme il l'a encore fait la semaine dernière, qu'il n'autoriserait jamais les opposants noirs sud-africains à utiliser le territoire zimbabwéen dans leur lutte contre le régime de l'apartheid. Mais, pour avoir davantage de chances de s'en sortir, le premier ministre de Harare n'aurait-il pas intérêt à s'en tenir à tenter de calmer l'agitation croissante des éléments les plus durs de la ZAPU-P.F. et à persuader les Blancs que leur intérêt est de fuir ? M. Mugabe a beau, en soutenant comme au les chemins de l'indépendance, notamment face à Pretoria, de pouvoir ne privilégier d'une unité nationale, ce qui n'est pas apparemment le cas en ce moment.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

EUROPE

Italie

A l'exception d'un poste M. Spadolini reconduit le cabinet précédent

Le président du Conseil, M. Spadolini, a réuni lundi 23 août son nouveau gouvernement. Le cabinet précédent a été reconduit, à l'exception d'un poste, celui de sous-secrétaire à la présidence du Conseil à la place de M. Compagna, décédé en juillet, a été nommé M. Olcese, député républicain. C'est la première fois dans l'histoire de la République italienne qu'un cabinet est reconduit sans changement. Il se présentera devant les Chambres le 30 août.

De notre correspondant

Rome. — Une crise ? Quelle crise ? Même majorité, mêmes hommes, même programme. Une nouveauté : la mise en œuvre de réformes institutionnelles annoncées avec pompe. Celle-ci tient cependant un peu du serpent de mer, réapparaissant régulièrement au programme des commissions parlementaires. Bref, la « continuité dans la nouveauté », comme le dit un ministre.

Arrivée avec la soudaineté d'un orage, la crise semble avoir balayé les nuages de l'horizon politique. Tout le monde paraît satisfait : M. Spadolini — « Giovannone » (le gros Jean), comme disent familièrement ses collaborateurs — est plus épanoui que jamais ; les démocrates-chrétiens affirment qu'il faut oublier tout cela et être constructifs ; les socialistes brandissent sans grande conviction leur « victoire » — avoir obtenu des réformes institutionnelles — ; le P.C. critique, mais, en son for intérieur, est satisfait d'avoir évité les élections anticipées.

Cette crise, ce sont les socialistes qui ont déclenchée. Ils considéraient que, loin d'être inutile, elle fut « avantageuse pour tous ». Pour eux aussi ? C'est moins sûr. Ils semblaient,

PHILIPPE PONS.

Pologne

Sept jeunes gens et un prêtre impliqués dans le meurtre d'un mi comparaissent en justice

Varsovie (A.F.P., U.P.I.). — Le procès de sept jeunes gens et d'un prêtre catholique impliqués dans le meurtre d'un fonctionnaire de la milice s'est ouvert lundi 23 août devant le tribunal militaire de la région de Varsovie. Ce groupe est aussi accusé d'avoir organisé une « association illégale armée pour receler des armes et commettre d'autres infractions ». Le 18 février dernier, deux jeunes gens, dont le principal accusé, Robert Czecholacz, dix-huit ans, ont, dans un tramway de Varsovie, grièvement blessé d'une balle au ventre un sergent-chef, Zdzislaw Kozak, aujourd'hui sous les verrous.

Le policier est décédé trois jours plus tard. Les personnes jugées ont été arrêtées peu après, dont le curé de Grodzisk. M. Kozak (à 50 kilomètres au sud-ouest de Varsovie), le Père Sylwester Zych, trente-deux ans, parce que l'arme du crime avait été retrouvée à son presbytère, cachée dans un haut-parleur.

D'autre part, les ambassadeurs des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne et de R.F.A., en poste en Pologne, ont été convoqués « ces derniers jours » au ministère des affaires étrangères pour entendre une « rumeur proférée » contre « la propagande subversive » des radios de ces pays. Le ministère a exigé la cessation de telles activités, se réservant le droit de recourir à des mesures appropriées, en particulier d'intervenir auprès des organisations internationales compétentes.

Le ministère a surtout stigmatisé « les émissions en langue

Tchad

MANIFESTATION ANTI A N'DJAMÉ

La normalisation de l'ordre public à N'Djamé, la capitale du Tchad, a été déclarée le 7 juin par les Forces armées de M. Hissène Habré, son représentant officiel. Lundi 23 août, en effet, des manifestations populaires ont organisé une manifestation devant les locaux de la France à N'Djamé pour dénoncer la « dictature de la propagande mensongère Radio-France internationale ».

Selon les organisateurs, mille personnes ont participé à la manifestation. Leur porte-parole, Ba, a affirmé que le mouvement français avait cherché à briser l'union du peuple tchadien en l'égale de la « propagande mensongère Radio-France internationale ». Selon les organisateurs, les « s'écrouleront ».

« Le mouvement français avait cherché à briser l'union du peuple tchadien en l'égale de la « propagande mensongère Radio-France internationale ». Selon les organisateurs, les « s'écrouleront ».

Centrafria

M. GOMBA RECTEUR DE L'UNN A ÉTÉ ARRÊTÉ

Dans un communiqué lundi 23 août à Paris, P.T. (Front patriotique guinéen - parti du travail) annonce l'arrestation à 17 août, à son bureau, de M. Gomba, recteur de l'Université de Centrafria. Le général de l'Université, moumou, a également arrêté le P.T.O.-P.T. qui « le système total du mouvement centrafria » et des arrestations « et du sort réservé à ses agents dont il demeure velle ».

L'arrestation de M. Gomba, ancien candidat à la présidence de la République, est de source digne de la République. M. Gomba, qui n'avait qu'un mandat de 1977, a été arrêté le 23 août, lors du scrutin prévu pour le 23 août, semblait à l'étranger, semblait à l'étranger, semblait à l'étranger.

La préoccupation de la République, est de succéder à M. Gomba, qui n'avait qu'un mandat de 1977, a été arrêté le 23 août, lors du scrutin prévu pour le 23 août, semblait à l'étranger, semblait à l'étranger, semblait à l'étranger.

La préoccupation de la République, est de succéder à M. Gomba, qui n'avait qu'un mandat de 1977, a été arrêté le 23 août, lors du scrutin prévu pour le 23 août, semblait à l'étranger, semblait à l'étranger, semblait à l'étranger.

MIS EN CA

DU P

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

politique

Vers un gouvernement restreint ?

(Suite de la première page.)
Deux autres facteurs sont venus conjurer leurs effets : d'une part, la publication d'un bon indice des prix pour le mois de juillet, immédiatement soulignée par le président de la République ; d'autre part, l'annonce d'un revirement spectaculaire de la politique fiscale de M. Ronald Reagan. Dès lors, le pouvoir peut non seulement se défendre en arguant — à grand renfort de publicité — du bien-fondé de sa politique et de la « lucidité » de son gouvernement, mais aussi contre-attaquer : si les « réagérismes » s'effondrent, que reste-t-il à M. Jacques Chirac, qui avait paru s'inspirer, bien qu'il s'en soit défendu, des recettes outre-atlantiques ? M. Paul Quilès s'est enfoncé, le premier, dans la brèche. Le secrétaire national du P.S. a élargi son propos, et le leçon, en affirmant que les politiques économiques des conser-

vateurs occidentaux ont déjà échoué. Il suggère ainsi que la droite française n'offre pas, en s'inspirant des doctrines économiques impérialistes à réduire à la fois le chômage et l'inflation, de meilleures solutions. M. Quilès appelle toutefois à la « prudence » et à la « vigilance ». Car l'indice d'un mois de juillet ne saurait suffire à valider une politique.

Un premier ministre rassuré

Celle-ci sera poursuivie selon un schéma qui passe par la restauration du crédit d'un gouvernement toujours conduit par M. Pierre Mauroy. Là se situe la première conséquence du coup d'arrêt donné à la dégradation du climat politique : cette restauration ne devrait plus passer par un changement de premier ministre. Cette éventualité était jus-

qu'après évoquée, plus ou moins ouvertement, dans les cercles dirigeants, et présentée par certains comme la condition d'une cohérence toujours recherchée. En outre, chacun s'accordait sur la nécessité d'une reprise en main par le président de la République lui-même. Celle-ci n'est pas remise en cause : M. Mitterrand contrôle étroitement l'application de la politique économique en présidant chaque semaine en conseil restreint réuni sur ce thème à l'Élysée. La nécessité, pour le chef de l'État, d'intervenir de nouveau lui-même à la télévision, dès le début du mois de septembre, sur l'ensemble de la politique économique et sociale, est également réaffirmée. Il s'agit, autant que faire se peut, de susciter autour d'une œuvre un mouvement aussi positif que celui qui est supposé s'être produit autour de la politique proche-orientale et de la lutte contre le terrorisme. Il s'agit aussi, pour M. Mitterrand, de desserrer l'étau autour de son premier ministre. Les deux hommes se sont vus longuement, le 20 août dernier, dans la bergerie landaise du chef de l'État, à Larche. M. Mauroy en est revenu rassuré.

Des conditions telles que les indices du mois de juillet jouent en sa faveur. Nommer un nouveau premier ministre offrirait l'avantage de favoriser un élan sinon de mobilisation, du moins de compréhension autour d'une politique expliquée et mise en œuvre avec rigueur. Mais un tel homme serait rapidement haché par la préparation des élections municipales, et par la nécessité d'aller lui-même « au charbon » dans une lutte électorale où le gauche,

selon toute probabilité, laissera quelques plumes. Dans ces conditions, mieux vaut sans doute conforter M. Mauroy et lui laisser la charge de conduire la bataille de mars 1983. La priorité de la période qui s'achève, consacrée à la réflexion et aux consultations des partenaires sociaux, est donc au rétablissement de l'autorité du gouvernement. Dans cette perspective, un remaniement ministériel apparaît comme une hypothèse de travail sérieuse. L'Élysée et l'hôtel Matignon envisagent de constituer une équipe plus restreinte, limitée à une quinzaine de ministres, quitte à accroître le nombre des secrétaires d'État. Ainsi passerait-on d'un gouvernement à l'image de rigueur qui lui fait défaut. Il restera à obtenir de tous les ministres un comportement également rigoureux. Dans le même esprit, le cabinet du premier ministre devrait être également plus restreint.

En cette matière, cependant, les choses sont moins simples qu'elles ne le paraissent. Restrindre le gouvernement, en effet, signifie qu'il y aura des départs et des permutations touchant des postes et des titularités importantes. Cela signifie donc une remise en cause non seulement de personnalités qui n'ont pas nécessairement démenti, mais aussi d'équilibres politiques délicats, entre le P.C. et le P.S. ; comme entre les courants du P.S. La difficulté de procéder à un remaniement peut donc le rendre... moins urgent.

L'équipe au pouvoir devra aborder la seconde phase de la rentrée, la plus délicate : il faudra stabiliser les budgets, ceux de l'État et surtout ceux des régimes sociaux, ce qui n'est pas sans sacrifi-

ces. Cette stabilisation doit aller de pair avec la négociation sur la « sortie » du blocage des prix et des revenus. Viendrait alors, à partir du mois de décembre, une phase au cours de laquelle le gouvernement devrait présenter un visage plus dynamique : l'accent serait alors mis sur l'investissement du secteur nationalisé et sur la préparation du IX^e Plan.

Il reste que ce schéma peut être à tout moment contrarié par une rentrée mouvementée, qu'une partie de l'opposition semble appeler de ses vœux : « Dès les municipales de 1983, on peut être sûr, en raison des troubles qui se préparent pour l'automne, écrit M. Jean-Marie Benoist dans une « lettre ouverte » à M. Mitterrand (1), il vous faudra appeler la nation aux urnes pour que se dégage la vraie majorité profonde du pays ».

Quoi qu'il en soit, le chef de l'État n'entend pas tenir un discours « chur-chillien » aujourd'hui, au motif que demain peut se produire une crise financière internationale. Or M. Mitterrand n'exclut pas l'éventualité d'un tel bouleversement.

La « vigilance » et la « prudence » soulignées par M. Quilès sont donc de mise. Surtout si l'on veut transformer le répit que vient de se donner le pouvoir en adhésion. Mais celle-ci ne pourra être obtenue que si l'opinion a la conviction que les efforts financiers qui lui seront demandés ne le sont pas à fonds perdus.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Publiée, mardi 24 août, dans le quotidien de Paris. M. Jean-Marie Benoist, écrivain et philosophe, a été candidat U.D.F. aux élections législatives de 1978 et 1981.

M. QUILES (P.S.) : M. CHIRAC DEVRAIT MÉDITER LA VOLTE-FACE ÉCONOMIQUE DE M. REAGAN

M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré dimanche 22 août à Troyes (Seine-et-Marne) : « J'affirme que les derniers résultats enregistrés en matière de prix et de chômage sont encourageants, la situation générale doit nous inciter à la vigilance et à la prudence pour marquer des points dans la dure compétition internationale et par là même garantir l'emploi et le pouvoir d'achat. Il faudra sortir progressivement des prix et des salaires et lutter contre les mauvaises habitudes et les trop nombreux privilèges de notre société. C'est ainsi que la gauche française donnera un sens concret à l'expression de solidarité et de justice et montrera qu'il existe une autre voie que celle des politiques conservatrices ».

« L'impressionnante volte-face économique de M. Reagan, constatée aux résultats catastrophiques de l'économie américaine, et l'échec constant de Mme Thatcher prouvent l'insuccès de la droite à combattre à la fois l'inflation et le chômage. M. Chirac, qui prétend pour notre pays des mesures voisines de celles tentées outre-atlantique, serait bien inspiré de méditer cet échec ».

● M. Christian Nucci, haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, a indiqué, lundi 23 août à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), que le régime de législation par décrets en vigueur en Nouvelle-Calédonie, durant un an, période durant laquelle différentes réformes seraient entreprises.

MIS EN CAUSE DANS LES MÉMOIRES DU PRÉSIDENT POMPIDOU

M. Vejvoda, ancien ambassadeur de Yougoslavie dément avoir joué un « rôle bizarre » dans l'affaire Markovitch

De notre correspondant

Belgrade. — L'ancien ambassadeur de Yougoslavie en France, M. Ivo Vejvoda, a démenti « catégoriquement » avoir joué un « rôle bizarre » dans la fameuse affaire Markovitch, ainsi que l'indiquent « pour rétablir la vérité » les mémoires posthumes du président Pompidou. Interrogé par le représentant de « *Ilustrovana politika* » de Belgrade, il a déclaré que cette partie des mémoires a dû être « retouchée ». Il en est « révolté et consterné » et considère qu'elle « ne peut être que la plume » de l'ancien président français.

En septembre 1968, on découvrit dans une décharge des Yvelines le cadavre d'un certain Stéphane Markovitch, ami et garde du corps d'Alain Delon ; alors que l'enquête était en cours, le frère de la victime, Alexandre Markovitch, présenta, dans une déclaration, avoir assisté chez les Delon à un dîner intime auquel n'étaient présents que les Delon, les deux frères Markovitch et M. et Mme Pompidou. Étant donné que la déclaration d'Alexandre Markovitch allait à la compromettre, le président avait fait procéder à une enquête. A la page 271 des Mémoires, il affirme « qu'à force de secouer l'intérieur, de convoquer et de secouer l'ambassadeur de Yougoslavie » on a fini par obtenir des informations. L'ambassadeur de Yougoslavie aurait même « reconnu devant Jobert » qu'Alexandre Markovitch était un agent des services yougoslaves et peut-être d'autres pays encore. « C'est absolument

faux », a déclaré M. Vejvoda. « Je ne sais pas que Pompidou ait pu avoir une telle attitude ». Cette partie des Mémoires a dû être retouchée pour des raisons et des nécessités ultérieures aux événements. La version de ce qui s'était passé serait, selon M. Vejvoda, la suivante. Un jour, on l'avait prévenu par téléphone de recevoir un « éminent homme politique français et un ami personnel du président Pompidou », dont il ne révéla pas le nom. Avec celui-ci, il a eu un entretien « ouvert et amical » sur l'affaire Markovitch. Comme à ce moment-là il ignorait tout au sujet d'Alexandre Markovitch, il avait promis au visiteur de prendre des renseignements à Belgrade. Lorsque celui-ci lui sont parvenus, ils indiquaient qu'il s'agissait d'un « personnage problématique » condamné en Yougoslavie pour vol de cargaison maritime. — Il les a immédiatement communiqués à Pompidou, qui « l'en a remercié ». Dire maintenant qu'il avait « reconnu devant Jobert » que Markovitch était en contact avec les services de son ambassade et affirmer que lui-même avait joué un « rôle bizarre » est « incorrect et offensant ». D'ailleurs, M. Vejvoda n'avait jamais été convoqué par qui que ce soit à propos de l'affaire Markovitch et ne pouvait pas être convoqué par Pompidou, qui n'avait alors pas de fonction officielle. L'ambassadeur a ajouté qu'il avait rejeté « avec indignation » les demandes de certains hommes politiques français de le aider dans cette « sale affaire » contre Pompidou. « Mon comportement à l'égard du président Pompidou, a conclu M. Vejvoda, fut absolument loyal. Un membre du gouvernement français n'avait même assuré que le président Pompidou avait une opinion favorable quant à mon comportement dans toute cette affaire ».

PAUL YANKOVITCH.

L'UNION PROGRESSISTE ÉVOQUE LA MÉMOIRE DE PIERRE COT

M. Serge Krivokozki, secrétaire national de l'Union progressiste, évoque, dans le numéro d'août de la « lettre » mensuelle de cette formation, la mémoire de Pierre Cot, décédé le 21 août 1977, et qui en avait été le fondateur et le président.

« Tout jeune encore, écrit notamment M. Krivokozki, Pierre Cot avait compris que, pour sauvegarder la paix, il fallait l'organiser. Il fut un militant de la paix. Au nom du Groupement universitaire pour la S.D.N., qu'il avait fondé, vers 1929, avec Jacques Kayser, Pierre Brossolette, Robert Lange, il se mit à parcourir la France, commentant le pacte des Nations ».

« Bien que pacifiste, sa lucidité l'avait amené à comprendre très vite le danger de guerre que représentait la violence d'hygiène du fascisme et du nazisme. C'est pourquoi, en tant que ministre de l'air, en 1936, Pierre Cot a voulu donner à la France une armée de l'air efficace ».

M. Krivokozki ajoute : « Pierre Cot ne cessait d'affirmer que rien de grand et de positif ne pouvait se faire en France autrement qu'en prenant appui sur les forces vives de la nation, sur les travailleurs, et par conséquent sur le parti communiste qui est leur expression politique. La constitution d'un gouvernement de gauche comprenant des ministres communistes lui semblait nécessaire ».

CORRESPONDANCE

Georges Pompidou et René Capitant

Mme Béatrice Didier, professeur à l'université de Paris-VIII, nous écrit :

Dans le livre publié au nom de Georges Pompidou, et qui a provoqué des réactions auxquelles le Monde a fait écho, il convient de relever le propos inacceptable qui vise personnellement mon oncle René Capitant.

L'exigence de rigueur et de justice — allant aux yeux des sceptiques ou des « réalistes » jusqu'au don-quickisme — que cet homme généreux a montrée dans toute sa vie politique, et à quel il a sacrifié allégrement, pendant de longues périodes, ce qu'il ne considérait pas comme une « carrière », cette intransigence a toujours été saluée par tous, quelles que soient les options politiques. Elle a été exprimée de façon plaisante mais significative, par le général de Gaulle : « Vous, Capitant, vous serez toujours trop honnête ».

Or, on lit à la page 260 de Pour rétablir une vérité qu'en septembre 1968 René Capitant, en sa qualité de garde des sceaux, n'aurait pas (non plus d'ailleurs que le nouveau premier ministre et que « l'Élysée ») « eu la moindre réaction d'homme d'honneur ».

De tous les très honorables personnages qui apparaissent dans ces notes, compris celui qui les a tracées, René Capitant, est bien le dernier dont on peut dire, dit-on en privé, fût-ce à soi-même, qu'il lui serait arrivé de ne pas se comporter en homme d'honneur.

Une émotion personnelle des plus légitimes peut expliquer de tels écarts. Mais était-il concevable de les rendre publics, s'agissant de deux morts ?

L'éditeur d'art JEAN de BONNOT commémore le bicentenaire d'un grand exploit de la Merine française

En 1782, la Marine royale venait de terminer sa mission d'exploration scientifique et géographique dans l'Atlantique et le Pacifique.

Un commandant aux nerfs d'acier

Pour cet exploit, il fallait un commandant capable de mener deux vaisseaux à travers les grands tempêtes de l'Atlantique sud, d'explorer aux antipodes du Cap Horn, aux typhons, aux éléments déchaînés de l'équateur et aux ténailles des glaces de la Sibérie. Les noms des meilleurs capitaines furent soumis à Louis XVI et le choix souverain se porta sur le comte de La Pérouse dont les faits de bravoure pendant la guerre d'indépendance américaine étaient des plus brillants. Le roi lui donna personnellement ses instructions précises sur la mission à accomplir : « Deux frégates l'Astrolabe et la Boussole, ayant à bord un coprecientifique d'équipe, appareilleront de Brest le 1^{er} août 1785. Elles exploreront l'Océan Pacifique par le Cap Horn, remonteront au Nord-Ouest de l'Amérique par les îles de Pâques et Hawaii, se rendront en Chine, en Sibérie, puis redescendront vers les mers du Sud. Durant cette expédition, les cartes et les données scientifiques seront recueillies et complétées. Un intérêt particulier sera porté aux coutumes et aux mœurs des sauvages, sur lesquels courent les plus folles légendes ».



Il y a 200 ans : le voyage autour du monde de La Pérouse ou la tragique épopée des deux Océans

Un ouvrage d'un intérêt exceptionnel

Le « Voyage de La Pérouse » est un livre exceptionnel dans lequel le navigateur a noté scrupuleusement tous les événements de son grand périple. Dans notre édition du bicentenaire, nous avons publié le texte intégral de son journal de bord. Nous y avons ajouté les relations du commandant Dumont d'Urville et d'autres récits au sujet de la découverte de l'épave. Cette collection en deux volumes est amplement illustrée de documents de l'époque et à chaque page sont reproduits, d'après des gravures anciennes, les portraits ou les profils des principaux membres reconnus par l'expédition.

Cet ouvrage complet en deux volumes, édité sous ma signature, a bénéficié de toutes mes attentions. La reliure est en plein cuir de mouton bleu guttemberg coupé d'une seule pièce. Les plats et le dos sont ornés de motifs de l'époque, frappés à froid au chaud avec de l'or véritable 22 carats. La tranche supérieure est également dorée à l'or véritable. Le papier est le vergé bibliophile filigrané à mes armes dans la masse. La composition manuelle à l'ancienne est fidèlement reproduite. Les initiales sont raffinées : des galbes, mors marqués, cordes de style, signes et tranchettes tressées, chaînes cousues au fil robuste, etc.

C'est cette belle édition que je désire offrir à mes fidèles clients avec la garantie habituelle de remboursement en cas de non-satisfaction.

Garantie totale

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des ouvrages de qualité, soignés dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec la patine du temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au sous-prix pour le même prix et à m'en faire un plaisir.

Les équipages périssent, mais les documents sont sauvés

Si le journal de La Pérouse, les cartes et les documents de l'expédition n'avaient été remis à M. de Lasseps, à Kamchatka, la perte pour la science aurait été irréparable. Le dernier rapport de La Pérouse fut expédié de Botany Bay, en Australie, le 26 janvier 1786. Puis ce fut le silence.

Malgré les différentes recherches effectuées, c'est en 1828 seulement que le commandant Dumont d'Urville retrouva l'épave de l'Astrolabe près de l'île de Vanikoro et apporta des preuves : les récipients semblent avoir été mis à terre par les indigènes après leur naufrage.

Par la suite, d'autres recherches furent entreprises par la Marine nationale, mais on ne sava plus jamais les circonstances exactes de la perte des deux vaisseaux et l'Océan garde encore de nos jours le secret de la mort de La Pérouse et de ses intrépides marins.

Les portraits ou les profils des principaux membres reconnus par l'expédition.

Cet ouvrage complet en deux volumes, édité sous ma signature, a bénéficié de toutes mes attentions. La reliure est en plein cuir de mouton bleu guttemberg coupé d'une seule pièce. Les plats et le dos sont ornés de motifs de l'époque, frappés à froid au chaud avec de l'or véritable 22 carats. La tranche supérieure est également dorée à l'or véritable. Le papier est le vergé bibliophile filigrané à mes armes dans la masse. La composition manuelle à l'ancienne est fidèlement reproduite. Les initiales sont raffinées : des galbes, mors marqués, cordes de style, signes et tranchettes tressées, chaînes cousues au fil robuste, etc.

C'est cette belle édition que je désire offrir à mes fidèles clients avec la garantie habituelle de remboursement en cas de non-satisfaction.

Garantie totale

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des ouvrages de qualité, soignés dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec la patine du temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au sous-prix pour le même prix et à m'en faire un plaisir.

Les équipages périssent, mais les documents sont sauvés

Si le journal de La Pérouse, les cartes et les documents de l'expédition n'avaient été remis à M. de Lasseps, à Kamchatka, la perte pour la science aurait été irréparable. Le dernier rapport de La Pérouse fut expédié de Botany Bay, en Australie, le 26 janvier 1786. Puis ce fut le silence.

Malgré les différentes recherches effectuées, c'est en 1828 seulement que le commandant Dumont d'Urville retrouva l'épave de l'Astrolabe près de l'île de Vanikoro et apporta des preuves : les récipients semblent avoir été mis à terre par les indigènes après leur naufrage.

Par la suite, d'autres recherches furent entreprises par la Marine nationale, mais on ne sava plus jamais les circonstances exactes de la perte des deux vaisseaux et l'Océan garde encore de nos jours le secret de la mort de La Pérouse et de ses intrépides marins.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75382 Paris Cedex 08

Qui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume du « Voyage autour du monde » de La Pérouse, auquel vous joindrez mon adresse.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous règlerai le montant de 131,50 F (+ 9,00 F de frais de port). Dans ce cas, vous lui enverrez la deuxième et dernière volume au même prix, le mois suivant.

Nom Prénoms

N° Rue

Ville Code postal

Signature

Je déclare au Editeur que tout mon adresse que ma signature sont conformes.

Le Monde

société

RELIGION

En élevant l'organisation au rang de « prélatrice personnelle » Jean-Paul II resserre les liens entre l'Opus Dei et le Vatican

De notre correspondant

Rome. — L'Opus Dei a été élevé par Jean-Paul II au statut de « prélatrice personnelle ». C'est-à-dire de diocèse sans territoire par un décret pontifical, a annoncé lundi 23 août le porte-parole du Saint-Siège. Pour des « raisons techniques », a-t-il été précisé, la publication du décret a été ajournée.

La décision du pape serait motivée par le désir de resserrer les liens entre l'Opus Dei et le Vatican. Depuis plusieurs années, l'Opus Dei considéré comme un institut séculier, avait demandé au Saint-Siège un statut plus conforme à sa mission. En tant que « prélatrice personnelle », l'Opus Dei, qui compte soixante-douze mille membres dans plus de quatre-vingt pays, dépendra de la congrégation romaine pour les évêques et non plus de la congrégation des religieux.

Le souhait de l'Opus Dei d'obtenir une modification de son statut avait suscité une opposition de la part de certains prélats, notamment des évêques espagnols, préoccupés de l'influence croissante de cette organisation auprès du Saint-Siège. — Ph. P.

Un « corps d'élite » pour le pape ?

L'Opus Dei a donc réussi. Depuis le début des années 60, « l'Œuvre » de Mgr Escrivá de Balaguer, fondateur de l'association, mort en 1975, essayait de changer son statut d'institut séculier (1) dépendant de la congrégation pour les religieux et les instituts séculiers, l'organisation cherchant à devenir prélatrice personnelle dépendant de la congrégation pour le clergé et à travers celle-ci, plus directement du pape.

Qu'y a-t-il derrière ce changement de statut ? Selon un rapport secret publié par la presse espagnole en 1979 (Le Monde du 14 novembre 1979), les avantages pour l'Opus Dei seraient les suivants : améliorer le service rendu par l'Opus aux Églises locales ; renforcer les liens de l'Opus avec le Saint-Siège ; offrir au pape un corps mobile dévoué et de laïcs « pour accomplir les missions que le Saint-Siège considère comme les plus urgentes et les plus importantes » ; garantir à l'Opus une personnalité spirituelle pour l'avenir ; accroître l'efficacité de l'Opus et éviter les nombreuses difficultés que les membres de l'Opus rencontrent dans leurs diverses activités.

Sur ce dernier point, il faut rappeler que l'Opus Dei, organisation puissante, conservatrice — doctrinalement et politiquement — et secrète, n'a pas que des amis. Installée localement sous forme d'institut séculier, elle est sous la coupe des évêques diocésains. Le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, a-t-il pas récemment, après enquête, posé des conditions à l'activité de l'Opus Dei dans son diocèse (Le Monde du 6-7 décembre 1981) ?

Décernés, par leur président général, le Père Alvaro del Portillo l'organisation sera rattachée directement à la congrégation pour les évêques, dont le préfet,

le cardinal Sebastiano Baggio, est très lié à l'Opus, alors que certains membres de la congrégation pour les religieux et les instituts séculiers ne sont pas toujours d'accord avec la forme d'apostolat entreprise par l'Opus Dei.

Pour le porte-parole de l'Opus Dei en France, il s'agit d'une « réforme juridique importante, dans le ligné du Vatican II ». « Cela n'a rien à voir avec des personnes, ajoute-t-il, puisque ce changement de statut était déjà prévu par le fondateur et l'œuvre de Mgr Escrivá de Balaguer, mort en 1975. L'Opus Dei refuse également l'affirmation selon laquelle elle cherche à se soustraire à la juridiction des évêques locaux puisque « le lien de chaque membre, individuellement, avec son évêque reste inchangé ».

Il n'est, cependant, un secret pour personne que l'Opus Dei a accentué son influence sur le Saint-Siège depuis l'élection de Jean-Paul II, et que celui-ci, qui n'a jamais caché son admiration pour l'œuvre de Mgr de Balaguer, souhaite voir dans cette organisation disciplinée et tout à sa dévotion ce qu'il rêvait — en vain — pour les jésuites : un corps d'élite, disponible et obéissant, qui servirait, en quelque sorte, de « force motrice » dans le monde.

ALAN WOODROW.

(1) Les instituts séculiers, de droit pontifical, ont été créés par Pie XII en 1947, sont « des associations de laïcs ou de laïques dont les membres, en vue d'atteindre la perfection apostolique, pratiquent dans la vie laïque les conseils évangéliques ». La prélatrice personnelle désigne une entité juridique qui, au sein d'un diocèse, a le statut d'un évêque, mais n'est pas un évêque, et dont le nombre de membres, exemptes de la juridiction épiscopale ordinaire, est limité (selon le canon 608 du Code de droit canonique).

En Grande-Bretagne, l'an passé, les révérends du quotidien The Times par un ancien membre de l'Opus Dei décrivait le mouvement comme « orthodoxe » et « dangereux » (Le Monde du 14 janvier 1981) et critiquait spécialement le goût du secret qu'entretenaient ses membres.

En France, où l'Opus Dei est moins développé qu'en Espagne ou en Italie, l'organisation compte tout de même quelque 1200 membres, hommes et femmes, installés particulièrement à Paris, Grenoble, Marseille, Abbeville et Toulouse. L'organisation favorise l'action individuelle de ses membres dans leurs activités professionnelles. En dehors de quelques centres culturels dirigés directement par l'Opus Dei et de l'école féminine d'hotellier de Courmayeur, près de Soissons, qui lui appartient directement, l'organisation laisse l'initiative à ses membres, qui doivent contribuer directement dans leur milieu professionnel à l'influence de l'Opus Dei.

LES ATTENTATS DE PARIS ET LEURS PROLONGEMENTS

Une lettre des Fractions armées révolutionnaires libanaises est entre les mains des enquêteurs

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, lundi 23 août, une information judiciaire contre X... à la suite de l'explosion, samedi 12 août, d'un colis piégé, avenue de la Bourdonnais à Paris (7^e arrondissement), qui a tué Bernard Le Dreu et gravement blessé Bernard Moron, deux artistes du service des explosifs au laboratoire central de la préfecture de police. Cette information, ouverte « pour destruction par explosifs de biens mobiliers et immobiliers ayant entraîné la mort et des infirmités permanentes, homicide volontaire et tentative d'homicide volontaire », a été

confiée à Mlle Martine Ansan, le juge d'instruction chargé des dossiers de deux des trois attentats déjà revendiqués par les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), contre deux diplomates américains, M. Christian Chapman et le lieutenant-colonel Charles E. Ray et un diplomate israélien, M. Yacov Barzaminov. L'instruction de ce dossier avait été confiée à un magistrat du tribunal de Nanterre, M. Jean-Claude Thim, l'attentat ayant été commis dans le département des Hauts-de-Seine.

Les Fractions armées révolutionnaires libanaises, qui avaient revendiqué l'explosion de l'avenue de la Bourdonnais, par téléphone, ont aussi adressé une lettre à l'Agence France Presse à Paris. Ce texte, posté samedi à heures en bureau de la rue du Louvre, ne précise pas la cible visée et ne mentionne pas, en particulier, le nom de M. Rodière, chargé commercial à l'Agence des États-Unis, sous la signature duquel l'enquête a été d'abord placée (Le Monde du 24 août).

Mais les FARL revendiquent également l'explosion de la rue de la Bourdonnais, par téléphone, les opérations des Fractions armées révolutionnaires libanaises se sont bornées à obtenir certaines des agents des services secrets américains tels que Chapman, Ray et Barzaminov, d'après les déclarations des témoins et les biens trouvés à l'adresse des FARL. Une lettre de revendication du meurtre de Yacov Barzaminov, le 3 avril, découverte dans

un appartement n'est qu'un début. A la fin de l'occupation israélienne, à la fin de l'occupation libanaise, la guerre à la guerre impérialiste et la seule possibilité constante. Une internationalisme révolutionnaire en face du terrorisme des États impérialistes.

Les enquêteurs de la brigade criminelle chargés de l'enquête considèrent cette revendication comme « sérieuse ». Ils ont retrouvé, dans ce dernier texte, la formulation utilisée dans les trois premières lettres, qui, après chaque attentat, étaient parvenues à Beyrouth ou à Paris dans des conditions identiques, généralement le lendemain ou le surlendemain d'une revendication téléphonique. Les policiers précisent cependant que ces lettres ne peuvent pas être authentifiées selon les critères traditionnels. Les FARL n'ont jamais fait parvenir à l'A.F.P. un message avant un attentat, et leurs textes ne portent pas mention d'informations précises, comme le numéro d'une arme ou la nature d'un explosif choisi.

Depuis la première action revendiquée par les FARL, la tentative d'assassinat de M. Christian Chapman, chargé d'affaires américain à Paris, le 13 novembre 1981, la police française et Interpol n'ont pas réussi à établir la preuve formelle de l'existence au Liban de ces mystérieuses « fractions ». Après plus de six mois d'enquête et quatre attentats, la seule piste demeure les tracts reproduisant, au mot près, la lettre de revendication du meurtre de Yacov Barzaminov, le 3 avril, découverte dans

un « squat » occupé par des militants d'Action directe. Ces tracts, imprimés en français, en arabe et en anglais, à la DOCOM, société qui était notamment « liée » aux documents d'Action directe, avaient été distribués, les 7 et 9 avril, dans le dix-huitième arrondissement.

Cet indice, aussi vague soit-il, contraindrait les policiers de la brigade criminelle à ne pas dissocier leurs enquêtes sur les attentats terroristes commis des derniers mois dans la capitale et celles sur les agissements d'Action directe.

A Paris

FAUSSE ALERTE

Une voiture — un coupé sport blanc — a attiré l'attention, lundi 23 août, de policiers en faction devant le Palais de Justice de Paris, Garde aux Palais, ferox de détresse allumés et portières fermées à clé, empâtant à demi sur un trottoir réservé aux autobus, un véhicule contenant en outre sur la banquette avant, Assoluit, les policiers ont appelé le service des explosifs au laboratoire central. A dix-huit heures, l'équipe de permanence arrivait sur place. N'arrivant pas à ouvrir les portières ou à les fracturer à l'aide de pinces-moussoir, les policiers ont alors fait sauter la serrure d'une portière, puis les coffres avant et arrière avec un couteau démontant. Une fouille détaillée de la voiture devait toutefois permettre aux fonctionnaires de police de constater que le coupé sport blanc n'était pas piégé.

Le véhicule avait été précédemment bloqué sur le boulevard du Palais. Les vérifications faites, le véhicule a été conduit à la fourrière de la préfecture de police de Paris, central à Paris à identifier le propriétaire de cette voiture. Pour l'instant, la police a établi qu'elle appartenait à une société anonyme paritaire. L'enquête se poursuit.

WASHINGTON CONDAMNE « LE CRIME HORRIBLE » DE L'AVENUE DE LA BOURDONNAIS

Washington (A.F.P.). — Le département d'État a condamné, lundi 23 août, la tentative d'assassinat, le samedi 12 août, contre un diplomate américain à Paris et qui a coûté la vie à un fonctionnaire de la police française et en a blessé deux autres.

« Les États-Unis », a indiqué M. John Hughes, porte-parole du département d'État, condamnent vigoureusement ce crime horrible et insensé et expriment leurs profondes condoléances au gouvernement français, aux autorités policières françaises et aux familles des victimes. M. Hughes a, en outre, assuré la France de l'entière coopération des États-Unis pour combattre les problèmes de terrorisme international.

Les radios juives ne sont pas sur la même longueur d'onde

« Juifs et Français, je réclame le droit à la double allégeance : allégeance envers la France et envers Israël. Tout comme un communiste français fait acte d'allégeance envers la France et l'U.R.S.S. ». Quelques heures après les cérémonies religieuses, au lendemain de l'attentat de la rue des Roisiers, l'antenne de Radio-J, qui donnait bien du mal à l'antenne pour canaliser et orienter les prises de parole des auditeurs. Gagné, elle précisait que d'accord sur le fond avec son interlocuteur, elle ne pouvait le suivre dans sa comparaison. « On ne naît pas communiste, explique-t-elle, alors que l'on naît juif ».

Et la « ligne ouverte » continue. Et nocturne incessant de déclarations, d'exhortations et de professions de foi, paroles tremblantes d'émotion, discours parfois redondants. Il s'agit en substance d'apprendre « à ne plus supporter », de « fuir tout en restant juif », de « partager son cœur entre deux nations comme un enfant le fait entre son père et sa mère ».

Depuis le soir d'un an, quatre radios libres émettent à l'intention de la communauté juive parisienne. Quatre équipes de quelques dizaines de bénévoles qui, sur la bande F.M. (1), se partagent un auditoire estimé à trois cent cinquante mille personnes. Un partage qui ne va pas sans tension, sans concurrence. Vieux de plusieurs mois, contestés par presque tous, mais seule référence dans ce domaine mouvant, deux sondages ont donné Radio-J largement en tête, suivie par Radio-Shalom et Radio-Communauté, et, plus loin, par Radio-Judaïque F.M., la seule qui ne bénéficie pas d'un appui financier, explique l'un de ses animateurs.

« Cœur juif ouvert sur le monde », Radio-Judaïque F.M. est née d'une scission de Radio-J. Elle est la seule station qui ne parle pas des récents événements qui ont bouleversé la communauté juive : cette station n'en est en effet qu'une musique continue présenregistrée.

Pour les trois autres, sur toile de fond du conflit du Liban, l'attentat de la rue des Roisiers a brutalement accru les prises de parole. Il a aussi sensiblement accentué les divergences sous-jacentes jusque-là peu apparentes. C'est le traitement de l'information qui a servi de révélateur. Le jour du drame, les trois stations dépêchèrent une équipe rue des Roisiers dès la nouvelle connue. « Nous avons été les premiers à être sur les lieux », assure-t-on à Radio-J, à Radio-Shalom et à Radio-Communauté. C'est pourtant cette dernière équipe, née à l'initiative du Fonds social juif unifié, qui fit le plus la preuve de son professionnalisme.

Avec l'aide de quatre ou cinq journalistes, le soutien de l'Agence télégraphique juive, de la revue l'Arche et des téléscripteurs de l'Agence France-Presse, Radio-Communauté a suivi pas à pas le début de l'enquête. La station a augmenté le temps réservé à l'information et s'est efforcée de dissocier celle-ci du commentaire. Du même

coup une certaine forme de contrainte a été exercée sur les prises de parole. Les prises de parole, menées par plusieurs courants de la communauté. Une table ronde a été organisée sur Radio-Communauté avec la participation de plusieurs journalistes des trois chaînes télévisées, de R.T.L. et de France-Inter, au cours de laquelle cette question a été soulevée.

Sur Radio-J, station liée au Renouveau juif, on ne dispose pas du même soutien matériel. Seuls sont utilisés de petits magnétophones, des nobilités et des lignes téléphoniques. On n'a pas moins rétransmis en direct toutes les cérémonies religieuses qui ont suivi l'attentat de la rue des Roisiers et on est parvenu à faire parler sur l'antenne des « experts » spécialisés à Beyrouth. Le soutien à la politique israélienne actuelle est sur cette station omniprésent.

De la même manière — quoique plus spontanée — Radio-Shalom, émanation de la Fédération des Juifs de France, ne réside pas toujours à l'écart d'une forme plus ou moins directe de propagande sioniste. On laisse notamment parler des auditeurs d'exprimer sur l'antenne en des termes extrêmement violents. « Il faut laisser parler quand on a très mal », explique-t-on. On n'a pas manqué non plus d'instruire le procès de la presse nationale écrite ou audiovisuelle. On croit aussi savoir que Radio-Shalom (une radio libre maghrébine) laisse ses auditeurs parler à l'antenne des propos racistes « anti-juifs ».

Ces divergences se manifestent à d'autres échelons. Ainsi les propos de M. Monheim Begun rappelant que la création de groupes d'auto-défense en France, qualifiée de « stupides » par Radio-Communauté, ont été mieux comprises à Radio-J. On y explique qu'il ne s'agit pas de la réaction d'un homme né dans la Diaspora. Radio-Shalom y voit plutôt « une mise en garde au gouvernement français ».

Protocoles d'accord

L'audience accrue, le rôle amplifié de porte-parole d'une communauté en état de choc, sont autant d'éléments qui assombrissent l'avenir plus qu'ils ne l'éclaircissent. Il faudra en effet que ces quatre stations parviennent prochainement à une entente cordiale : une cohabitation de bon voisinage sur la même longueur d'onde. Ainsi en a décidé la commission Holocauste.

Les responsables ne tombent d'accord que pour s'indigner de la présence officielle attribuée à la future station, qui ne permettra l'écoute que dans Paris intra-muros, « alors que la majorité de la communauté juive réside en banlieue ». Deux protocoles d'accord ont néanmoins déjà été passés. Entre Radio-Communauté et Radio-Judaïque F.M. et entre Radio-J et Radio-Shalom, il reste cependant à définir de quelle manière on pourra travailler ensemble. Il faudra alors pour Radio-

Communauté oublier un passé récent où la station était « agressive » sur des antennes voisines. Il faudra aussi, pour tous, trancher afin de définir précisément une politique de diffusion. En d'autres termes, chercher à attirer un plus large public — éventuellement non juif — ou se replier sur la minorité.

JEAN-YVES NAU.

FAITS ET JUGEMENTS

Une mise en garde d'autonomistes bretons

Brest. — Le groupe Yann Kél Kernalleg, mouvement autonomiste qui porte le nom de Front de libération de la Bretagne) ayant trouvé la mort en septembre 1976 à la suite de l'explosion d'un engin qu'il s'appropriait à déposer au camp militaire de Ty Vengeret près de Châteaulin, s'est manifesté à deux reprises au cours de ce mois d'août. Il a dans un premier temps, revendiqué la paternité d'un attentat manqué en gare d'Ingrandes (Maine-et-Loire) le 7 août (un obus de mortier de calibre 81 mm avait été lancé vers une voie mais n'avait pas explosé). Ce même groupe a fait diffuser lundi 23 août, sous forme de communiqué, « une mise en garde au gouvernement ».

« De nouvelles formes de l'action clandestine bretonne pourraient réapparaître en Bretagne et en France », a déclaré le Front de libération de la Bretagne, « nous sommes convaincus que la France jacobine a beaucoup de comptes à rendre à la Bretagne contre la réconciliation », déclare notamment le communiqué du mouvement breton. — (Corresp.)

● Trois militants français ont été arrêtés lundi 23 août près de Rome. Les deux premiers sont Hughes Recchia et Vincent d'Ingo, qui étaient évadés du palais de justice de Bourgoin-Jallieu (Isère) en juillet 1980. Arrêtés une première fois en Italie quelques semaines plus tard, ils avaient été remis en liberté, la justice italienne ayant refusé leur extradition au motif que les faits qui leur étaient reprochés en France (un hold-up à main armée) étaient justiciables à l'époque de la prime de mort. Le troisième, malheureusement arrêté lundi, appartient comme les précédents au milieu lyonnais. Il s'agit d'un certain Marcel Jili, que l'Agence de presse italienne ANSA présente comme lié peut-être à l'assassinat du juge français Pierre Michel.

● Voiture contre adolescents : à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, a été fauché par une voiture dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 août à Plogonville dans le Finistère, alors qu'il longeait une route non éclairée. Trois jeunes gens, dont un mort, ont été tués sur le coup. Six autres ont été grièvement blessés mais leurs jours ne paraissent pas en danger.

Un appel de Mme Georgina Dutoix en faveur des enfants mariés

Le parquet d'Evry (Seine-et-Marne) a ouvert, lundi 23 août, une information en procédure criminelle pour déterminer les causes et les circonstances de la séquestration pendant sept ans, par ses parents, de David Bissou, douze ans, dans un placard à Neuilly-sur-Marne, puis à Brétigny-sur-Orge (Essonne) (Le Monde du 24 août).

M. Norbert Gurtner, juge d'instruction, a interrogé la mère de David, Françoise Bissou, ancienne pupille de la nation, caissière de magasin, et son ami Claude Chevet, directeur commercial d'un magasin à grande surface à Dourdan (Essonne).

Is ont été inculpés de violences à enfant et coups et blessures et écroués à la prison de Fleury-Mérogis. Les grands-parents paternels et maternels de l'enfant devront être également entendus. L'interrogatoire de David Bissou, âgé de douze ans, pour lequel, pendant tant d'années, l'enfance de David ne s'est pas inquiétée.

En outre, également les médecins et l'assistante sociale de l'hôpital Saint-Camille à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) où David a été hospitalisé pendant un mois en 1980 n'ont pas alerté les pouvoirs publics. L'enfant portait alors des brûlures suspectes au doigt.

Mme Georgina Dutoix, secrétaire d'État chargée de la famille, a souligné à propos de cette affaire « que les termes de la loi les médecins, enseignants et travailleurs sociaux ayant à connaître dans l'exercice de leurs fonctions des violences commises sur les enfants, sont tenus d'en informer les autorités administratives et judiciaires ». Le directeur de l'hôpital Saint-Camille et le médecin chargé du service des enfants malades devront être également entendus par M. Chevet. Le secrétaire d'État a ordonné une enquête de l'inspection générale de l'action sociale (IGAS).

● RECTIFICATION. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 23-24 août, M. Vicken Tcharkhutián, un Arménien dont les États-Unis réclament l'extradition, a bien fait l'objet d'un arrêté d'expulsion après le refus de la cour d'appel de Paris d'autoriser cette extradition. Cet arrêté d'expulsion a été pris le 18 août.

Les effets p

Les effets p... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

LES DURETÉS DE LA VIE

Les duretés de la vie... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

SPORTS

Mme AVICE DEMANDE DE PARTICIPER

Mme AVICE DEMANDE DE PARTICIPER... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

DE PARTICIPER

DE PARTICIPER... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

LONGUEMENT
rotationnaires libanaises
enquêteurs

LES JEUNES ET LA VIOLENCE

Les effets préventifs de l'opération anti-été chaud

Dans les cités des banlieues de grandes villes à population en majorité d'origine maghrébine, l'été est traditionnellement le pire moment du désœuvrement pour tous les jeunes qui ne peuvent pas partir en vacances. Cette année, tant l'Etat que les municipalités ayant connu l'an dernier des flambées de violence — notamment les communes de l'Est lyonnais — se sont mobilisés pour que l'été 1982 ne soit pas un été d'abandon pour ces jeunes.

Dix ministères ont uni leurs efforts pour cette « opération anti-été chaud ». Coordonnée par le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale (« le Monde » daté 16 juin et 14 juillet), elle devait permettre à certains jeunes de partir, aux autres d'être occupés dans leur banlieue pendant tout l'été. Sur les communes de l'Est lyonnais, elle était préparée depuis

la fin de l'été 1981 au cours duquel quelque deux cents voitures avaient été incendiées, en majorité à Vénissieux. L'action des ministères s'y est appuyée sur les projets des municipalités ainsi que ceux du département du Rhône et du conseil régional.

Chacun est conscient que ces animations d'été, si elles ont permis d'éviter la violence née de l'ennui, ne sont qu'une « goutte d'eau » qui ne saurait tenir lieu de véritable politique en faveur des jeunes. C'est pourquoi une action à plus long terme, dont les opérations de l'été ne sont que la première étape, a été engagée dans les huit communes de l'Est lyonnais. Elle comporte non seulement des programmes d'éducation populaire ou d'animation sportive, mais surtout vise à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans.

Si l'action quotidienne est indispensable et constitue la seule vraie garantie de la fin des « étés chauds », le gouvernement a,

cependant, voulu marquer cet été de symboles, l'armée de terre, après un accord avec le ministère de la défense et celui des affaires sociales et de la solidarité nationale, a offert dix stages à caractère sportif à des adolescents pendant les mois de juillet et août. Le ministère de l'intérieur a organisé avec M. Gilbert Trigano, président-directeur général du Club Méditerranée, un camp dans l'Ardeche, où trois cent quarante enfants des banlieues de Lyon et de Marseille, âgés de huit à quatorze ans, sont accueillis pour un mois depuis le 28 juillet.

On ne saura qu'à l'heure des bilans, cet automne, si tout cela a été autre chose que de la poudre aux yeux, un moyen de s'acheter un peu de bonne conscience le temps d'un été, si vraiment le pouvoir et tous ceux qui s'occupent des jeunes de ces banlieues ont décidé de troquer le discours contre l'action.

EN ARDÈCHE

Les gentils membres de la colo Defferre-Trigano

De notre envoyée spéciale

Saint-Jean-le-Centenier (Ardèche). — Elles sont là, sur le grand terrain à droite, quand on descend du village le long de la route en collant le nez aux vitres, rouges, vertes et bleues de ce que tout le monde appelle désormais « la colo Defferre-Trigano ». Là, depuis le 28 juillet, trois cent quarante jeunes des banlieues de Lyon et de Marseille, âgés de huit à quatorze ans, passent les mois de vacances qu'ils n'auraient pas eus. Saint-Jean-le-Centenier, cinq cent quarante-quatre habitants, a presque doublé sa population (plus de cent personnes travaillent au camp).

Avant même l'arrivée des enfants, le camp, monté en quelques semaines, était devenu le lieu d'un « défi » de journalistes et de personnalités diverses. Selon son idéologie, chacun venait y conforter sa bonne conscience ou attiser sa malveillance.

En dépit des résistances qu'on peut garder sur le principe d'une concentration de trois cent quarante enfants en un même lieu, sur l'immensité des moyens mis en œuvre pour cette seule opération et sa transformation en « coup » publicitaire, il est impossible de ne pas reconnaître l'effort et le courage de ceux qui ont travaillé, avec intelligence et enthousiasme, à la réussite de ce projet.

Les vingt-sept employés du Club Méditerranée mis à la disposition du camp par le P.D.G. du club, M. Gilbert Trigano, ont fait la preuve de leur parfaite maîtrise technique de l'organisation. Mais surtout ils ont su affronter, avec patience, des enfants qui ne sont jamais de « gentils membres » (G.M.) du club.

Les premiers jours, aux repas, les coups aussi. Les Lyonnais et les Marseillais se chamaillaient, se querelaient, se disputaient pour régler leurs comptes. « Si y a un racisme ici, ce n'est pas notre faute », nous ont dit les animateurs, M. François Lefort, un

prêtre qui travaille avec les immigrés depuis des années. Puis les enfants ont vite compris que la nourriture d'Alex, celui qui forme tous les cuisiniers du club, valait mieux qu'être transformée en projectiles. « Ça oui, c'est bon ce qu'on mange », dit Houdine, dix ans, d'origine algérienne. « Et les coups ? » « La bagarre, la bagarre, c'est les moments où on se bat », selon Mustapha, quatorze ans. Nous, on se cogne un peu, c'est tout. C'est normal, non ? »

Malgré les inévitables grincements, le camp est une réussite. Mais si le camp est une réussite, il n'est quand même qu'un petit coin de rêve vite cassé si on parle avec les « grands », ceux pour qui la rue n'a déjà plus de secrets. Ringuo, Mustapha et Hassan ont tous trois quatorze ans. Ils sont Marseillais, avec un bel accent, mais tous trois fils d'immigrés. Ils habitent la Cayole, Bassens et les Nèrdes, des cités devenues ghettos. A Bassens, l'extrême droite a posé des bombes « pour en finir avec les rats », le père de Mustapha, avec d'autres hommes en armes, contrôle désormais tous ceux qui veulent entrer dans la cité.

Le quotidien de Mustapha, Ringuo et Hassan, c'est le vol, la colle qu'on rend, la prostitution. « Pas moi », dit Mustapha, je vais pas avec les pédés, mais je connais des types de mon âge qui le font. Ils ont toujours de l'argent. Je connais une mère qui le fait. Et puis, chez nous, il y a

aussi plein de proxénètes. Tu les vois, ils sont bien habillés. Mais tout ça, c'est confidantiel. La colle, ils en ont rendue sous les trois. Hassan quelques fois seulement, car « ça donne mal à la tête ». Mustapha, pendant plusieurs mois, et il en prendra « peut-être encore en revenant » : Ringuo, lui, a « arrêté » au bout de trois mois, après « avoir eu un type de quinze ans qui est devenu tout maigre. Et moi, je ne veux pas devenir maigre ».

Ringuo a juste les rondeurs qu'il faut, une jolie tête et un regard brillant, de beaux cheveux bouclés et une démarche certaine. Il a volé pour « habiller » bien. Il a été arrêté une fois. Pour racket sur un plus grand. Il a dormi une nuit à l'hôtel de police. « Ils m'ont frappé, dis ! Et quand j'ai demandé une couverture, ils m'ont dit : « crève ! » Ringuo a un air d'enfant froissé. Mais les rapports humains sont si inextricables qu'il habite, la terreur est tellement installée que le jour où il a brandi un pistolet d'alarme sous le nez d'une boulangère, elle lui a donné la caisse.

De retour à la Cayole, va-t-il recommencer à voler ? Si l'ai besoin d'argent, oui. A la rentrée, il va « passer du perfectionnement » au LEP pour apprendre à conduire, mais je ne sais pas si après il y a du boulot. Dans le discours de Ringuo, il y a toutes les limites de l'opération Defferre-Trigano. Si chacun rentre dans sa banlieue avec quelques souvenirs de jeux sur ordinateurs et des tee-shirts publicitaires pour retrouver la solitude et l'absence de tendresse

— « ma mère, dit Ringuo, elle s'inquiète si je rentre pas pendant cinq ou six jours, mais un ou deux, elle s'en fait », elle sait que je suis ici ou là », si rien n'est fait pour répondre aux espoirs, aux désirs d'attention qui naissent à Saint-Jean-le-Centenier, ce camp aura été peut-être, plus qu'inefficace, néfaste.

JOYANE SAVIGNEAU.

DES « DURS » DEVENUS SAGES

Quand Vénissieux ne fait plus la « une »

De notre envoyée spéciale

Vénissieux. — « Tiens, c'est marrant de te voir là, dit Mohamed, des Minguettes. Cette année, les journalistes, ils viennent pas. Quand ça ne brûle pas ça ne les intéresse plus. » Il est vrai que, en cet été 82, la ZUP de Vénissieux (Rhône) ne fait plus la « une », et que les rares voitures incendiées l'ont été en majorité pour des escroqueries à l'assurance. Personne n'est venu payer des jeunes Maghrébins pour montrer ce qu'ils ont appris au karaté ou à moto, comme on l'avait fait pour les photographier en train de brûler des voitures.

Certains même ont affirmé qu'on avait « anesthésié » Vénissieux. « Mais c'est avant que ces jeunes étaient anesthésiés, désarmés », répondent M. Marcel Nouri, responsable du service municipal de la jeunesse (S.M.J.), et Joseph Navarro, adjoint chargé de la jeunesse et des sports. Cette année, il est devenu moins facile de se tailler une réputation de héros en faisant quelques rodéos devant les caméras et les petits frères. Les caméras ont disparu, et les petits frères passés. Les journées au gymnase ouvert jusqu'à 10 heures du soir, avec Philippe, Alex et Jean-Pierre, tous trois moniteurs de sports et C.R.S. « Mais pas des vrais, selon Djamil, dix ans, car, eux, ils font tout ce qu'on veut. Ils sortent à vélo avec nous. On les aime bien. On voudrait qu'ils restent toujours. »

Eux retourneraient volontiers aussi avec ces enfants « auxquels on s'est beaucoup attachés », explique Philippe, trente ans. Ce sont des enfants légers, désarmés. On le voit tous les jours à de simples détails : des petits de trois ans viennent à l'ouverture, à 15 h 30 et font la fermeture, à 10 heures du soir. Ils vivent dans la rue dès leur plus jeune âge. Ils n'ont pas des chaussures comme tout le monde. Ils portent un t-shirt. A la fin de l'été, après le 15 septembre, il n'y aura personne pour prendre notre relais, et ça nous chagriner. »

Aux « grands » on a donné aussi l'occasion de s'affronter à

l'image de « durs » qu'ils veulent montrer d'eux-mêmes. Au parachutisme, par exemple, beaucoup sont partis en roulant des épaules et sont redescendus, avec l'avion. De même, au karting les 80 kilomètres/heure de pointe leur semblaient « ridicules ». Mais après le premier virage et le premier tête-à-queue, le pied devenait léger sur l'accélérateur, léger à faire caler le kart.

Cent mille jeunes

Dans les neuf communes de l'Est lyonnais, — dont Vénissieux — où ont été organisées ces animations, plus de cent mille jeunes y ont participé chaque jour. « En tout, on aura touché cent mille jeunes ; presque tout le monde », indique l'un des responsables, M. Philippe Desigaud, conseiller technique et pédagogique à la direction départementale de la jeunesse et des sports. Un succès donc. Mais surtout on entend de la part des jeunes le même discours : « Si c'est seulement pour qu'on se tienne tranquille pendant l'été, c'est dur », ou « si ça continue pendant l'hiver, ça sera super, sinon c'est dégoûtant ».

A Vénissieux, la municipalité communiste affirme que « tout cela continuera car on ne peut pas revenir en arrière ». Tout en sachant que la déception risquerait d'être à la mesure des désirs créés pendant l'été, les élus ne se contentent pas de dire, « car les jeunes vont venir dans les structures », précise M. Navarro, et les structures sont suffisantes pour les accueillir, même si les équipements, eux, sont insuffisants.

Mais septembre arrive, ramenant le vrai problème de ces jeunes : le chômage — 35 % des chômeurs de Vénissieux ont moins de vingt-cinq ans — et avec lui une délinquance qui s'appuie non sur un désarmement mais sur une absence d'insertion sociale. « Et à cela, tu crois que pour nous, avec nos gueules d'Arabes, quel qu'un a la réponse ? », conclut Mohamed. — Jo. S.

SPORTS

CYCLISME

Mme AVICE DEMANDE AUX PROFESSIONNELS FRANÇAIS DE PARTICIPER AU CHAMPIONNAT DU MONDE

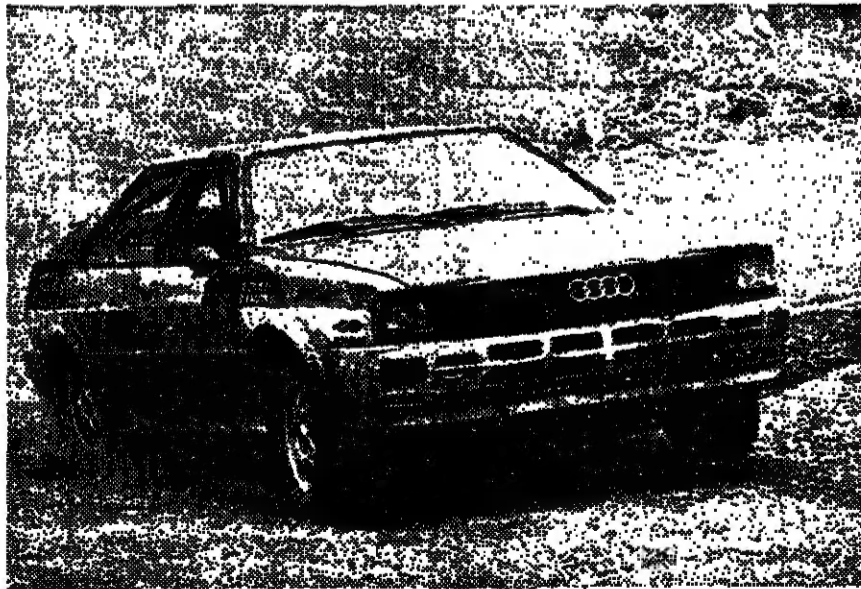
Après avoir reçu M. Lucien Bailly, directeur technique national du cyclisme, à propos du conflit qui oppose les professionnels français à la Fédération à la suite du contrôle antidopage du critérium de Callao (le Monde des 18 et 19 août), Mme Edwige Avic, ministre de la jeunesse et des sports, a demandé aux coureurs, dans un communiqué publié le 23 août, de « participer au championnat du monde de Goodwood (5 septembre) pour y défendre les couleurs françaises ». Sans remettre en cause les contrôles antidopage, le communiqué rappelle les travaux menés actuellement par le ministère : — Installation d'un système médico-sportif plus complet, et notamment d'un suivi médical adapté aux modalités spécifiques de la profession cycliste. Ce thème sera examiné au cours d'une réunion interministérielle sur la médecine du sport fixée en septembre, à laquelle partici-

peront, outre les ministères du travail et de la santé, les ministères concernés ; — Examen des conditions de travail des cyclistes professionnels en liaison avec la Fédération et les employeurs.

Les coureurs devraient prendre une décision au sujet de leur participation au championnat du monde jeudi 26 août, à Nemours. On est prévue la prochaine assemblée générale de l'Union nationale des cyclistes professionnels.

Sans attendre cette réunion, M. Bailly a communiqué, le 23 août, la composition de l'équipe de France : Régis Clère, Bernard Hinault, Marc Madiot, Pascal Poissot, Laurent Pipon, Gilbert Duclos-Lassalle, Jean-René Bernaudeau, Pascal Simon, Bernard Vallet, Eric Dal'Armelina, Marc Gomez, Raymond Villenave. Remplaçants : Hubert Linard, Jacques Michaud.

RIO BRAVO!



Audi Quattro 1^{re} au rallye du Brésil.
Une victoire de plus pour Michèle Mouton
et Fabrizia Pons dans ce
Championnat du Monde
des rallyes.

Encore bravo.

LA TECHNIQUE EST NOTRE PASSION.



SPECTACLES

théâtre

Bouffes Parisiens (296-97-03), 21 h : *Dis-ble d'homme*.
Comédie Caennaise (12-43-41), 19 h : *Reviens d'ailleurs* (J. Elie).
Comédie de Paris (251-00-11), 22 h : *Les Amours de Jacques le Fataliste*.
Danone (261-69-14), 20 h : *La vie est trop courte*.
Espace Galté (327-53-94), 20 h 30 : *Le Flaqueur*.
Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : *La Mouette*; 22 h 30 : *La Tour mystérieuse*; le Philodèle vol-d'ant.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : *Archie* François.

Le music-hall

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : *Archie* François.

Jazz, rock, pop, folk

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : *Archie* François.
Le Petit Théâtre (278-59-81), 20 h 45 : *Parus* France.
Le Petit Théâtre (278-59-81), 20 h 45 : *Parus* France.
Le Petit Théâtre (278-59-81), 20 h 45 : *Parus* France.

Les festivals

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (252-22-55)
 Église Saint-Merri, 18 h 30 et 20 h 30 : *Les Chansons de la Défense* (J. Elie).
 A. Turco, sol. A. Turco, sol. A. Turco, sol.

Rencontres du Carreau Temple

Rencontres du Carreau Temple (274-46-42)
 Carreau du Temple, 18 h : *Atout Cœur*; 20 h : *Mélorane Ma Non Troppo*.

Musique de la Défense

Musique de la Défense (279-00-15)
 Fontaine Agnès, 18 h 30 : *Ballot d'œuf*; 20 h 30 : *Œuf de la Défense*.

Festival de Sceaux

Festival de Sceaux (660-67-79)
 Fontaine Agnès, 18 h 30 : *Ballot d'œuf*; 20 h 30 : *Œuf de la Défense*.

En Région Parisienne

En Région Parisienne (278-59-81), 20 h 45 : *Parus* France.
En Région Parisienne (278-59-81), 20 h 45 : *Parus* France.
En Région Parisienne (278-59-81), 20 h 45 : *Parus* France.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 704.70.20 (lignes groupées)
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 24 août

cinéma

La Cinéma-thèque

CHAPLOT (704-24-24)
 15 h : *Hommage à Pierre Brasseur*; 20 h : *Le mari rêvé*, de R. Capallani; 19 h : *Le Fureur*, de R. Capallani; 21 h : *Rise and Shine*, de A. Dwan.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
AMOUREUX POU (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
AMOUREUX POU (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.)

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

APRÈS LA NOUVE

Mme Cottu :

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

Quinze mois d'

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

« Les missions essentielles »

Toujours l'attente

■ Les missions essentielles »

Interrogée ensuite sur l'esprit dans lequel elle comptait aborder les missions de la Haute Autorité, Mme Michèle Cotta a répondu que celles-ci étaient « multiples ». « La première, qui est la plus importante, est de garantir et de veiller à l'indépendance du service public de la radio et de la télévision. La deuxième mission est le pluralisme. La troisième concerne la diffusion dans les programmes des opinions et des multiples points de vue du grand public et l'accessibilité. Je me suis posé ces trois missions essentielles : c'est à celles-là en tout cas que nous allons nous atteler en priorité. Reste ce qui est à mon avis essentiel et ce par quoi tout commence, qui est la transmission des programmes à l'audience. Nous sommes l'audiovisuel public. Nous allons, aussi, nous en occuper très vite. »

■ **On verra l'usage »**

Du côté des syndicats, après le communiqué pour le moins prudent, en tout cas « attentiste », publié par la C.F.D.T. (*Le Monde* du 24 août), on ne fait, à F.O. comme à la C.G.T., aucun commentaire. Au S.N.J. (Syndicat national des journalistes), où l'on craignait surtout de voir surgir des « salonnards », « Pas de commentaire négatif, dit-on. Plus les membres sont des personnalités respectables et respectées. Il est de bon essence qu'il y ait deux journa-

« **Marcel Huari et Daniel Karlin sont politisés** », « **l'institution est-elle pour lui « le reflet d'une décision politique** », M. Vivien admet que les membres des compétences techniques sont professionnels, « **l'entreprise, dit-il, dépendra plus de leur « force », que de leur « colonne vertébrale** », que de leur « **qualité intellectuelle** », « **toutefois, dit-il, les compétences techniques, dans ce sens général, « ce n'est qu'un usage que l'on pourra lui faire** ».

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

La première tâche de la Haute Autorité sera, bien sûr, de désigner les présidents des différentes sociétés de radio et de télévision issues de la « loi Fillioud », et en

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 25 AOUT

- TF 1 présente **■ ■ ■ ■ ■** spéciale du journal de 20 h en direct de Jérusalem.

Échappement neuf.
Appel 07 32 32 (708 32 32)
MIDAS
40 centres en France

Mercredi

20 h 35 **Cinéma** : Jeff.
Film français de J. Herman (1968). A.A. Dekin, M. Dore, G. Ronquier, M. Garrel, F. de Paugusse, A. Medina (prof.).
« Une femme (une jeune fille) se découvre, avec, sous un *hold-up*, Ses complices le considèrent comme un traître. Un seul lui garde son amitié et sa confiance ; il part à sa recherche. Mais la jeune fille est morte. La réalisation malgré l'interprétation d'Alain Delon, on ne peut que s'intéresser à ce produit typique de la « série noire » française, à ses situations et personnages conventionnels ».

21 h 05 **Journal**.

22 h 35 **Encyclopédie audiovisuelle du cinéma**.
Présentée par C.-J. Philippe (prof.). Sacha Guitry, l'un des cinéastes les plus connus de son film.

23 h 05 **Prélude à la nuit**.
Récital de R. Bignu.

24 h 15 **Le grand malin** de A. Schwaninger.

FRANCE-CULTURE

21 h, L'homme et la fin des temps : Les mouvements millénaristes.

22 h, Encore... encore.

22 h 30, La crise aux costes : Contes et rencontres à Vannes (à la suite).

23 h 30, Montaigne : « Kyrie » et « Gloria » de Schubert, par l'Academy of Saint-Martin in the Fields.

FRANCE-MUSIQUE
20 h 30. Concert (en direct de l'Auditorium de Brém). **Réclinal J.-C. Pennetier :** « Sonate en ut », de Haydn ; « Quatre impressions », de Schubert ; « Trois pièces », de Schoenberg ; « Klavierstücke », de Stockhausen ; Images du 2^e cahier : la cathédrale engloutie, de Debussy.
22 h 15. La nuit sur France-Musique. Studio de recherches musicales : œuvres de Schwarz ; 23 h, Musique de nuit ; 23 h 35, Jazz-Club.

12 h ■ Feuilletton : Trois mâles pour l'aventure.
13 h Journal.
16 h ■ 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.
16 h ■ Croque-vampe.
18 h ■ 25 Série : Marthes Sandorf.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Encore des histoires.
19 h 53 Tirage du lotto.
20 h Journal.
20 h 35 Il était une fois la télé : Vipère au poing.
Daphné B. Bézin, adaptation de J.-L. Bory, résl. F. Card
avec Guy Marchand, G. D. Delisle (rédlr.).
Pour Alice Sapat transformée en Folcoche et dans
notamment à son tour ces personnages de noirs odieux avec
adoucissement de filz.
22 h ■ Jacques Favest d'Antibes.
Réal. J.-C. Arruty.
Aut. Maitl spécial, avec B. Goodman, S. Hamill
W. Vaché, C. Fleury, P. Flanigan.
22 h 30 La jeune cinéma français de co
médias.
L'Age de l'abnne. d'A. Trucot.
23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : ■ ■

10 h 10 **A.N.T.I.O.P.E.**
11 h 12 **Journal.**
12 h 15 **La vérité est au fond de la marmite.**
Journal de l'actualité.
13 h 35 **Série : Les Arpena vorta.**
14 h **Le livre de nos amies les bêtes.**
14 h 55 **Série : L'Age de cristal.**
15 h 50 **Sports.**
Cyclisme : Championnat du monde ; Patinage artistique.
16 h 30 **Récré 2.**
17 h 30 **Journal.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Dessins animés.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Le grand échiquier.**
De J. Chancel, directeur de l'énergie.
*Pourquoi son tour du monde, Jacques Chancel s'est
sur la colline dominant la capitale congolaise, et
l'annonce et magnéfique dans - dans la traversée
rapide de l'océan, le monde de l'océan, le monde
offense. On est invité quelque mille artistes du
Bartok et Kodaly, de nombreux orchestres, y compris*

23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 **Journal.**

19 h 20 **Émissions régionales.**

19 h 40 **Pour les jeunes.**
Pachofol, Rotacé.

19 h 55 **Dessin animé.**
Il était une fois l'homme.

20 h **Les Jeux de l'éco.**
(A Narbonne.)

20 h 35 **Téléfilm : Les deux dames.**
D'après V. Baum. ■ W. P. ■ Y. Fol
A. Jones, W. Roudsach, E. Deutinger.
Salkamertur dans les années 20. Un stolone au

image devient professeur de natation. Mais ses amours sont

22 h ■ **Journal.**
h 05 **Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.**
Une série de J.-C. Philippe (réf.). Le clavier des dialogues. *Moins connus du public, les dialoguistes comme Henri Jeanson, Charles Spaak, Jacques Prévert ou Jean Aurenche ont donné pourtant au cinéma des années 30, 40, 50 un style particulier.*
23 h ■ **Prélude à la nuit.**
Récital Bruno Rigutto.
Scènes d'enfants, opus 13, de Schumann.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, *Mordcheit Schamus*, de M. Chlodenko (et à 14 h, 19 h 25 et 23 h 50).

8 h 7, *Maximilien Coïporage* (Camino de Santiago).

8 h 8, *Les mathématiques du monde d'aujourd'hui* Cuisine et culture (Cayrou) : à 11 h 32, *Actualités*.

9 h 7, *La France dans les Archives de l'Europe* : à Prato et un Arignon.

10 h 8, *Quatre semaines de vacances à Paris* : à Bourgoin-Jallieu.

17 h ■ **Musique.**

18 h ■ **Les grands aventuriers :** Madcap de Krulcrans, imprimée-
rie de son Alexandre 1°.

19 h ■ **Panorama des Hispano-Portugais.**

20 h 30 ■ **Balade pour Carson Mac Callum ; Frankie Adams**
(redif.).

21 h 5 ■ **Xenakis.**

22 h ■ **Sienne, ville-Est :** Les papes et les saints sennois.

23 h 30 ■ **Festival d'Avignon :** Ecritures contemporaines (la
cité).

24 h 58 ■ **Géographie physique, milieu naturel et : Géomorphologie**
et l'éducation.

25 h 30 ■ **Economie et mode de vie :** Le pétrole et la rente.

26 h ■ **Cronaca - Cronaca - Cronaca.**

27 h ■ **Exercices avec Jean Wierstein.**

28 h ■ **Science et fiction (Jean Paulinot et le cinéma**
scientifique).

29 h ■ **L'homme et le fin des temps :** spomylipiques.

30 h ■ **La crise aux coques :** Contes et rencontres à Vannes
(le méchant mère).

31 h ■ **Musique :** Extraits des « Psaumes de David », de

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques de la mort : œuvres de Elgar, Mendelssohn, Respighi, Arnold, Boucicault.
- 8 h 7, Quatuorin romain.
- 9 h 15, Les fêtes des muses : Autour de Wagner.
- 12 h, Concert de musiques traditionnelles.
- 13 h 15, Jazz en vacances : Festival de La Rochelle-Jaz.
- 14 h 15, Répertoire d'été, Rensens et l'Écho de Villiers : œuvres de Schoenberg, Messiaen, Boccherini, Poulenc, Beldiceanu, Benda, Gabrielli, J.-S. Bach, Tournemire, Verdi.
- 17 h 15, Répertoire d'été : œuvres de Lutoski, Dumortier, Tournier, Le Peven.
- 18 h, Concert (en direct de l'Auditorium de l'Ecole de musique de Brès) : œuvres de Gibbons, Balkeine, Isaac, Eyck, Hindemith, Beethoven, Liszt.
- 19 h 38, Magnifique de musiques traditionnelles.
- 20 h 30, Concert (donné le 3 août en la chapelle de la Tour-d'Auvergne dans le cadre des Semaines musicales de Quimper) : symphonies de Schubert ; Concerto pour violon et orchestre de Mozart ; Concerto pour clavier de Haydn ; Suite de Pulcinella de Stravinsky, par l'ensemble de chambre de la Courte Métrage, dir. P. Cambréling, sol. C. Courtis, violon ; C. Calvez, piano.
- 22 h 15, Le jazz sur France-Musique : Studio de recherche musicale : œuvres de Cole ; 23 h, L'ouest, tunjans de :

Voilà donc connus les noms des « neur » chargés de maintenir la radio et la télévision à l'abri des pressions, les « sages » dont les pouvoirs et compétences ont été définis par la loi du 29 juillet 1982. D'eux dépendra en définitive l'image du service public. Que de discussions, d'amendements, d'événements, que de chemin parcouru depuis le 10 mai pour en arriver là. A en relire les péripé-

Dès le lendemain de la prise du pouvoir par la gauche, le débat s'est cristallisé très vite sur l'audiovisuel et, à l'intérieur de l'audiovisuel, sur le secteur de l'information. L'idée d'une II^{ème} Autorité qui ferait écran entre le pouvoir et le service a été l'objet des ■■■■ plus vives

C'est la commission Moinot qui la première a été chargée d'imaginer un système, une structure qui permettrait de couper le câble ombilical du pouvoir. En juillet 1981, sur la recommandation de M. Georges Fillioud, ministre de la communication, la commission de réflexion et d'orientation de l'audiovisuel présidée par M. Pierre Moinot est appelée à élaborer un projet de réforme qui servira de base à la grande charte audiovisuelle.

Après trois mois de réflexion, elle remet le résultat de ses travaux au premier ministre. Le texte parle d'une Haute Autorité, « une sorte d'ensemble audiovisuel », chargée de garantir l'indépendance du service public. Celle-ci est composée de neuf membres nommés pour six ans, et non révocables : trois membres sont désignés par le président de la République, trois viennent des grands corps de l'Etat (le Conseil d'Etat, des Comptes, Cour de cassation), trois sont choisis par les précédents : une moitié de neuf noms arrêtés par le Conseil national de l'audiovisuel.

Selon le plan, la Haute Autorité doit alors disposer de la plupart des prérogatives et des pouvoirs de décision détenus jusque-là par le gouvernement. Elle établit les charges, répartit et gère les fréquences, détermine les obligations particulières (elle en contrôle le respect, et en rend compte dans son rapport annuel au président de la République), arrête la charte que le Conseil élabore. Et, ce qui est très important, elle peut recommander au Parlement et au gouvernement, contrôler l'économie générale du service public (elle gère la gestion globale des ressources. Malgré les critiques aussi nombreuses que justifiées contre la composition de la Haute Autorité, telle qu'elle est envisagée par le plan, il n'est pas douteux que Maurice Maury lui « savora » les grands principes proposés par celle-ci font partie du pro-

jet de loi qui doit être soumis au Parlement à la session de printemps. Dans ce projet — le projet du 5 mars — le Gouvernement a en effet retenu la Haute Autorité, mais le nombre de ses membres et sa composition ont été changés : six membres au lieu de neuf, nommés pour six ans : deux sont choisis par le président de la République, un par l'Assemblée nationale, un par le Sénat, et les deux autres par la Cour des comptes et le Conseil d'Etat (en cas de partage des voix, celle du président de la Haute Autorité est prépondérante).

La Haute Autorité est toujours garante de l'indépendance, elle garde la fonction d'arbitrage et la plupart des prérogatives prévues par la commission (nomination des présidents des chaînes, attribution des fréquences, coordination des programmes, pouvoir déontologique), mais, et c'est un changement fondamental, elle ne prépare plus ni ne défend le budget. Les grands choix de politique industrielle et les décisions engageant largement les fonds publics ne peuvent plus parvenir que du gouvernement ou du Parlement.

La formule de six membres saute de plus vives critiques encore que celle de neuf. A gauche comme à droite, dans les syndicats comme dans les partis, on dit qu'elle ne permet pas une véritable alternance et l'on craint que les choix ne se fassent trop souvent dans le sens de la majorité. L'I.U.D.F. établit un projet. M. Jean Chuzel, sénateur (communiste), depuis parti à sa part une proposition, celle de l'Institut de France, proposant une Haute Assemblée de douze membres nommés pour six ans (trois par le président de la République, un par le président du Sénat, un par le président de l'Assemblée nationale, un par le Conseil d'Etat, un par la Cour des comptes, deux venant du monde culturel, nommés par l'Institut de France, deux élus par les usagers de la radiodiffusion, un membre de la presse, un Neuf, douze et même trente membres, il faut l'élargir, répète-t-on, il faut aussi un nombre impair pour éviter la voix prépondérante de son président.

La consultation des syndicats

Les syndicats de l'audiovisuel sont alors appelés par le ministre de la communication à faire des propositions (ou contre-propositions), communiquées le 11 mars dans un climat assez tendu. Le 13 mars, M. Georges Fillioud annonce les modifications apportées en fonction de leurs critiques. Elles apaisent en partie les syndicats.

Première modification de taille : la suppression du pouvoir déontologique de la Haute Autorité. Celle-ci n'aura plus pour rôle de définir un code professionnel, les règles applicables seront du droit com-

mun, à savoir, pour les journalistes, celles de la loi et de la convention collective. La mission de la Haute Autorité se limitera à surveiller l'application de ces règles et à arbitrer en cas de conflit. Pour le reste, ses prérogatives restent les mêmes. Le [] refuse que des usagers ou des représentants du personnel entrent dans sa composition.

Le 31 mars, le conseil des ministres adopte le projet de loi qui est rendu public le 1^{er} avril. Surprise : la composition de la Haute Autorité est le nouveau modifiée. Sur sa décision du chef de l'Etat. Elle comprend neuf membres nommés pour six mois : trois désignés par le président de la République, trois par le président du Sénat, trois par le Président de l'Assemblée nationale. Le président de la Haute Autorité est nommé par le président de la République. Caléme sur celle du Conseil constitutionnel, la composition de la Haute Autorité a pour objet d'être inattaquable par l'opposition. A priori, — ne change — les rapports de — mais elle exclut — représentants — de l'Etat.

Avant la discussion publique, la commission spéciale chargée à l'Assemblée nationale d'examiner le projet de loi modifie quelques détails : la Haute Autorité est chargée de veiller à la promotion des cultures et des langues régionales, par exemple. L'Assemblée repousse les amendements de l'opposition qui tendent à élargir les compétences de la Haute Autorité (élaboration du cahier des charges). Elle a baissé l'âge des

caigné également sa compagne, la
le 5 juillet, l'Assemblée nationale
pour l'adoption de l'exa-
men du projet de la la pu-
blicité mixte paritaire n'ayant pu
aboutir à l'adoption d'un texte com-
mun aux deux Assemblées, les dé-
putés du texte modifié par
le Sénat en première lecture, ma-
quis lui apportent plusieurs retou-
ches.

Le 27 juillet, enfin, le
constitutionnel estime le
la Constitution, sauf en
ce qui concerne l'ordre me-
le (1) réponse aux personnes mo-
à but lucratif. La loi sur l'au-
diovisuel a promulgué le 29 juil-
let. Le président de la République,
le président du Conseil, le minis-
tre et celui du Sénat ont alors un
pour désigner les membres de
la Haute Autorité.

CATHERINE HUMBLLOT.

| | large | large T.T.C. |
|-------------------|--------|--------------|
| D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. CAPITALUX | 140,00 | 164,64 |

ANNONCES CLASSEES

| | large | large T.T.C. |
|--------------------|-------|--------------|
| ANNONCES ENCADREES | 40,00 | 47,04 |
| OFFRES D'EMPLOI | 11,00 | 14,10 |
| D'EMPLOI | 31,00 | 36,45 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |
| Dégradations | | perutions |

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CARRIERES BANCAIRES
POUR FAIRE FACE AU RAPIDE ESSOR
DE SON RESEAU INTERNATIONAL,
UN GROUPE BANCAIRE DE 1ER PLAN
recherche des
EXPLOITANTS CLASSE VI ou VII
• Diplômés I.I. ou I.T.S.
• Anglais courant.
• possible, expérience moyenne
• Disponibles pour postes à l'étranger (3 ans minimum)
Adresser lettre C.V. sous réf. 5124/AT à :
M. VICAN 57, boulevard Jourdan
75000 PARIS CEDEX 14.

SOCIETE D'EDITION
recherche
PROGRAMMEUR
matériel IBM
Un an d'expérience minimum
Langages : COBOL - CICS - DL1
Lieu de travail : Banlieue Sud
(15km Paris par autoroute)
Restaurant d'entreprise
Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo
sous no 42802 à CONTESSE Publicité
20, av. Opéra 75000 PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

Animer une équipe de gestion de production dans une industrie de pointe

SNECMA
SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION
DE MOTEURS D'AVIATION
SOUTIEN TECHNIQUE / USINAGE CORBELL (91)
DES INGENIEURS
GESTION DE PRODUCTION
Les unités de production de moteurs d'avion, les verront confier :
- L'animation d'équipes chargées de la mise au point de nouveaux systèmes d'information.
- L'animation d'équipes chargées de la mise au point de valeurs d'exploitation, ainsi que les aspects de gestion et de maintenance des procédures, gestion du personnel.
Ces postes les intéressent :
- Les postes les intéressent : les ingénieurs de production demandent une expérience en gestion de production, ainsi qu'une connaissance de la gestion et de l'organisation de la production ayant déjà acquis 3 à 5 ans pratique de la production.
Adresser lettre C.V. sous réf. 43134, Département Encadrement
2, boulevard Victor 75000 PARIS CEDEX 15, sous réf. 43134

Etablissement Financier
EN FORTE EXPANSION
SPÉCIALISTE DE LA P.M.E.
Personne autonome capable, sous l'autorité du Responsable de l'unité, d'assurer l'entière responsabilité commerciale d'une partie de l'EST de la France.
ATTACHÉ (E) DE DIRECTION
dominante commerciale
La responsabilité du Responsable Région, rechercher, insérer, signer des contrats d'affacturage au sein de l'équipe PARIS-ILE-DE-FRANCE
PROFILS :
L'approche des P.M.E., leur analyse sous l'angle du risque et la négociation des contrats.
Les candidats doivent être capables d'assumer des responsabilités de chefs d'entreprise, d'experts-comptables, Banquiers...
PROFILS :
Le candidat doit être diplômé d'enseignement supérieur, posséder une formation comptable, commerciale ou commerciale acquise au cours de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle pour le premier poste et 3 à 5 ans pour le second, dont si possible une partie comme exploitant dans le secteur bancaire.
Lieu de résidence souhaité :
PARIS ou EST de la France pour le premier poste.
PARIS pour le second.
De fréquents et courts déplacements sont à prévoir.
Envoyer C.V., photo et prétentions à :
FACTORY LIAISON
Service du Personnel, Tour Maine-Montparnasse
75734 PARIS CEDEX 15.

UNILOG
Les 400 professionnels dans tous les domaines de l'ingénierie informatique renforcent les équipes de la filiale Finance et recrutent des
ingénieurs débutants
ou des diplômés de l'enseignement supérieur (niveau troisième cycle ou minimum).
Leur intégration à des équipes travaillant en relation étroite avec nos clients sur des projets d'information bancaire sera précédée d'une formation de 3 semaines comprenant le 1er semestre de l'année.
Leur évolution ultérieure au sein d'UNILOG leur permettra d'aborder des domaines très diversifiés et d'acquiescence en permanence leurs connaissances.
Un dossier de candidature est à adresser sous référence 458 à UNILOG - 9 rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris - Membre de Syntec Informatique.

CAMPENON BERNARD
C.A. 5 Milliards - 17.000 personnes
recherche
JURISTES CONFIRMES
ayant, outre une solide formation de base, une expérience de plusieurs années acquise dans l'un ou l'autre des domaines suivants :
contrats internationaux (Réf. 3001)
Assistance juridique des responsables opérationnels de leurs entreprises, en particulier à l'étranger (préparation, négociation, gestion des contrats, contentieux). La pratique de l'anglais est obligatoire et celle de l'espagnol est souhaitée.
assurance construction (Réf. 301)
Détermination des risques, participation à la souscription des polices et plus généralement gestion des sinistres à la responsabilité d'assurance, qu'ils soient ou non.
marchés publics (Réf. 302)
Assistance des responsables opérationnels de la gestion contractuelle des marchés publics de droit français. Il interviendra également dans la gestion des contrats étrangers dont le droit s'inspire du système français.
Ces postes sont à pourvoir au Siège de la Société à CLICHY.
Envoyer CV, photo et rémunération sous la référence 458 à l'attention Monsieur BOLON, CAMPENON BERNARD
11 Boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

L'Administration centrale
du Ministère de l'Economie
et des Finances
recrute
UN INFORMATICIEN
Ayant 3 à 5 années d'expérience sur grand système. Le candidat retenu sera intégré (après formation complémentaire si nécessaire) dans une équipe système.
- maîtrise informatique ou expert en traitement de l'information ou équivalent.
Adresser un C.V. détaillé et prétentions sous n° 242.185 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 2.

TRAVAUX PUBLICS PARIS
Cadre administratif et comptable
Nous recrutons une entreprise de B.T.P. de premier rang (C.A. 3 milliards) réputée tant pour la qualité de ses réalisations que de son management.
Pour l'une de nos importantes Directions (C.A. 500 MF), nous proposons un poste de Responsable de l'Administration, de la Comptabilité et du Contrôle du personnel. Rattaché au Directeur, il assure ses fonctions en liaison avec les Services fonctionnels du Siège et dirige une vingtaine de personnes.
Nous souhaitons recruter un cadre de formation supérieure, d'environ 30 ans, ayant une partie de l'expérience professionnelle nécessairement en lien avec les Travaux Publics.
Traitement confidentiel
Merci d'écrire, en précisant la référence 2006 à No 2006 COFAP 40, de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE
Filiale du Groupe THOMSON
recherche pour son
SERVICE MAINTENANCE
20 AGENTS
TECHNIQUES
ELECTROTECHNICIENS
Les candidats auront une formation minimum B.T.S. ou AFPA Automatismes ou électrotechnique, et BTS ou DUT Génie électrique.
Ils seront soumis à des obligations militaires.
Les postes sont à pourvoir en région parisienne et province, avec des contraintes d'horaires et déplacements fréquents.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 43146 au Bureau du Personnel B.P. 111
92011 SAINT DENIS Cedex 1

Société d'études associée à groupes industriels importants recherche pour le département
INGENIEUR
GRANDE ECOLE
Contrôle, Sup. Sup. Sup. Adm. ESAM.
Env. par C.V. et photo, sous n° T 084.992 M. R. PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BANQUE ÉTRANGÈRE CHAMPS-ÉLYSÉES
RESPONSABLE
DÉPARTEMENT CRÉDITS
- Environ 35 ans ;
- Expérience indispensable au même poste ;
- Formation supérieure ;
- Anglais.
Envoyer candidature détaillée, photo et prétentions sous n° T 035058 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

BATIMENT ARABIE SAOUDITE
Nous recrutons une Entreprise de B.T.P. de premier rang (C.A. 3 milliards).
Pour compléter l'équipe de notre Agence de RIYADH, nous proposons des postes à des spécialistes expérimentés et qualifiés.
COMPTABLE QUALIFIE
Sous l'autorité du Responsable Administratif et Financier, il prend en charge les opérations comptables de l'Agence et de ses chantiers. (Réf. 1507)
RESPONSABLE ACHATS
C'est un technicien expérimenté en achat de matériels et équipements du bâtiment ou des Travaux Publics qui connaît bien les questions de transit. (Réf. 1507)
Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer rapidement des spécialistes ayant nécessairement une expérience de l'étranger et parlant anglais. Discretion garantie.
Merci d'écrire, en précisant la référence N° 22444 COFAP 40, de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

Pour faire face à un développement rapide, Bureau-Marsatier
3 CHARGES (E) DE BUDGET.
Ces futures responsables auront une expérience professionnelle de 3 à 5 ans ou 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la comptabilité, de la gestion d'un budget, de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie. La connaissance de l'anglais sera appréciée ainsi que l'expérience dans l'un des domaines suivants :
- médical/pharmaceutique ;
- produits industriels ;
- institutionnel/grande consommation.
Descriptif des postes sur le plan mondial, l'un des postes de la profession en France, Bureau-Marsatier se caractérise par la jeunesse et le dynamisme de son équipe, son approche pragmatique et rigoureuse du métier de la communication et la volonté d'offrir à ses collaborateurs un rôle actif dans l'évolution de l'agence.
Envoyer votre candidature sous le nom de l'attention de
CHRIS FISHER - BUREAU-MARSATIER
88, avenue de la République - 75008 PARIS.

Cii Honeywell Bull
pour s'intégrer aux équipes
chargées du développement de ses futures
gammas d'ordinateurs, recherche des
INGENIEURS LOGICIEL
C'est dans le domaine spécifique du logiciel de base qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs... Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits : architecture, développement, maintenance, qualification.
Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : PARIS 20^e/Louveciennes (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 125 M à Cii Honeywell Bull
PCOG021C - 94, rue Gambetta 75960 PARIS
CEDEX 20

Le Monde

économie

SOCIAL

Les projets sociaux du gouvernement

(Suite de la première page.)

Dans une économie internationale en complet bouleversement, avec un chômage qui risque de demeurer longtemps élevé, il importe de réexaminer le système d'indemnisation et de l'adapter à la nouvelle donne que constitue la politique de rigueur : si un effort est demandé aux salariés, il doit aussi être réexaminé aux inactifs ; en outre l'assurance-chômage doit davantage inciter à la recherche d'un emploi.

Autre difficulté mais aussi autre impératif, l'UNEDIC, qui finance la garantie de ressources (licenciements et démissions), doit à la fois s'adapter à l'ordonnance sur la retraite à soixante ans et aux contraintes de l'assurance-chômage. Mais des contradictions de textes décident à la va-vite qui, sauf modifications, créeraient de nouvelles inégalités entre retraités, pré-retraités et bénéficiaires du contrat de solidarité. La tâche est immense, et le C.N.P.F., s'il arrive à convaincre le gouvernement et les syndicats, sera prêt à préparer une réforme en deux étapes, un accord rapide dès l'automne et un autre plus ambitieux à moyen terme.

Deuxième objectif, aboutir coûte que coûte à des économies. Tout en réexaminant ou en réajustant des droits, voire de restituer les droits à prestations, le gouvernement, mais aussi les partenaires sociaux, admettent désormais qu'un réexamen est nécessaire. Mais les avis divergent sur le montant (5 milliards de francs d'économie comme le propose F.O., une dizaine de milliards de francs comme le suggère le C.N.P.F. ou une opération coup de poing portant les réductions à 15, voire 20 milliards de francs) et sur les modalités.

Deux approches complémentaires sont possibles. La première consiste à verrouiller les droits à prestations ou conditions de versement. Une sorte de pré-accord se dessine pour mettre fin à certaines facilités bien explicables en période de croissance : retarder le versement des allocations de 15 à 20 jours, afin de ne pas indemniser des chômeurs qui ne sont pas encore cumulent cette allocation et, au titre de leur ancien emploi, des droits aux congés payés, ce qui économiserait 2,4 milliards de francs ; retarder aussi l'attribution des allocations aux chômeurs qui reçoivent des indemnités de licenciement, ce qui pourrait réduire les coûts de 2,2 milliards de francs ; calculer l'indemnisation des chômeurs sur le salaire des douze derniers mois et non plus des trois derniers (allègement de 500 millions de francs) ; limiter la garantie de ressources à l'âge de soixante-cinq ans et trois mois, car, assez souvent, pour ce trimestre supplémentaire les personnes reçoivent à la fois retraite et pré-retraite (réduction de 450 millions de francs).

De même, la nécessité d'avoir travaillé plus de trois mois, comme

c'est le cas actuellement, permettrait d'éviter d'indemniser de jeunes chômeurs, qui, très facilement, trouvent un emploi temporaire pour bénéficier de l'assurance-chômage. Cependant cette proposition pourrait avoir des effets néfastes, certains jeunes ayant besoin, comme le note par exemple M. Bergeron, de multiplier les expériences avant de trouver leur place.

Un effort du patronat ?

Un autre volet, plus délicat, consiste à réviser le montant des prestations elles-mêmes. Cette atteinte aux droits acquis et aux conquêtes ouvrières est plus difficile à faire accepter. Mais des compromis sont possibles. A titre d'exemple, le calcul des allocations de chômage ou de garantie de ressources sur le salaire net et non plus sur le salaire brut permettrait d'économiser 4,4 milliards de francs. Quelles que soient les solutions retenues, il semble cependant acquis qu'un accroissement des recettes sera nécessaire : au moins 10 milliards de francs, soit un point de cotisation (4,6 % au lieu de 3,6 %). Les syndicats, comme la C.F.D.T., l'a rappelé à M. Mauroy, préféreront des économies limitées et un accroissement des contributions plutôt qu'une forte diminution des prestations.

Mais là encore, plusieurs pistes peuvent être empruntées. Un accroissement des cotisations des salariés dès le 1^{er} novembre, parallèlement à la création d'une contribution de solidarité, semble inévitable. Et le patronat ? Il y est toujours opposé, mais, en contrepartie des concessions acceptées par les syndicats et des garanties financières offertes par le gouvernement, notamment pour les indemnités de longue durée, un effort du C.N.P.F. n'est pas impossible. M. Chotard, défenseur convaincu de la vie contractuelle et de l'autonomie de l'UNEDIC, nous a déclaré qu'il voulait sauver l'institution. Mais, à la différence de Force ouvrière, attachée à une stricte autonomie, le C.N.P.F., qui refuse toute étatisation, ne serait pas opposé à une institution tripartite avec la présence de l'Etat si les rôles sont bien précisés.

Opérations éclatées pour la Sécurité sociale

En tout état de cause, les négociations devraient aller vite. M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, va consacrer l'essentiel de ses entretiens à ce problème. Quatre réunions paritaires entre syndicats et C.N.P.F. sont d'ailleurs prévues en septembre, et la nécessité de déposer un projet de loi explique qu'en raison du calendrier parlementaire tout le monde soit d'accord pour tenter d'aboutir à une nouvelle convention, quitte à la compléter par la suite.

La deuxième urgence qui s'impose, mais qui est moins pressante,

est celle de la Sécurité sociale. Après le plan d'économies de 10 milliards de francs, certaines mesures ne sont pas encore appliquées et posent problème (1) - il s'agit de préparer l'année 1983, pour laquelle il faut trouver 24 milliards de francs environ.

Là encore les impératifs du calendrier parlementaire expliquent la nécessité de trouver une solution avant la fin de l'année. Plusieurs hypothèses sont étudiées lors des réunions qui se succèdent au niveau interministériel. L'une des idées qui fait son chemin est de procéder à des opérations éclatées en raisonnablement, non pas sur la sécurité sociale mais sur chacune de ses branches - maladie, vieillesse, famille.

Pour l'assurance-maladie sont envisagés très sérieusement la globalisation de la maîtrise, dès 1983 des budgets hospitaliers et la création d'un forfait hospitalier (environ 30 F par jour, avec peut-être une franchise pour ne pas alourdir le fardeau des assurés les moins rémunérés). Pour les prestations familiales, une fiscalisation à la fois des recettes et des prestations pourrait être progressivement appliquée, ce qui permettrait d'alléger les charges des entreprises et de redistribuer les allocations en fonction des ressources des familles (2). Une partie de l'opposition politique n'est pas d'ailleurs tout à fait hostile à cette mesure, comme M. Roudot l'a indiqué au début de l'été au nom du Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.).

Pour l'assurance-vieillesse, il semble acquis qu'une augmentation des cotisations est envisagée en 1983 car elle serait d'autant moins mal acceptée que les Français semblent prêts à assumer les personnes âgées et à cotiser pour leur retraite. Pour faciliter l'application de la retraite à soixante ans en avril 1983, le projet de la C.G.C. - la création d'un régime tampon de soixante à soixante-cinq ans, est examiné avec attention et le montant des ressources, durant cette période, pourrait être de 65 % du salaire ou même être dégressif. Comprendre parfaitement les difficultés financières des régimes de retraites complémentaires, M. Pierre Bérégovoy nous a déclaré qu'il fallait trouver « un système intermédiaire de 60 à 65 % » : une sorte de relais qui, sous le couvert d'un nouveau régime spécial, compléterait la pension du régime général - accordée dès 60 ans en avril 1983 - sans que les régimes de retraites complémentaires - accordés à 65 ans - aient à modifier leur réglementation. En outre, une vieille idée, et même une promesse très ancienne - l'allègement des charges des entreprises de main-d'œuvre - refait surface. M. Marchelli (C.G.C.) a reçu lundi 23 août par M. Bérégovoy, une cotisation sur les machines ou la valeur ajoutée est sérieusement envisagée.

Mais le nouveau ministre, qui entend assier l'effort contributif à la maîtrise des dépenses ne fait que commencer ses consultations. Rien n'est encore décidé. Ses interlocuteurs notent cependant que son langage et son attitude marquent bien que l'heure du réalisme est venue. Comme pour les salaires, à propos desquels on veut remettre en cause l'échelle mobile, le système d'indexation des prestations sociales pourrait être révisé. M. Pierre Bérégovoy qui ne veut pas couper les liens entre les régimes (les premières étant majorées chaque année en fonction de l'évolution des seconds) étudie la possibilité d'appliquer pour les pensions la même règle préparée pour les rémunérations : des augmentations pré-déterminées en fonction des objectifs d'évolution des prix (8 % en 1983), quitte à procéder à un rattrapage, en fin d'année si l'inflation a été plus forte.

En outre certains membres du gouvernement veulent que la situation de la Sécurité sociale soit examinée régulièrement, comme l'est le budget des transports et ils entendent qu'en 1983, ou peut-être seulement en 1984, donner chaque année au pouvoir législatif le droit et le pouvoir d'intervenir en votant un budget des prestations sociales, en fixant pour douze mois l'évolution des contributions et des allocations... même si les nouveaux conseils d'administration, dont les élections auront lieu en 1983, auront eux aussi un pouvoir, mais plus décentralisé et plus quotidien, sur la gestion.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Il s'agit notamment des ressources que doivent verser les grossistes - pour les médicaments, - de la révision des prix de ces produits et de la taxation de la publicité.

(2) La décision a déjà été prise de fiscaliser l'allocation pour handicapés adultes : économie nette de 7 milliards de francs en 1983 pour la Sécurité sociale.

Agitation et revendications à Mayotte

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. - Depuis la mi-août, la collectivité territoriale de Mayotte connaît une vie sociale agitée qui contraste avec son calme habituel. Les ouvriers des services de l'équipement (environ 500 personnes) ont été les premiers, le 16 août dernier, à manifester leur mécontentement. L'Union des travailleurs de Mayotte (U.T.M.) avait lancé, pour le lundi 23 août, un mot d'ordre de grève générale.

Les ouvriers de l'équipement demandent des augmentations de salaire de l'ordre de 10 % et la prise en charge de leurs frais de transport. Le SMIC mensuel à Mayotte est de 550 F et le carburant fourni par le Service des essences des armées à la collectivité territoriale vient de connaître une augmentation de 45 %, qui a été répercutée aux prix de détail dans une proportion de 25 %. Le litre se paie 6 F à la pompe. L'administration n'a pu répondre que par la négative à la revendication principale des grévistes en invoquant un double blocage : celui, général, des revenus et celui du montant des crédits fixés annuellement au Service de l'équipement.

Les deux premiers jours de grève se sont déroulés sans incident. Mar-

credi, les grévistes ont tenté d'élargir le mouvement à l'ensemble des chantiers de l'île, mais sans succès. Après une manifestation dans Mamoudzou, la principale ville, les grévistes ont été dispersés, mercredi, par la gendarmerie qui a eu recours aux gaz lacrymogènes. Cinq manifestants ont été arrêtés puis relâchés dès le lendemain. Les enrôlés qui se sont déroulés jeudi entre les représentants syndicaux et le directeur de l'équipement n'ont pas permis de trouver une solution au conflit. Les ouvriers ont alors décidé de poursuivre leur mouvement et l'Union des travailleurs de Mayotte a lancé, samedi 21 août, un mot d'ordre de grève générale et illimitée pour le lundi suivant. Le Syndicat entendait attirer l'attention sur le fossé qui se creuse entre le coût élevé de la vie à Mayotte et le bas niveau des salaires.

On estimait lundi à la préfecture de la collectivité territoriale que le mouvement avait été « peu suivi », à l'exception des services de l'équipement où l'on a estimé la participation à 60 % des ouvriers, les cadres poursuivant normalement leur service. Des dispositions avaient été prises par le préfet, M. Yves Bonnet, pour assurer, avec le concours de l'armée, le fonctionnement des services publics : fourniture en eau, en électricité et en carburant, transports publics, hôpital, aéroport, postes et télécommunications.

HUBERT BRUYERE.

LA C.G.T. PROPOSE LE MAINTIEN D'UN BLOCAGE SÉLECTIF DES PRIX

La C.G.T. proposera à M. Mauroy le maintien d'un blocage « sélectif » des prix et la collaboration de « certains gros comités d'entreprise » au travail des services de la concurrence et des prix, au moment de la sortie du blocage, a annoncé M. Gérard Alazard, secrétaire confédéral de la C.G.T., au cours d'une conférence de presse organisée lundi 23 août à Paris, avec la Fédération nationale agro-alimentaire et forestière (F.N.A.F.).

La C.G.T. souhaite un débat sur les indices de prix, notamment celui de l'INSEE, sur les taux d'intérêt et les crédits à la consommation pratiqués par les banques.

D'autre part, la F.N.A.F. a indiqué que « les multiples actions revendicatives menées actuellement dans le secteur agro-alimentaire risquent fort de prendre une nouvelle ampleur en septembre ». La fédération invite ses syndicats « au développement des initiatives dans ce sens » et les appelle « à user de tous les moyens pour faire aboutir les revendications ». Maintien et augmentation différenciée du pouvoir d'achat des salaires, blocage véritable des prix des produits alimentaires et mesures en faveur de l'investissement créateur d'emplois.

ÉVITER LES ÉCUEILS DE L'ASSISTANCE

A travers les revendications salariales des ouvriers de l'équipement est posée la question du type de développement à mettre en œuvre à Mayotte, où une grande partie de la population vit encore de la cueillette. L'ambition de l'administration et du député, M. Jean-François Horry (M.R.G.), est d'éviter que se créent dans l'île les déséquilibres que connaissent les départements d'outre-mer : l'hypertrophie du secteur tertiaire et le développement de l'assistance.

Pour éviter cet écueil, le conseil général fait porter ses efforts sur le développement de l'agriculture et de la pêche, avec comme objectif l'autosuffisance alimentaire, tandis qu'il est proposé à l'Etat de faire jouer la solidarité nationale dans les domaines de l'éducation et de la santé. C'est ainsi qu'avant même les mesures de blocage intervenues en juin le préfet de Mayotte avait proposé la subordination de toute augmentation du SMIC à l'augmentation préalable du revenu agricole.

Chômage record en Grande-Bretagne

Londres. - Le chômage a atteint en août, en Grande-Bretagne, le chiffre record de 3 292 702 demandeurs d'emploi, soit 13,8 % de la population active, a annoncé mardi 24 août le gouvernement britannique, ce qui représente une augmentation de 102 000 (+ 13,4 %) par rapport au mois précédent. Ces chiffres du mois d'août montrent que 306 000 jeunes, juste sortis de l'école, sont sans emploi, et qu'un million de chômeurs sont des gens qui n'ont pas retrouvé de travail depuis un an ou plus. (A.P.)

ÉTRANGER

EN ISLANDE

Le gouvernement réduit fortement le pouvoir d'achat

De notre correspondant

Reykjavik. - Dévaluation de la couronne islandaise, 13 % : le fait passerait presque inaperçu dans un pays habitué à dévaluer deux ou trois fois par an pour annuler le différentiel d'inflation avec ses principaux partenaires commerciaux. Mais le réajustement de la monnaie s'accompagne cette fois-ci de mesures draconiennes qui montrent que le pays est entré dans la crise.

La coalition de centre-gauche, composée d'agriculteurs, de conservateurs dissidents et de socialistes, a décidé de réduire de 13 % le pouvoir d'achat des salariés, mais aussi des paysans et des pêcheurs. L'opération se fera en deux temps, l'augmentation des salaires étant amputée de 3 % en septembre et d'environ 10 % en décembre lors du rattrapage trimestriel des revenus.

La situation est, il est vrai, inquiétante. L'inflation, qui avait été réduite à 40 % l'an dernier, atteindra, selon toute probabilité, 60 % cette année. - Elle aurait atteint 75 à 80 % si le gouvernement n'avait pas

pris de telles mesures », a affirmé, dimanche 22 août, le premier ministre, M. Gunnar Thoroddsen.

Depuis 1974 l'Islande avait échappé à la crise. Le chômage y est toujours inconnu et l'activité est satisfaisante. Seule ombre au tableau : cette inflation galopante que les gouvernements successifs n'ont jamais réussi à conjurer.

Toutefois, en quelques mois, la situation s'est considérablement dégradée. Les prises de cabilloum, fortement diminuées, ont fait baisser le poisson au marché américain (où les Canadiens, désormais à même d'exploiter leurs ressources maritimes, font concurrence) et que le Nigeria, atteint par la mévente du pétrole, a cessé d'importer du poisson séché. Il faut ajouter la mévente de l'aluminium, dont les cours ont fortement fléchi, et la fermeture du marché norvégien aux moutons islandais, sans parler de la chasse à la baleine - l'Islande occupe le troisième rang mondial, - dont l'avenir semble condamné par les décisions de la commission internationale.

Les produits islandais se vendant mal, la balance commerciale se détériore, le gouvernement a décidé de réduire les importations en diminuant brutalement les salaires. Les syndicats, soucieux de voir survivre un gouvernement de centre-gauche auquel ils sont favorables, ont accepté les mesures prises sur la promesse qu'un geste serait fait en faveur des bas salaires. Les formations de l'opposition (conservateurs et sociaux-démocrates de droite) suivent, non sans défection, le déclin d'un gouvernement qui décide des mesures que les syndicats ne leur auraient jamais laissées prendre.

GÉRARD LEMARQUIS.

Le programme alimentaire mondial a accordé une aide alimentaire d'urgence aux populations frappées par la sécheresse au Swaziland et en Égypte, aux réfugiés en Somalie et aux victimes des inondations au Nicaragua pour un total d'environ 4 millions de dollars (près de 28 millions de francs). Une sécheresse exceptionnelle au Swaziland a provoqué une pénurie de céréales de quelque 40 000 tonnes, soit plus du quart des besoins du pays et détruit la moitié de la récolte de coton. En Égypte, la sécheresse a frappé la côte au nord-ouest du pays, provoquant de graves dégâts dans la récolte d'orge et obligeant les bédouins à abattre prématurément leurs moutons, chèvres et chameaux. Au Nicaragua, l'aide s'ajoutera à un don précédent en faveur des survivants aux inondations qui ont laissé soixante mille personnes sans abri et inondé des milliers d'hectares de terres arables.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION
ET DE DISTRIBUTION DES EAUX
(S.O.N.E.D.E.)
B.P. 1300 - TUNIS RP

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Programme de prospection des eaux de la région de MATMATA et d'exploitation des eaux des régions de CHAREB et CHOTT-EL-FEDJEJ

Exécution de forages

La S.O.N.E.D.E. lance un appel d'offres international pour l'exécution de forages dans la région de MATMATA, CHAREB et CHOTT-EL-FEDJEJ.

Les travaux sont divisés en 3 LOTS :

- LOT 1 : Exécution de QUATRE (4) FORAGES de 1.000 m dans la région de MATMATA.
- LOT 2 : Exécution de CINQ (5) forages de 350 m dans la région de MATMATA.
- LOT 3 : Exécution de DEUX (2) FORAGES de 1.200 m à CHAREB.

- Exécution de TROIS (3) FORAGES de 1.000 m à CHOTT-EL-FEDJEJ.

Le financement de ce projet sera éventuellement assuré par la KRE-DITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU (K.F.W.) de la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.) pour les LOTS 1 et 2 et le FONDS ARABE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE et SOCIAL (FADES) pour le LOT 3.

Les entreprises qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier auprès de la S.O.N.E.D.E. (Service Préparation des Marchés) contre paiement de la somme de CENT (100.000 D.T.U.) DINARS TUNISIENS.

Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être déposées contre reçu au plus tard le 29 octobre 1982, rue JAWAHER-LEL-NEHRU, MONTFLEURY TUNIS.

L'ouverture aura lieu le même jour à 11 heures.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE
ENAFORAVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° IN 19-82

ENAFOR lance un appel d'offres international pour la fourniture de :
25 VÉHICULES LOURDS DU TYPE PÉTROLIER

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnement, 1, place Bir-Hakeim, El-Biar (Alger), à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et portant seulement la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 19-82 - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR », à l'attention de M. le Chef de Département Engineering et Approvisionnement, devront parvenir au plus tard le 9 octobre 1982, date de rigueur. Toute soumission parvenant après cette date sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

ÉNERGIE

RÉQUISITIONNÉE PAR LE GOUVERNEMENT

La filiale française du groupe américain Dresser livrera des compresseurs destinés au gazoduc euro-sibérien

Dresser-France, filiale à 100 % de la société américaine Dresser Industries, a été requise le 23 août par le ministre de la recherche et de l'industrie « d'effectuer les prestations qu'elle avait contractées » avec ses clients soviétiques. La direction de Dresser-France a confirmé mardi avoir donné les instructions pour la livraison des trois compresseurs terminés et la reprise des fabrications des matériels destinés au gazoduc euro-sibérien.

Dans un communiqué publié le 22 juillet par l'hôtel Matignon, le gouvernement français avait affirmé que « les contrats conclus par les sociétés françaises pour la construction du gazoduc d'Ourengoi (devaient) être honorés ». La décision de requérir la société Dresser-France « d'effectuer les prestations qu'elle avait contractées » est la conséquence logique de cette volonté gouvernementale.

L'embargo américain sur les fournitures de matériels destinés au gazoduc - étendu le 18 juin par M. Reagan aux matériels qui pourraient produire les filiales de sociétés américaines et les entreprises européennes sous licence américaine - touche en fait quatre sociétés françaises : Creusot-Loire, qui fabrique des compresseurs sous licence Cooper, Alstom-Atlantique, qui dépend de General

Electric pour les turbines, Dresser-France - filiale à 100 % de Dresser Industries, une firme de Dallas, qui est chargée de fournir des compresseurs, et Rockwell Valves - filiale à 75 % du groupe américain Rockwell - qui doit livrer de la robinetterie et des réfrigérants.

Pour permettre aux entreprises concernées de « poursuivre les fabrications et d'assurer les livraisons de matériel », le gouvernement français a donc « estimé souhaitable d'adopter une mesure lui permettant de renforcer la situation juridique des firmes françaises en cas d'éventuels litiges devant les tribunaux étrangers ».

140 000 heures de travail

La société Dresser-France avait en effet, à la demande de sa maison mère, suspendu la construction de compresseurs - elle doit en fournir vingt et un - pour respecter la décision de M. Reagan. Mais ce contrat était vital pour l'avenir d'une entreprise qui emploie huit cents personnes près du Havre. Les commandes soviétiques représentent en effet cent quarante mille heures de travail et 20 % de chiffre d'affaire annuel.

La réquisition du ministre de la recherche et de l'industrie - fondée sur la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, modifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et services - est de nature à permettre à la société de reprendre les travaux, comme le réclame la C.G.T. depuis plusieurs semaines. Elle protège en effet ses dirigeants contre toute poursuite aux États-Unis. Société de droit français, Dresser-France se conforme à la loi française. Il n'y a rien à redire à cela. L'affaire est ainsi reportée au niveau qui est le sien : une affaire politique d'État à l'État.

AFFAIRES

IMPORTANTE RESTRUCTURATION DES CHANTIERS NAVALS BELGES

Bruxelles (A.F.P.). - Les chantiers navals belges « Cockerill-Yards » d'Hoboken, près d'Anvers, en faillite depuis le 9 février dernier et dont les deux mille sept cents salariés avaient été mis au chômage ont été rachetés le 20 août par les chantiers navals « Boelwerf », au prix de 400 millions de francs belges (environ 58,5 millions de francs français). L'État belge était l'actionnaire principal de « Cockerill-Yards » dont il possédait 80 % du capital.

Il s'agit en fait d'une importante restructuration du secteur de la construction navale en Belgique pour laquelle la commission européenne a donné son aval, autorisant l'État belge à accorder une aide totale de 1,401 milliard de francs belges (environ 205 millions de francs français).

Après ce rachat, Boelwerf devient le plus important chantier de construction navale de Belgique avec une capacité de production de cinq ou six navires par an.

AUTOMOBILE

LE PRÉSIDENT DE GENERAL MOTORS MET EN GARDE LES CONSTRUCTEURS JAPONAIS

Le président de General Motors, M. James Mac Donald, vient de lancer à Detroit un nouvel avertissement à l'industrie automobile japonaise. « A leur place, je me dépêcherais de proposer une nouvelle limitation volontaire », a-t-il dit. Cela afin d'éviter que les pressions protectionnistes, de plus en plus fortes aux États-Unis, ne l'emportent.

Les constructeurs japonais ont volontairement limité leurs exportations de voitures vers les États-Unis à 1,68 million de véhicules pour la période allant d'avril 1982 à avril 1983. En réalité cette automatisation « ne les gêne pas », a ajouté M. Mac Donald, le marché américain étant « très déprimé ».

M. Mac Donald a confirmé que les pressions se faisaient de plus en plus vives sur le gouvernement américain pour qu'il introduise des lois limitant la vente des voitures qui ne contiendraient pas un minimum de pièces fabriquées aux États-Unis. Ainsi le syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) propose que tout constructeur vendant un minimum de 100 000 voitures par an aux États-Unis soit contraint d'incorporer un pourcentage de valeurs ajoutées locales d'au moins 25 %. Une part qui irait en s'accroissant en fonction des ventes sur le marché américain. Ainsi, pour Toyota et Nissan, dont les ventes dépassent 500 000 véhicules par an, ce pourcentage atteindrait 90 %.

Washington est décidé à réagir à la mesure française

De notre correspondant

Washington. - L'initiative française a été accueillie sans plaisir et sans surprise par les dirigeants américains. Ils la considéraient depuis la semaine dernière et s'apprêtaient à y répondre. Un groupe de travail avait été constitué pour cela, sous la direction du secrétaire au Trésor, M. Donald Regan. Il devait présenter le mardi 24 août une série d'options au président, lequel se trouve en vacances dans son ranch de Santa Barbara en Californie.

Washington est décidé, en effet, à réagir à la mesure française de réquisition. On n'en dit pas plus pour le moment. Une seule option serait exclue : la guerre verbale. Les États-Unis n'entendent pas développer une polémique publique avec la France, surtout au moment où les deux pays collaborent à Beyrouth pour évacuer les combattants palestiniens.

La réaction la moins sévère serait l'envoi d'une mission en Europe pour essayer de trouver un compromis immédiat, ou de poser les bases d'un compromis à moyen terme. Les États-Unis s'apprêtaient, par exemple, à accepter le gazoduc sibérien si l'Europe s'engageait formellement à limiter les crédits à l'U.R.S.S. et à lui refuser tout matériel stratégique. Mais M. Regan a aussi le choix entre une série de mesures administratives ou légales pour sanctionner la société Dresser et décourager d'autres firmes de fournir le matériel incriminé.

Pris entre deux feux, Dresser a saisi, lundi 23 août, un tribunal de Washington, pour tenter de prévenir des sanctions américaines, mais aussi pour trancher ce dilemme : cette société, établie à Dallas, doit-elle se soumettre à la loi française ou à l'U.S. Export Act ?

L'administration Reagan réplique, pour sa part, qu'elle ne reviendra pas sur ses interdictions tant que la situation en Pologne n'aura pas évolué. Cette fermeté n'empêche pas,

Les gouvernements européens qui ont adopté une attitude commune à l'égard de la décision américaine - jugée non conforme au droit international et ce qu'elle a des effets rétroactifs et parce qu'elle joue hors du territoire américain - étaient, en outre, pris par l'urgence. Il eût certes été plus satisfaisant d'attendre que le différend entre alliés soit tranché par un tribunal international (la Cour de La Haye ?). Mais Dresser, par exemple, devait fournir les premiers compresseurs dans le courant du mois d'août, et tout retard comporte des pénalités.

Déjà le gouvernement britannique avait décidé de recourir à la loi de 1980, qui protège les intérêts commerciaux du Royaume-Uni. Le recours à l'ordonnance du 6 janvier 1959, qui prévoit la réquisition « sur toute l'étendue du territoire national et dans les eaux territoriales pour les besoins du pays des services, des entreprises et des personnes » et qui ajoute que « la réquisition adressée à une personne ou à une entreprise peut se limiter à une réquisition des services, c'est-à-dire à l'obligation pour celle-ci d'exécuter, par priorité, les prestations prescrites », est de même nature. Seuls les Allemands de l'Ouest semblent désarmés juridiquement : contrairement les entreprises ouest-allemandes concernées poseraient même au gouvernement de Bonn des problèmes constitutionnels. D'où la relative discrétion de ceux-ci.

Dresser-France va donc, dès le 24 août, livrer trois compresseurs - qui avaient été achevés avant le 22 juin - pour les stations qui doivent mettre en place une partie du gazoduc des sociétés Creusot-Loire et Mannesmann pour le compte des Soviétiques. Les Européens attendent désormais la réaction - jugée inévitable - de Washington.

BRUNO DETHOMAS.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• A.T.T. : accord définitif avec le département de la justice. - Le juge fédéral Harold Greene devait signer dans les prochains jours l'accord définitif entre American Telephone and Telegraph et l'administration américaine. Le nouveau texte tient compte des observations du juge (le Monde du 13 août). Ce dernier a cependant refusé, lundi 23 août, d'accéder à la demande du département de la justice concernant la possibilité pour les vingt-deux filiales d'A.T.T., qui vont prendre leur autonomie, de vendre directement des centraux et des matériels téléphoniques. Les responsables de la division antitrust du département craignent que cela ne perturbe le marché et ne gêne les autres constructeurs. Le juge Greene a cependant maintenu sa position, estimant que les vingt-deux sociétés étaient « trop petites » pour perturber le marché des équipements, d'autant qu'elles « partaient de zéro ». A.T.T. et le département de la justice se sont inclinés.

• La compagnie Winterthur, deuxième groupe suisse d'assurances, va acquérir la société américaine Republic Financial Services Inc. pour la somme de 300 millions de dollars, l'accord conclu entre les deux partenaires prévoyant le rachat en espèces par Winterthur des sept millions d'actions de Republic Financial (moyennant 45,50 dollars par action) et le maintien de la direction actuelle de la compagnie américaine.

• Le groupe ouest-allemand d'électronique Bosch va mettre une partie de ses salariés en chômage partiel pour neuf jours répartis sur neuf semaines à partir du 1^{er} septembre. Ce chômage partiel frappera 1 300 des 3 500 salariés travaillant dans le secteur pompe du groupe. (A.F.P.)

Conjoncture

• Les investissements de l'industrie néerlandaise, en 1981, ont représenté 8,4 milliards de florins (21 milliards de francs français) soit une diminution de 11 % par rapport à 1980. La valeur des investissements de l'industrie néerlandaise avait enregistré en 1980 une croissance de 20 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, cette hausse avait été due essentiellement à la forte augmentation des investissements dans l'industrie pétrolière.

Pour 1982, les investissements de l'industrie néerlandaise devraient représenter 8,5 milliards de florins (+ 2 %), selon le bureau central des statistiques néerlandais. (A.F.P.)

Pêche

• Accord franco-japonais. - La France et le Japon viennent de signer le renouvellement de leur accord de pêche dans la zone économique française du Pacifique.

Cet accord, valable un an, fixe les nouvelles redevances que le Japon devra payer aux territoires français du Pacifique ainsi que les quotas de prise.

Social

• Poursuite de la grève au centre informatique de la caisse d'allocations familiales (Paris). - Le mouvement entamé le 31 juillet touche les trente salariés du centre et porte sur la compensation des allongements de trajets consécutifs au déménagement à Marne-la-Vallée. Les positions de la direction et des grévistes se sont néanmoins rapprochées par l'intermédiaire des syndicats qui ont élaboré une solution de compromis.

Le débrayage est sans conséquence pour les usagers affirme-t-on à la direction. (A.F.P.)

• Précision sur le pouvoir d'achat au premier trimestre 1982. - Une phrase a sauté dans l'article publié dans le Monde du 21 août sur l'amélioration du pouvoir d'achat des familles au premier trimestre 1982. « Cette amélioration s'explique par la réforme de février 1982

qui a valorisé les allocations pour les familles de deux enfants. Mais celles de cinq enfants ont été pénalisées. » S'y ajoute le constat suivant : « Pour ces familles de cinq enfants, le revenu mensuel net n'a augmenté que de 1,5 % en Ile-de-France et de 1,7 % en province (prix : + 3,3 %).

Étranger

ARGENTINE

• Le produit intérieur brut de l'Argentine a baissé de 8,1 % au deuxième trimestre de 1982 par rapport à la même période de 1981. Le nombre des chômeurs - totaux ou partiels - a atteint 1 400 000 (600 000 personnes sans emploi et 800 000 chômeurs partiels) selon les statistiques officielles, soit 14 % de la population active, niveau le plus élevé des neuf dernières années. D'avril à juin, l'Argentine a également enregistré une chute de 40,6 % des investissements. Le secteur industriel le plus touché, celui des machines et équipements, a enregistré une baisse de production de 26,8 %.

Durant le premier semestre, la baisse du produit intérieur brut a été de 7 % et celle de la production industrielle de 13,9 %. Les exportations ont augmenté de 3 %, tandis que les importations chutaient de 49,1 %. La consommation a baissé de 10,5 % et les investissements ont diminué de 34 %. (A.F.P.)

AUSTRALIE

• Le ministre des finances australien, M. John Howard, a annoncé un relâchement de l'austérité budgétaire pour relancer l'économie. Le budget 1982-1983 comportera un déficit de 1,7 milliard de dollars U.S. Mais celui-ci ne représentera que 1 % du P.N.B. L'inflation devrait rester en deçà de 11 %, a estimé M. Howard. Le budget 1983-1984 prévoit notamment des réductions fiscales pour les familles et les contribuables à faible revenu : une augmentation des impôts indirects ; un accroissement de 15 % à 20 % des taxes sur la bière et le tabac ; l'autorisation de déduire les intérêts des prêts à la construction même sur des résidences secondaires ; une augmentation de l'abattement fiscal pour les pensions de retraite. (A.F.P.)

AUTRICHE

• L'indice autrichien des prix à la consommation a augmenté de 5,5 % de juillet 1981 à juillet 1982. En un mois, par rapport à juin 1982, le coût de la vie a enregistré une hausse de 0,2 %. (A.F.P.)

BELGIQUE

• Le nombre de chômeurs indemnisés en Belgique s'est stabilisé au cours de la première quinzaine du mois d'août, avec un total de 461 813 personnes (122 de moins qu'à la fin juillet), soit 11,1 % de la population active. Font partie de ce total 147 779 jeunes de moins de vingt-cinq ans (32 %). Il y a 206 938 hommes (44,8 %) et 254 875 femmes (55,2 %) en chômage. (A.F.P.)

CHILI

• La Banque Interaméricaine de développement (BID) a consenti, le 19 août, un prêt de 180 millions de

dollars au Chili, le plus important qu'elle ait jamais accordé à ce pays. Ce crédit sera consacré surtout à un programme d'investissements dans l'agriculture et l'industrie, dont le coût total est évalué à 231 millions de dollars. (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

• Le revenu personnel des Américains a augmenté, en juillet, de 1 %, la plus forte hausse depuis août 1981, due essentiellement à la progression des allocations de sécurité sociale. Les revenus, après impôt ont eux, augmenté de 2,1 % contre 0,2 % en juin, du fait de la diminution de 11 % des barèmes d'imposition. Pour leur part, les dépenses de consommation ont augmenté de 1,1 % en juillet, après avoir baissé de 3 % en juin.

Cependant le nombre des Américains situés au-dessous du seuil de pauvreté en 1981 a atteint 31,8 millions de personnes, contre 26 millions en 1979 et 29,3 millions en 1980. 32,5 % des Noirs sont en dessous du seuil de pauvreté, contre 25,7 % des Américains hispaniques et 10,2 % des Blancs. Le seuil de pauvreté était fixé à 7 412 dollars en 1979 pour une famille de quatre personnes vivant en ville, à 8 414 dollars en 1980 et à 9 287 dollars en 1981, compte tenu de la hausse du coût de la vie. (A.F.P.)

• Les commandes de biens durables aux entreprises américaines ont augmenté de 3,2 % durant le mois de juillet, alors qu'elles avaient baissé au cours des trois derniers mois. Cette hausse est la plus forte enregistrée depuis près de deux ans ; mais la valeur totale des commandes passées (76,9 milliards de dollars) est encore inférieure de 12 % à celle du mois de juillet 1981. Les économistes du département du commerce américain demeurent très prudents sur l'interprétation de ces statistiques : « Cela peut être naturellement un signe positif de reprise économique, a déclaré l'un d'eux, mais ces chiffres peuvent varier considérablement d'un mois à l'autre, et il est encore trop tôt pour savoir s'ils indiquent un retournement de la conjoncture. » (A.F.P.)

INDE

• L'Inde a acheté la semaine dernière, aux États-Unis, 2,5 millions de tonnes de blé, a indiqué le Financial Times du 24 août. Ces importations ont été décidées afin de reconstruire les stocks, la dernière récolte ayant été inférieure aux prévisions, et de contrebalancer la hausse des prix des céréales sur le marché local. New-Delhi avait acheté 1,5 million de tonnes de blé aux États-Unis l'année dernière et 0,75 million de tonnes en Australie.

• Les pays membres de l'association des producteurs de caoutchouc naturel (A.N.R.P.C.) qui regroupent la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, Sri-Lanka, l'Inde et Singapour, se sont réunis, lundi 23 août, à Kuala-Lumpur pour examiner la situation du marché mondial. Au cours de cette réunion de quarante-huit heures, les participants vont examiner la décision prise en mai par le conseil exécutif de l'A.N.R.P.C. et visant à retirer 350 000 tonnes de caoutchouc naturel du marché pour une période de six mois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANEXI

Le Conseil de surveillance de la BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE « BANEXI », banque d'affaires du groupe B.N.P., a nommé M. Jacques Henri Wahl, Directeur Général de la B.N.P., Président du Conseil de surveillance en remplacement de M. Marc MANIFACIER (Directeur Général honoraire de la B.N.P.).

Le conseil de surveillance de la BANEXI est donc composé de :
- M. Jacques Henri Wahl, Président ;
- M. René THOMAS, Vice-Président ;
- M. Pierre-Yves COSSE ;
- M. Jean GAGNÉ ;
- M. Gilbert GARRIGUES ;
- M. Guy HAMON ;
- la BANQUE NATIONALE DE PARIS, représentée par M. Jacques MASSON.
Le Directeur, présidé par M. Jean PEYRUSSE, est, de son côté, composé de :
- M. Jean PEYRUSSE, Président ;
- M. Bernard CAZAUAN ;
- M. Gérard NOUÏS ;
- M. Alain de PENNART ;
- M. Michel RUBINSTEIN.
Le Secrétaire général est M. Georges CHODRON de COURCEL.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque Nationale de Paris, Société Anonyme au capital de 1 632 580 000 F - dont le siège social est à Paris, 16, Boulevard des Capucines, inscrit au Registre du commerce de Paris sous le numéro B 662 042 449, informe le public qu'à la suite d'un commun accord la garantie qu'elle avait accordée à M. Pierre Dalmas, 7, rue de Chateaubriand - 75008 Paris, le 7 février 1979 cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (Article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toute créance ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 3 janvier 1970 et restant couvertes par la Banque Nationale de Paris, à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de Belleville de la Banque Nationale de Paris, sis à Paris-20, 168, rue de Belleville.

MARCHÉ

PARIS

Nouvelle hausse de l'indice des actions françaises

L'indice des actions françaises a connu une nouvelle hausse de 1,1 % au cours de la séance du 24 août, portant son niveau à 1 190,35 points. Cette progression s'explique par la hausse de l'indice des valeurs étrangères, qui a gagné 1,5 %, et par celle des valeurs locales, qui a progressé de 0,6 %. L'indice des actions françaises a ainsi atteint son plus haut niveau depuis le 14 juillet 1982, soit 1 190,35 points. Cette hausse est la plus forte enregistrée depuis le 14 juillet 1982, soit 1 190,35 points. Cette hausse est la plus forte enregistrée depuis le 14 juillet 1982, soit 1 190,35 points.

Le marché des actions françaises a connu une nouvelle hausse de 1,1 % au cours de la séance du 24 août, portant son niveau à 1 190,35 points. Cette progression s'explique par la hausse de l'indice des valeurs étrangères, qui a gagné 1,5 %, et par celle des valeurs locales, qui a progressé de 0,6 %. L'indice des actions françaises a ainsi atteint son plus haut niveau depuis le 14 juillet 1982, soit 1 190,35 points. Cette hausse est la plus forte enregistrée depuis le 14 juillet 1982, soit 1 190,35 points.

| INDICER | 24/08 | 23/08 | 22/08 | 21/08 | 20/08 | 19/08 | 18/08 | 17/08 | 16/08 | 15/08 | 14/08 | 13/08 | 12/08 | 11/08 | 10/08 | 09/08 | 08/08 | 07/08 | 06/08 | 05/08 | 04/08 | 03/08 | 02/08 | 01/08 | 31/07 | 30/07 | 29/07 | 28/07 | 27/07 | 26/07 | 25/07 | 24/07 | 23/07 | 22/07 | 21/07 | 20/07 | 19/07 | 18/07 | 17/07 | 16/07 | 15/07 | 14/07 | 13/07 | 12/07 | 11/07 | 10/07 | 09/07 | 08/07 | 07/07 | 06/07 | 05/07 | 04/07 | 03/07 | 02/07 | 01/07 | 31/06 | 30/06 | 29/06 | 28/06 | 27/06 | 26/06 | 25/06 | 24/06 | 23/06 | 22/06 | 21/06 | 20/06 | 19/06 | 18/06 | 17/06 | 16/06 | 15/06 | 14/06 | 13/06 | 12/06 | 11/06 | 10/06 | 09/06 | 08/06 | 07/06 | 06/06 | 05/06 | 04/06 | 03/06 | 02/06 | 01/06 | 31/05 | 30/05 | 29/05 | 28/05 | 27/05 | 26/05 | 25/05 | 24/05 | 23/05 | 22/05 | 21/05 | 20/05 | 19/05 | 18/05 | 17/05 | 16/05 | 15/05 | 14/05 | 13/05 | 12/05 | 11/05 | 10/05 | 09/05 | 08/05 | 07/05 | 06/05 | 05/05 | 04/05 | 03/05 | 02/05 | 01/05 | 31/04 | 30/04 | 29/04 | 28/04 | 27/04 | 26/04 | 25/04 | 24/04 | 23/04 | 22/04 | 21/04 | 20/04 | 19/04 | 18/04 | 17/04 | 16/04 | 15/04 | 14/04 | 13/04 | 12/04 | 11/04 | 10/04 | 09/04 | 08/04 | 07/04 | 06/04 | 05/04 | 04/04 | 03/04 | 02/04 | 01/04 | 31/03 | 30/03 | 29/03 | 28/03 | 27/03 | 26/03 | 25/03 | 24/03 | 23/03 | 22/03 | 21/03 | 20/03 | 19/03 | 18/03 | 17/03 | 16/03 | 15/03 | 14/03 | 13/03 | 12/03 | 11/03 | 10/03 | 09/03 | 08/03 | 07/03 | 06/03 | 05/03 | 04/03 | 03/03 | 02/03 | 01/03 | 29/02 | 28/02 | 27/02 | 26/02 | 25/02 | 24/02 | 23/02 | 22/02 | 21/02 | 20/02 | 19/02 | 18/02 | 17/02 | 16/02 | 15/02 | 14/02 | 13/02 | 12/02 | 11/02 | 10/02 | 09/02 | 08/02 | 07/02 | 06/02 | 05/02 | 04/02 | 03/02 | 02/02 | 01/02 | 31/01 | 30/01 | 29/01 | 28/01 | 27/01 | 26/01 | 25/01 | 24/01 | 23/01 | 22/01 | 21/01 | 20/01 | 19/01 | 18/01 | 17/01 | 16/01 | 15/01 | 14/01 | 13/01 | 12/01 | 11/01 | 10/01 | 09/01 | 08/01 | 07/01 | 06/01 | 05/01 | 04/01 | 03/01 | 02/01 | 01/01 |
|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| INDICER | 24/08 | 23/08 | 22/08 | 21/08 | 20/08 | 19/08 | 18/08 | 17/08 | 16/08 | 15/08 | 14/08 | 13/08 | 12/08 | 11/08 | 10/08 | 09/08 | 08/08 | 07/08 | 06/08 | 05/08 | 04/08 | 03/08 | 02/08 | 01/08 | 31/07 | 30/07 | 29/07 | 28/07 | 27/07 | 26/07 | 25/07 | 24/07 | 23/07 | 22/07 | 21/07 | 20/07 | 19/07 | 18/07 | 17/07 | 16/07 | 15/07 | 14/07 | 13/07 | 12/07 | 11/07 | 10/07 | 09/07 | 08/07 | 07/07 | 06/07 | 05/07 | 04/07 | 03/07 | 02/07 | 01/07 | 31/06 | 30/06 | 29/06 | 28/06 | 27/06 | 26/06 | 25/06 | 24/06 | 23/06 | 22/06 | 21/06 | 20/06 | 19/06 | 18/06 | 17/06 | 16/06 | 15/06 | 14/06 | 13/06 | 12/06 | 11/06 | 10/06 | 09/06 | 08/06 | 07/06 | 06/06 | 05/06 | 04/06 | 03/06 | 02/06 | 01/06 | 31/05 | 30/05 | 29/05 | 28/05 | 27/05 | 26/05 | 25/05 | 24/05 | 23/05 | 22/05 | 21/05 | 20/05 | 19/05 | 18/05 | 17/05 | 16/05 | 15/05 | 14/05 | 13/05 | 12/05 | 11/05 | 10/05 | 09/05 | 08/05 | 07/05 | 06/05 | 05/05 | 04/05 | 03/05 | 02/05 | 01/05 | 31/04 | 30/04 | 29/04 | 28/04 | 27/04 | 26/04 | 25/04 | 24/04 | 23/04 | 22/04 | 21/04 | 20/04 | 19/04 | 18/04 | 17/04 | 16/04 | 15/04 | 14/04 | 13/04 | 12/04 | 11/04 | 10/04 | 09/04 | 08/04 | 07/04 | 06/04 | 05/04 | 04/04 | 03/04 | 02/04 | 01/04 | 31/03 | 30/03 | 29/03 | 28/03 | 27/03 | 26/03 | 25/03 | 24/03 | 23/03 | 22/03 | 21/03 | 20/03 | 19/03 | 18/03 | 17/03 | 16/03 | 15/03 | 14/03 | 13/03 | 12/03 | 11/03 | 10/03 | 09/03 | 08/03 | 07/03 | 06/03 | 05/03 | 04/03 | 03/03 | 02/03 | 01/03 | 29/02 | 28/02 | 27/02 | 26/02 | 25/02 | 24/02 | 23/02 | 22/02 | 21/02 | 20/02 | 19/02 | 18/02 | 17/02 | 16/02 | 15/02 | 14/02 | 13/02 | 12/02 | 11/02 | 10/02 | 09/02 | 08/02 | 07/02 | 06/02 | 05/02 | 04/02 | 03/02 | 02/02 | 01/02 | 31/01 | 30/01 | 29/01 | 28/01 | 27/01 | 26/01 | 25/01 | 24/01 | 23/01 | 22/01 | 21/01 | 20/01 | 19/01 | 18/01 | 17/01 | 16/01 | 15/01 | 14/01 | 13/01 | 12/01 | 11/01 | 10/01 | 09/01 | 08/01 | 07/01 | 06/01 | 05/01 | 04/01 | 03/01 | 02/01 | 01/01 |
| INDICER | 24/08 | 23/08 | 22/08 | 21/08 | 20/08 | 19/08 | 18/08 | 17/08 | 16/08 | 15/08 | 14/08 | 13/08 | 12/08 | 11/08 | 10/08 | 09/08 | 08/08 | 07/08 | 06/08 | 05/08 | 04/08 | 03/08 | 02/08 | 01/08 | 31/07 | 30/07 | 29/07 | 28/07 | 27/07 | 26/07 | 25/07 | 24/07 | 23/07 | 22/07 | 21/07 | 20/07 | 19/07 | 18/07 | 17/07 | 16/07 | 15/07 | 14/07 | 13/07 | 12/07 | 11/07 | 10/07 | 09/07 | 08/07 | 07/07 | 06/07 | 05/07 | 04/07 | 03/07 | 02/07 | 01/07 | 31/06 | 30/06 | 29/06 | 28/06 | 27/06 | 26/06 | 25/06 | 24/06 | 23/06 | 22/06 | 21/06 | 20/06 | 19/06 | 18/06 | 17/06 | 16/06 | 15/06 | 14/06 | 13/06 | 12/06 | 11/06 | 10/06 | 09/06 | 08/06 | 07/06 | 06/06 | 05/06 | 04/06 | 03/06 | 02/06 | 01/06 | 31/05 | 30/05 | 29/05 | 28/05 | 27/05 | 26/05 | 25/05 | 24/05 | 23/05 | 22/05 | 21/05 | 20/05 | 19/05 | 18/05 | 17/05 | 16/05 | 15/05 | 14/05 | 13/05 | 12/05 | 11/05 | 10/05 | 09/05 | 08/05 | 07/05 | 06/05 | 05/05 | 04/05 | 03/05 | 02/05 | 01/05 | 31/04 | 30/04 | 29/04 | 28/04 | 27/04 | 26/04 | 25/04 | 24/04 | 23/04 | 22/04 | 21/04 | 20/04 | 19/04 | 18/04 | 17/04 | 16/04 | 15/04 | 14/04 | 13/04 | 12/04 | 11/04 | 10/04 | 09/04 | 08/04 | 07/04 | 06/04 | 05/04 | 04/04 | 03/04 | 02/04 | 01/04 | 31/03 | 30/03 | 29/03 | 28/03 | 27/03 | 26/03 | 25/03 | 24/03 | 23/03 | 22/03 | 21/03 | 20/03 | 19/03 | 18/03 | 17/03 | 16/03 | 15/03 | 14/03 | 13/03 | 12/03 | 11/03 | 10/03 | 09/03 | 08/03 | 07/03 | 06/03 | 05/03 | 04/03 | 03/03 | 02/03 | 01/03 | 29/02 | 28/02 | 27/02 | 26/02 | 25/02 | 24/02 | 23/02 | 22/02 | 21/02 | 20/02 | 19/02 | 18/02 | 17/02 | 16/02 | 15/02 | 14/02 | 13/02 | 12/02 | 11/02 | 10/02 | 09/02 | 08/02 | 07/02 | 06/02 | 05/02 | 04/02 | 03/02 | 02/02 | 01/02 | 31/01 | 30/01 | 29/01 | 28/01 | 27/01 | 26/01 | 25/01 | 24/01 | 23/01 | 22/01 | 21/01 | 20/01 | 19/01 | 18/01 | 17/01 | 16/01 | 15/01 | 14/01 | 13/01 | 12/01 | 11/01 | 10/01 | 09/01 | 08/01 | 07/01 | 06/01 | 05/01 | 04/01 | 03/01 | 02/01 | 01/01 |

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

24 AOUT

PARIS

24 anit

Nouvelle hausse de l'or

Avance des actions françaises

Depuis que la baisse des taux d'intérêt est entrée dans les faits, l'or est redevenu un réceptacle pour des capitaux en mal de placement. C'est du moins le raisonnement que tiennent nombre d'investisseurs si l'on en croit l'évolution du métal fin, qui vogue, depuis quelques jours à l'assaut des 400 dollars l'once.

A 411,50 dollars au « fixing » du mardi matin à Londres (381,75 dollars la veille), la barre a été franchie pour la première fois depuis le début de l'année et les spécialistes anticipent encore une légère poussée du métal fin. L'ascension du cours de l'or consistait sur les places internationales s'est propagée jusqu'à Paris où le lingot est grimpé à 88 000 F, en hausse de 4 800 F sur la veille, tandis que le napoléon se négociait à 619 F (+ 5 F) au sous-sol du palais Brongniart.

Quelques marches plus haut, le sentiment était également serein autour de la corbeille où les actions françaises faisaient bonne figure. Sans aller jusqu'à imiter les performances de Wall Street, qui a regagné plus de 100 points en une semaine au vu de l'indice Dow Jones, le marché parisien est en progrès depuis la fin de la semaine précédente.

Mardi, les cours étaient encore en hausse de 1,2% en moyenne dans le sillage d'Usinor (+ 7,8 %), Française Pétroles (+ 7,5 %), Sacilor (+ 7 %), Métallurgique Navale Dunkerque, Sogerap, SCOA et Maisons Phénix (+ 6 % à + 7 %).

CEM et Jeumont figurent en tête des replets les plus marqués (- 5 %), tandis qu'aux valeurs étrangères, dominées à nouveau par la hausse de Dome Mines (+ 1 %), les actions américaines et les mines d'or l'emportent haut la main.

Le dollar-titre s'inscrit autour de 8,40 F.

NEW-YORK

Nouvelle et forte hausse

Après un démarrage un peu lent sous l'effet de quelques prises de bénéfices, le marché new-yorkais s'est brusquement animé lundi, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a encore enregistré une de ses plus belles performances de l'année pour s'établir en clôture à 891,17, en hausse de 21,88 points sur vendredi, tandis que le volume des échanges se gonflait considérablement.

Les transactions ont finalement porté sur 110,3 millions d'actions contre 95,89 millions vendredi, ce qui constitue le second record dans l'histoire de Wall Street après les 132,69 millions de titres négociés mercredi 18 août.

Au dire des spécialistes, la facture déterminante reste la poursuite de la détente observée sur les taux d'intérêt. Celle-ci vient de trouver une nouvelle confirmation dans la généralisation du *prime rate* (taux de base) à 13 1/2 % entérinée par toute la communauté bancaire, alors que Bankers Trust et Continental Illinois faisaient à nouveau pression sur leur *broker loan* - (taux préférentiel consenti aux courtiers) pour le ramener à 11 %.

En une semaine, l'indice Dow Jones s'est adjugé 81 points et la hausse constatée lundi porte à plus de 100 points les gains enregistrés par le baromètre du marché new-yorkais. Les secteurs les plus favorisés par ce mouvement de hausse sont la distribution, les chaînes de magasins, la technologie, l'aéronautique et les valeurs pétrolières.

| VALEURS | Cours de | Cours de |
|---------------------|----------|----------|
| | 20 août | 23 août |
| Alcoa | 27 3/4 | 28 5/8 |
| A.T.T. | 56 3/8 | 58 1/8 |
| Bearng | 21 | 21 1/2 |
| Chemical Bank | 34 | 34 |
| On Point de Nemours | 34 | 34 7/8 |
| Eastman Kodak | 78 3/8 | 79 1/8 |
| East | 28 3/4 | 29 1/8 |
| Ford | 28 3/4 | 27 1/4 |
| General Electric | 38 1/8 | 38 1/8 |
| General Motors | 47 3/8 | 48 1/8 |
| Goodyear | 24 | 24 1/8 |
| IBM | 85 1/8 | 86 1/8 |
| I.T.T. | 28 1/4 | 28 7/8 |
| Johnson | 21 3/4 | 22 1/4 |
| Mobil Oil | 35 3/8 | 36 1/8 |
| Rockefeller | 35 | 35 1/4 |
| Union | 27 7/8 | 28 1/8 |
| U.S. Steel | 48 3/4 | 49 1/8 |
| U.S. Steel | 48 3/4 | 49 1/8 |
| Westinghouse | 35 | 35 7/8 |
| Yale | 30 1/2 | 31 1/8 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

HOECHST. — Le numéro deux de la chimie allemande et mondiale a enregistré, pour le premier semestre, une baisse de 20,5 % de son bénéfice consolidé avant im-

20,5 % de son bénéfice consolidé avant impôts, dont le montant atteint 558 millions de DM seulement. Cette dégradation de la

rentabilité est essentiellement due aux pertes subies par le groupe dans les plastiques standard. Redevenue bénéficiaire l'année dernière, sa filiale American Hoechst a été,

elle aussi, déficitaire. En outre, les résultats des sociétés du groupe installées en Amérique latine ont fortement diminué. En revanche, la situation dans les fibres synthétiques reste satisfaisante.

Pour la période sous revue, le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 17,92 mil-

INDICES QUOTIDIENS

| | | |
|---|----------------------------------|---------|
| | (INSEE, base 100 : 31 déc. 1981) | |
| | 20 août | 23 août |
| Valeurs françaises | 98,5 | |
| Valeurs étrangères | 113,2 | |
| C^e DES AGENTS DE CHANGE | | |
| | (Base 100 : 31 déc. 1981) | |
| | 20 août | 23 août |

| | | |
|---------------------------------|----------|---------|
| Indice général | 95,6 | 96,2 |
| TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE | | |
| Effets privés du 24 août | 14 1/2 % | |
| COURS DU DOLLAR A TOKYO | | |
| | 23 août | 24 août |
| 1 dollar (en yen) | 236,40 | 236,40 |

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous sépare de nos dernières éditions, nous pourrions

[illegible]

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

| derniers cours. Dans ce cas, cours d'ajustement le lendemain dans la première édition. | | | | | | | | | | raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi. | | | | | | | | | |
|--|--------------|---------------|---------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------|---|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------|---------------|----------------------|----------------------|--|
| Compt. | VALEURS | Cours profit. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours | Compt. Dernier cours | Compt. Premier cours | Cours profit. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours | Compt. Dernier cours | Compt. Premier cours | Cours profit. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours | Compt. Dernier cours | |
| 1778 | 4,5 à 1974 | 1780 | 1820 | 1830 | 1915 | 560 | Facom | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pang-Hongkong | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 109 | |
| 1779 | C.N.E. 5,3 | 3219 50 | 3220 | 3228 | 3222 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1780 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1781 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1782 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1783 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1784 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1785 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1786 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1787 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1788 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1789 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1790 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1791 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1792 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1793 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1794 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1795 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1796 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1797 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1798 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1799 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1800 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1801 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1802 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1803 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1804 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1805 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1806 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1807 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1808 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1809 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1810 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1811 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1812 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1813 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1814 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1815 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1816 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1817 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1818 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1819 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1820 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1821 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1822 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1823 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1824 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1825 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1826 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1827 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1828 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1829 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1830 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1831 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1832 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1833 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1834 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1835 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1836 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1837 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1838 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1839 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1840 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1841 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1842 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1843 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1844 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1845 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1846 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1847 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1848 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1849 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1850 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |
| 1851 | Agencia Hiss | 434 | 438 | 440 | 439 20 | 560 | Pechinont | 558 | 578 | 578 | 598 | 270 | Pechinont | 271 80 | 277 | 275 | 280 | 110 | |

| | | | | | | | | | | c : coupon détaché ; c : droit détaché ; a : offert ; d : demandé ; s : prix précédent (SICAV) | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|--|--|--|--|--|-------------|--|------------|----------------------|-------|--|-------|--|---------------------|--|-------------|--|------------|--|
| | | | | | | | | | | COTE DES CHANGES | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | COURS DES BILLETS AUX GUCHETS | | | | | MARCHÉ LIBRE DE L'OR | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | MARCHÉ OFFICIEL | | COURS PRÉC. | | COURS 24/8 | | ACHAT | | VENTE | | MONNAIES ET DEVISES | | COURS PRÉC. | | COURS 24/8 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 615 | C.I.T. Alcant. | 625 | 670 | 675 | 671 | 678 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 615 | C.I.T. Alcant. | 510 | 515 | 515 | 515 | 515 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 615 | C.I.T. Alcant. | 94 50 | 97 10 | 97 10 | 97 10 | 97 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 236 | Codan | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 236 | Codan | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 236 | Codan | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 318 | 318 | 318 | 318 | 318 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. Europ. | 81 | 85 | 85 | 85 | 85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 320 | Comp. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES
2. TREVE DE DIEU, TREVE DE L'HOMME : « Guerre nucléaire, guerre classique et traités de paix », par Ana Aroyo ; « A propos d'équilibre des forces », par Jean-Marie Maillet.

ÉTRANGER
3-4. L'ELECTION DE M. GEMAYEL A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE
4. L'EVACUATION DES PALESTINIENS DE BEYROUTH
5-6. ASIE
— INDONÉSIE : « Pas de changement politique avant l'an 2000 » (I), par Jacques de Barin.
— AFRIQUE
— ZIMBABWE : le regain de tension avec l'Afrique.
— ITALIE : M. Spadolini reconduit le cabinet précédent.

POLITIQUE
7. La préparation de la rentrée.
SOCIÉTÉ
8. Les attentats de Paris et leurs prolongements.
— RELIGION : Jean-Paul II réserve les liens entre l'Opus Dei et le Vatican.
9. Les jeunes et la violence : les effets préventifs de l'opération anti-délinquance.
10. HISTOIRE : un nouveau livre de Robert Brague sur la défaite de 1940.
— CORRESPONDANCE : à propos des « malgrés-ous ».
— ÉDUCATION.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
11. MATHÉMATIQUES : la France reçoit une nouvelle médaille Fields.
— ASTRONOMIE : il y a deux cents ans, Jérôme de Lalande calculait le retour de la comète de Halley.

RÉGIONS
12. PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : les incendies de forêts dans le Midi ont fait une deuxième victime.

CULTURE
13. CINÉMA : la mort d'Alberto Cavalcanti.
15. RADIO-TELEVISION : après la nomination des membres de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

ÉCONOMIE
19. SOCIAL : revendication salariale et agitation sociale à Mayotte.
ÉTRANGER : le gouvernement islandais réduit fortement le pouvoir d'achat.
20. ÉNERGIE.

RADIO-TELEVISION (18)
— INFORMATIONS
— SERVICES (118)
— Mode : Un coin pour jouer, Météorologie, Mots croisés.
— Carnet (18) : Programmes spectacles (14) ; Annonces classées (17 et 18) ; Bourse (21).

● Tournee de M. Jean-Pierre Cot. Le ministre délégué au développement et à la coopération quitte Paris, ce mardi 24 août 82 (fin de tournée, pour une tournée dans l'océan Indien au cours de laquelle il se rendra aux Comores, à Madagascar et à Maurice. M. Cot doit regagner Paris le 3 septembre).

TENNIS A PARIS
STAGES LONGUE DURÉE 1 heure, par semaine pendant 4 ou 5 mois
STAGES INTENSIFS de mai à septembre, Noël, Pâques, tennis-action
734.36.36 équipé par *STANLEY*

A B C D E F G

UNE ATTAQUE FAIT 42 MORTS AU PÉROU

« Ce n'est plus la guérilla, c'est la guerre »
écrit un quotidien de Lima

Correspondance

Lima. — Trente-six terroristes et six membres des forces de l'ordre ont été tués au cours de l'assaut lancé, le dimanche 22 août, par l'organisation Sendero lumbino (sentier lumineux) contre le poste de police de Wilcashuamán, dans la province andine d'Ayacucho, la plus pauvre du Pérou (le Monde du 24 août).

Ce n'est plus la guérilla. Maintenant, c'est la guerre, titre sur toute la une le journal *Ojo* en résumant cette opération conduite par deux cents hommes masqués, armés de mortiers, de grenades, de mitrailleuses et de dynamite qui ont harcelé pendant cinq heures la garde civile. Le groupe insurgé a été finalement refoulé par la garnison, qui venait de recevoir des renforts, car elle avait déjà été attaquée à deux reprises les mois précédents.

Il s'agit là de l'opération la plus sanglante que l'organisation maoïste ait menée depuis qu'elle s'est engagée dans la lutte armée, le 18 mai 1980. Elle a lieu trois jours après l'audacieux sabotage des lignes à haute tension qui « servent » la capitale.

Dans la province d'Ayacucho, Sendero lumbino a entrepris d'intimider la population en pratiquant le chantage et l'extorsion de fonds et en exécutant sur les routes des villages des « brûlés » ou « collaborateurs de la répression » présumés après des parades de procès. Le sentiment d'insécurité est tel que plusieurs autorités locales ont présenté leur démission, notamment le préfet de la capitale provinciale. Les propriétaires de la mine Canaria, la plus importante de la région, ont abandonné l'exploitation du cuivre après les trois derniers sautages. Les paysans aussi ont peur depuis que les terroristes se sont acharnés, le 3 août, contre l'exploitation pilote et le centre de formation de la professionnelle d'Alpachaca, où ils ont massacré le bétail, incendié les récoltes et dynamité les installations.

Depuis quatre jours, la campagne d'intimidation touche Lima : des appels téléphoniques anonymes annonçant la présence de bombes dans les édifices publics, obligant à des évacuations massives et créant des scènes de panique collective. Dimanche soir, des explosifs ont été découverts dans trois cinémas et un théâtre du centre. L'état d'urgence, la suspension des garanties constitutionnelles et l'opération militaire effectuée par douze mille policiers, ne semblent pas arrêter les terroristes.

MORT DE Mgr JACQUES DELARUE
ÉVÊQUE DE NANTERRE

Mgr Jacques Delarue, évêque de Nanterre (Haute-de-Seine), est mort, lundi 23 août, d'une embolie.

[Né à Paris le 30 août 1914, Mgr Jacques Delarue avait une double formation de théologien et de juriste. Docteur en théologie de l'Institut catholique de Paris, il est nommé en 1947 supérieur du séminaire des vocations tardives de Montargis-sur-Orge. En 1960, il devient vicaire général à Paris et archidiacre de Saint-Jacques, ayant ainsi la charge du secteur de la banlieue sud. Responsable de la revue *diocésaine*, la *Semaine religieuse* de Paris, Jacques Delarue est à la tête de la paroisse de la télévision de 1964 à 1966. A cette époque, il assure également des cours de théologie à l'université de Radio-Luxembourg.

En 1968, il devient le premier évêque du diocèse de Nanterre nouvellement créé. Homme d'écoute et de dialogue, Mgr Delarue est le premier évêque français à réunir des 1970 les prêtres de son diocèse en assemblée générale. Il favorise parallèlement la mise en place d'équipes sacerdotales. En 1974, dans une lettre aux prêtres de son diocèse, Jacques Delarue se déclare favorable à l'ordination d'hommes mariés. Enfin, en avril 1978, l'évêque de Nanterre devait vivement promouvoir contre l'expulsion de travailleurs immigrés des zones de la SONACOTRA.]

BAC et SC.PO
préparation stimulante pour élèves de bon niveau et redoublants terminale
CEPES
77, rue Ch.-Lafitte, 92121 Nanterre 2
télégramme : 200000000

Déjeuner "vacances" ?
Une ambiance détente dans un jardin.
Buffet froid et buffet chaud.
Fromages, Desserts.
Vin à discrétion.
(en tout 110 € d'accompagnement par personne, 20% d'abandon)
Club Méditerranée
100€

En Corée du Sud L'ÉGLISE CATHOLIQUE PROTESTE CONTRE DE RÉCENTES CONDAMNATIONS À MORT

Séoul (A.F.P.). — L'Église catholique sud-coréenne s'est vigoureusement élevée contre la condamnation à mort, le 11 août, de deux hommes accusés d'avoir mis à sac le centre culturel américain de Pusan en mars dernier. Kim Hyun-Jang, trente-deux ans, et Moon Su-Shik, vingt-trois ans, ont été condamnés à mort par la cour criminelle de Pusan pour avoir séjourné à Corée du Nord (le Monde du 12 août).

Dans un communiqué publié lundi 23 août, la commission pour la paix et la justice de l'Église catholique a affirmé que les deux hommes méritaient la clémence car ils s'étaient volontairement livrés à la police sur le conseil de l'Église.

Les deux hommes, précise le communiqué, ont été torturés par les enquêteurs, maltraités par ordre du président sud-coréen, M. Chun Doo-Hwan.

La police et l'accusation poursuivent la commission, ont qualifié les deux hommes d'éléments communistes favorables aux objectifs révolutionnaires de la Corée du Nord mais ont totalement ignoré les arguments des deux condamnés, pour qui l'attention est portée sur le centre culturel américain représentant un avertissement aux États-Unis, qui avaient soutenu la répression brutale des manifestations de Kwangju en 1980.

Enfin, la commission a souligné que l'attitude du prêtre, le Père Choi Ki-Shik, condamné lors du même procès à trois ans de prison pour avoir donné asile à Kim Hyun-Jang, était justifiée.

POUR ÉQUIPER SES GÉNÉRATEURS D'ÉLECTRICITÉ
La R.A.T.P. préférera des turbines françaises à des turbines américaines

Reconstruire le marché intérieur ne va pas toujours sans écueils quel que soit le pays. La R.A.T.P. est en train d'en faire l'expérience à propos d'un marché pour la fourniture de turbines à gaz destinées à la production d'électricité.

Instituée par la grande panne d'électricité de décembre 1978, la Régie a décidé de se doter de deux générateurs d'appoint à turbines de 4,5 mégawatts chacune, susceptibles de permettre le fonctionnement en toutes circonstances de ses installations de sécurité (désincarcération, pompes...). Dans un second temps, acquises en plus grand nombre, ces installations pourraient permettre de réduire la sollicitation du réseau électrique général aux heures de pointe.

L'appel d'offres lancé par la R.A.T.P., deux entreprises ont répondu : Hispano-Suiza, filiale du constructeur nationalisé de moteurs d'avions SNECMA, et Alsthom Atlantique dont une filiale, Aman, propose une turbine sous licence du fabricant américain Allison.

L'étude comparative conclut en faveur de cette dernière, jugée plus évoluée et moins coûteuse de 6% à 7% que la production strictement française.

Au conseil d'administration de la Régie, saisi du dossier en mai dernier pour décision, le représentant du ministre de l'Industrie demande, au nom de la volonté gouvernementale de promouvoir les productions nationales, de réexaminer le dossier.

Dans le même temps, Hispano-Suiza, tentée par un marché qui commence à s'ouvrir, s'engage à mettre en chantier un matériel plus performant, techniquement comparable à celui des Américains. De plus, elle baisse ses prix tandis que les variations du cours du dollar rendent son offre tout à fait compétitive.

Aussi, bien que le marché définitif ne doive être passé qu'en octobre, le choix de la R.A.T.P. est déjà fait en faveur du matériel entièrement français. A la consternation de certains milieux industriels qui voient

dans ce « revirement » une « décision politique » : au nom de la défense d'une filière industrielle française, qui dissimule en réalité des manœuvres politiques et syndicales, la R.A.T.P. va se doter, à perte pour le fournisseur, d'équipements de conception dépassée, explique-t-on. Et de rappeler certains précédents fâcheux du même ordre de l'époque du « plan calcul ».

Pékin relance son projet de construction d'une centrale nucléaire

De notre correspondant

Pékin. — Après bien des tergiversations et une longue période d'incertitude consécutive à la réaction depuis 1980 de ses plans de développement économique, la Chine paraît décidée à relancer le projet d'atome. — On en parle depuis au moins quatre ans — de construction d'une centrale nucléaire en coopération avec des firmes occidentales.

Il se confirme en effet qu'une décision de principe a été prise par le gouvernement central au printemps dernier et,

comme le montrent la visite récente à Pékin d'une mission britannique et celle, du 18 au 21 août, d'une délégation gouvernementale française comprenant des représentants du commerce extérieur, de la recherche et de l'industrie, ainsi que du commissariat à l'énergie atomique, les contacts avec d'éventuels partenaires intéressés à ce projet ont repris de façon très concrète.

La venue de la délégation française avait été annoncée au début de ce mois par M. Cherysson, à l'issue de ses conversations à Pékin avec les dirigeants chinois. Ainsi qu'il l'avait précisé, cette mission devait permettre à Paris, dans cette situation nouvelle, d'examiner les intentions actuelles de la Chine en matière d'électronucléaire et de « présenter nos possibilités », tant du point de vue technique que des conditions matérielles de réalisation, de délai et de financement. On se montre très discret du côté français sur le contenu des entretiens qui viennent d'avoir lieu, d'autant que les Chinois, toujours très prudents, devraient se donner encore quelques mois pour étudier les diverses propositions qui leur sont soumises et prendre une décision.

Dans l'état actuel des choses, la concurrence la plus sérieuse pour les sociétés françaises (Framatome pour les deux réacteurs de 900 MW chacun et Alsthom pour la partie dite conventionnelle de la centrale) paraît être britannique. Ce sentiment est renforcé ici par le fait que la centrale sera située dans la province du Guangdong à 50 kilomètres au nord-est de Hongkong, non loin de la zone économique spéciale de Shenzhen. Un représentant de cette province a d'ailleurs affirmé la semaine dernière, à l'occasion de la visite à Canton du gouverneur de Hongkong, que la Chine était favorable à une association pour ce projet entre la compagnie d'électricité du Guangdong et la société de Hongkong, China Light and Power. Ce choix, qui faciliterait l'écoulement ultérieur d'une partie de la production d'électricité vers la colonie et donc allégerait pour Pékin la charge financière de l'investissement, n'implique pas toutefois de préférence pour ce qui est du fournisseur des deux réacteurs. Il est en tout cas très probable que le sujet sera abordé lors de la visite que doit faire le mois prochain M. Thatcher en Chine.

LA CHINE ENVISAGERAIT D'ACQUÉRIER DES MIRAGE
Pékin (A.F.P.). — Recevant, le lundi 23 août, le président-directeur général de l'Agence France Presse, M. Henri Figeat, le président du P.C. chinois, M. Hu Yaobang, a souligné au large développement de la coopération économique entre la Chine et la France. Les relations avec la France, a-t-il dit, sont « très bonnes », mais les échanges économiques n'ont pas été à la hauteur des espoirs.

« Une technologie moderne », a observé M. Hu Yaobang, place la France parmi les premières nations du monde, mais les prix sont un peu élevés.

Chargé des exemples de coopération franco-chinoise, tels que la construction et l'assemblage en Chine d'hélicoptères de conception française Dauphin et un complexe pétrochimique à Liao-Yang (nord-est du pays), le président du P.C. a d'autre part mentionné l'achat éventuel d'équipements ou de centrales nucléaires, « mais seulement dans des conditions rentables ».

Enfin, M. Hu Yaobang a déclaré que la Chine était disposée à acheter ou à construire en commun avec la France des chasseurs bombardiers de type Mirage.

[L'Agence France-Presse ne donne aucun détail sur le contexte dans lequel l'éventuel achat de Mirage par la Chine a été évoqué par M. Hu Yaobang. La nouvelle doit en tout cas être accueillie avec circonspection. De longue date, la Chine cherche à moderniser ses forces aériennes et elle a, en effet, des conversations avec des constructeurs de divers pays, britanniques notamment, à l'époque où elle s'attachait aux appareils à décollage vertical Harrier. Jusqu'à présent, toutes les autorités de Pékin ont reculé devant le coût des marchés qui leur étaient proposés, la seule exception étant un contrat technologique conclu en 1978 avec la firme Rolls-Royce pour la fabrication en Chine de moteurs d'avions de type Spey.

Rappelons, d'autre part, que la France, comme l'a encore répété M. Claude Cheysson lors de sa visite à Pékin au début du mois d'août, est disposée à vendre à la Chine certains équipements militaires de type Mirage. Il s'agit d'un nouveau contrat de coopération de coopération de coopération d'armes antiaériennes et d'armes de transport — mais que la livraison de matériels offensifs tels que des chasseurs-bombardiers n'est pas, en principe, envisagée.]

50 grammes de caviar très frais...
Une idée pour les soirs d'été aux Champs-Élysées, dans une ambiance musicale romantique et des prix dérogatoires pour le meilleur caviar. Avec les équipes spécialisées en caviar, du restaurant LE GOLESTAN, 67, Champs-Élysées, T. 225-62-90.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
cycles alternés de formation supérieure développés en collaboration avec des entreprises et des organisations professionnelles.

2^e CYCLE
GESTION DE PERSONNEL
12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise
l'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT ou BTS
Prochaine session de recrutement : 17 septembre 1982
Date limite de dépôt des dossiers : 10 septembre 1982

3^e CYCLE
MANAGEMENT AVANCÉ
8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
l'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.
Prochaine session de recrutement : 17 septembre 1982
Date limite de dépôt des dossiers : 10 septembre 1982

dossiers de candidatures et brochures détaillées en précisant le cycle à :
IGS, 25, rue François-I^{er} 75008 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur.

M. Begin n'écoute pas l'éventualité d'un accord avec la Spé

Le réveil de l'

A ton dollar, tu es directement concerné. Le dollar a baissé de 10% par rapport à l'euro. Cela signifie que si tu as des dettes en dollars, tu vas devoir payer plus cher. Si tu as des revenus en dollars, tu vas recevoir moins. C'est la loi du marché.

En fait, c'est tout simple. Le dollar a baissé parce que les Américains ont décidé de réduire leurs dépenses militaires à l'étranger. Cela a entraîné une perte de confiance dans le dollar. Les investisseurs ont commencé à vendre des dollars, ce qui a fait baisser le cours.

Or, à cet égard, il faut bien qu'on s'attende à ce que le dollar continue à baisser. M. Donald Rumsfeld, secrétaire d'État, a déclaré qu'il n'y avait aucune raison de penser que le dollar allait se relever. Cela confirme ce que nous disions : le dollar va continuer à baisser.

En fait, c'est tout simple. Le dollar a baissé parce que les Américains ont décidé de réduire leurs dépenses militaires à l'étranger. Cela a entraîné une perte de confiance dans le dollar. Les investisseurs ont commencé à vendre des dollars, ce qui a fait baisser le cours.

Or, à cet égard, il faut bien qu'on s'attende à ce que le dollar continue à baisser. M. Donald Rumsfeld, secrétaire d'État, a déclaré qu'il n'y avait aucune raison de penser que le dollar allait se relever. Cela confirme ce que nous disions : le dollar va continuer à baisser.

En fait, c'est tout simple. Le dollar a baissé parce que les Américains ont décidé de réduire leurs dépenses militaires à l'étranger. Cela a entraîné une perte de confiance dans le dollar. Les investisseurs ont commencé à vendre des dollars, ce qui a fait baisser le cours.

Or, à cet égard, il faut bien qu'on s'attende à ce que le dollar continue à baisser. M. Donald Rumsfeld, secrétaire d'État, a déclaré qu'il n'y avait aucune raison de penser que le dollar allait se relever. Cela confirme ce que nous disions : le dollar va continuer à baisser.